

**CENTRE REGIONAL DE
RENFORCEMENT DES
CAPACITES POUR
L'AFRIQUE CENTRALE**



AFRITAC
Centre

**Renforcer les capacités
macroéconomiques en Afrique centrale**

**RAPPORT
ANNUEL
2021**



AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique
du Congo



République démocratique
de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire
de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Liste d'acronymes et abréviations

ACBF	<i>African Capacity Building Foundation</i> – Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
AFD	Agence française de développement
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC Centre (AFC)	Centre régional de renforcement de capacités pour l'Afrique centrale
BRB	Banque de la République du Burundi
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion de d'administration du renforcement des capacités
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CNA	Comptes nationaux annuels
CNT	Comptes nationaux trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
DMF	<i>Debt management facility</i> – Mécanisme de gestion de la dette
ECT	Expert court terme
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
ICAAP	<i>Internal Capital Adequacy Assessment Process</i> – Processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres
IDC	Institut pour le développement des capacités
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> - Normes internationales d'information financière
ILAAP	<i>Internal Liquidity Adequacy Assessment Process</i> - Évaluation de l'adéquation du niveau de liquidité
IPC	Indice des prix à la consommation
ISTEEBU	Institut de statistiques et d'études économiques du Burundi
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PEFA	<i>Public Expenditure and Financial Accountability</i> – Cadre d'évaluation et de gestion des finances publiques
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RMTF	<i>Revenue mobilization trust fund</i> – Fonds thématique de mobilisation des recettes
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
S.O.	Sans objet
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Table des matières

I. Introduction et Contexte	8
Le programme	8
La vision sur laquelle le programme de travail est fondé	8
Le contexte régional	8
Le contexte macroéconomique et les conséquences de la pandémie du COVID-19	9
L'objectif fondamental	11
Les objectifs stratégiques	12
La collaboration avec les services du FMI et les autres partenaires	12
Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail	13
II. Indicateurs de performance du renforcement des capacités	13
A. Les indicateurs de la gestion axée sur les résultats	13
B. Transition de CDPORT vers CDMAP	19
C. Consolidation des acquis de la gestion axée sur les résultats	19
D. Priorisation de la gestion axée sur les résultats	24
III. Programme de travail d'AFC	25
A. Quelques résultats clés de l'année fiscale 2021	25
B. Les priorités du Centre pour l'année fiscale 2022, dernière année de la Phase III	25
C. L'évaluation indépendante de la Phase III	26
D. Les moyens d'action envisagés et les modalités opérationnelles	26
E. Exécution et programmation des ressources	28
IV. Performance 2021 et programmation 2022 par domaine	33
A. Administration des revenus	33
A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales et douanières	33
A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales	34
A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	36
B. Gestion des finances publiques	38
B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	38
B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	40
B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	42
B.4 Améliorer la gestion des actifs et des passifs	43
B.5 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	43
C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	45
C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	45
C.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	46
C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	48
D. Statistiques des finances publiques	49
D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	49
E. Statistiques macroéconomiques	51
E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	51
F. Gestion de la dette publique	53
F.1 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	53
F.2 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût	54
F.3 Mettre en place un cadre légal et institutionnel	54
F.4 Développer/renforcer les processus pour un meilleur enregistrement, déclaration et suivi de la dette	54

G. Régulation et supervision bancaires.....	56
G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.....	56
G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	56
G.3 Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	59
G.4 Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	59

Etudes d'impact

Etude d'impact 1 : Projet de redémarrage des activités d'émission des titres publics en République démocratique du Congo	21
Etude d'impact 2 : Maintenir la continuité des activités de production de l'IPC en situation de COVID-19	23

Réussites remarquables

Audit du système d'information fiscale Systemif 4 de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID) de la République Centrafricaine	35
Renforcement de la fonction d'évaluation douanière auprès de l'OBR	37
Appui à l'amélioration de la gouvernance financière des établissements publics.....	39
Appui à l'élaboration du projet de loi de finances 2021 en contexte de COVID-19	41
Renforcement des capacités sur le contrôle interne comptable de l'Etat (CICE)	44
Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire	47
Appropriation de la méthodologie d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par les pays.....	50
Production de l'indice des prix à la consommation	52
Elaboration des procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor	55
Amélioration des instruments et des processus de la supervision prudentielle	57

Graphiques

Graphique 1. Croissance du PIB.....	10
Graphique 2. Inflation des prix à la consommation	10
Graphique 3. Solde budgétaire global (dons compris).....	10
Graphique 4. Solde extérieur courant (dons compris)	11
Graphique 5. Dette publique.....	11
Graphique 6. Cadres logiques par domaine (en nombre).....	14
Graphique 7. Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre).....	15
Graphique 8. Performance globale des étapes intermédiaires.....	15
Graphique 9. Performance des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)	16
Graphique 10. Résultats escomptés par domaine (en nombre)	17
Graphique 11. Résultats escomptés par pays (en nombre)	18
Graphique 12. Performance globale des résultats escomptés	18
Graphique 13. Performance des résultats escomptés par domaine (en nombre).....	19
Graphique 14. Activités par pays (en nombre).....	29
Graphique 15. Activités par domaine (en nombre)	29
Graphique 16. Ressources par pays (en personnes semaines).....	30
Graphique 17. Ressources par domaine (en personnes semaines)	30
Graphique 18. Répartition des ressources par pays (en pourcentage).....	31
Graphique 19. Répartition des ressources par domaine (en pourcentage).....	31
Graphique 20. Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire	32

Annexes

1. Cadres logiques 2020-2022
2. Activités par pays et par domaine
3. Ressources par pays et par domaine
4. Séminaires régionaux, cours et visites professionnelles
5. Appuis ponctuels
6. Personnel
7. Rapport financier
8. Programme de travail 2022 en gestion de la dette publique

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le programme

1. **Ce rapport présente une synthèse de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2021 (du 1^{er} mai 2020 au 30 avril 2021) et le programme de travail de l'année fiscale 2022 (du 1^{er} mai 2021 au 30 avril 2022) du Centre Régional de Renforcement des Capacités du FMI pour l'Afrique Centrale (AFC).**
2. **La pandémie du COVID-19 a amené AFC à concevoir une autre façon de travailler.** En effet, depuis mars 2020, le Centre a adapté les modes de mise en œuvre de ses activités de renforcement des capacités afin de maintenir son appui aux pays et institutions régionales. Les restrictions de déplacement dues au COVID-19 ont empêché les experts du Centre d'effectuer des missions en présentiel, mais notre programme de travail a continué à être mis en œuvre en distanciel. Dans ce contexte particulier, nous nous sommes attelés également à aider les pays membres à relever, dans la mesure du possible, les nouveaux défis liés à la pandémie de COVID-19 dans le champ de nos compétences.
3. **Malgré les restrictions, le Centre a poursuivi activement la délivrance de ses activités de renforcement des capacités dans l'ensemble de ses domaines d'intervention, en adaptant ses modalités opérationnelles de travail.** En effet, l'ensemble des missions de renforcement des capacités de l'année fiscale 2021 initialement prévues en présentiel ont pu être exécutées à distance. Ceci a nécessité de s'adapter à travailler avec nos vis-à-vis de loin, de s'accommoder de missions plus longues et mettre en place une organisation plus rigoureuse avec des connexions internet bien souvent difficiles. En dehors de ses missions classiques, le Centre a contribué à la rédaction de notes techniques et à l'organisation de nombreux webinaires à l'aide de divers outils numériques de communication à distance et à la délivrance d'appuis-conseils ponctuels, particulièrement traitant des défis liés à la pandémie du COVID-19.

La vision sur laquelle le programme de travail est fondé

4. **Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence régional en matière de renforcement des capacités.** Le Centre fournit des activités de renforcement des capacités de haut niveau au profit des autorités des pays et des institutions régionales. AFC veille à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique de qualité à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses pays membres et adapte ses activités de renforcement des capacités en fonction de leurs besoins, et en coopération avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

Le contexte régional

5. **Surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole à différentes échelles. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont également membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Sao Tome-et-Principe est membre d'AFC depuis [novembre 2017] et appartient aussi à la Communauté économique des

états d'Afrique Centrale (CEEAC). Le Burundi a aussi rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), tandis que la RDC est, en plus, membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Pour les six pays membres de la CEMAC, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune* à travers la COBAC. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ; ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et une adaptation accommodante de son programme d'intervention.

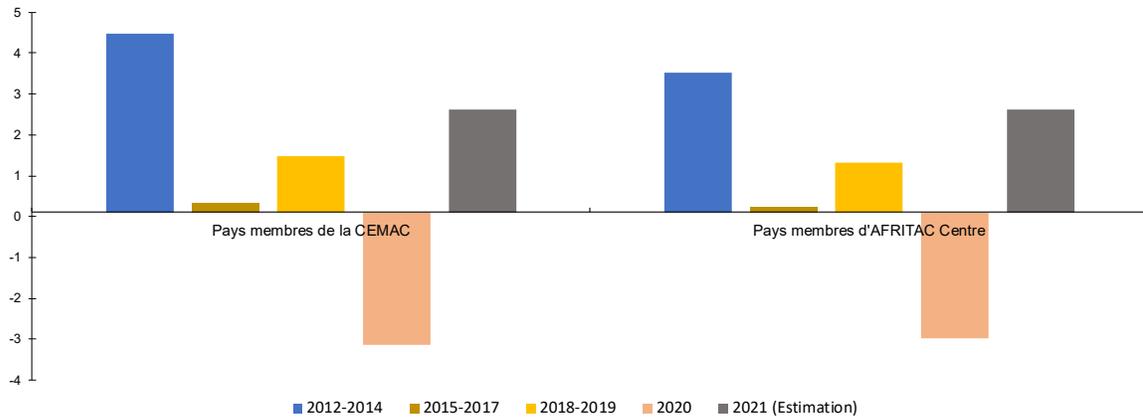
- 6. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le Gabon et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. La République du Congo, la RCA, et le Tchad en zone CEMAC ainsi que le Burundi, la RDC et Sao Tomé-et-Principe sont des pays en situation de fragilité.

Le contexte macroéconomique et les conséquences de la pandémie du COVID-19

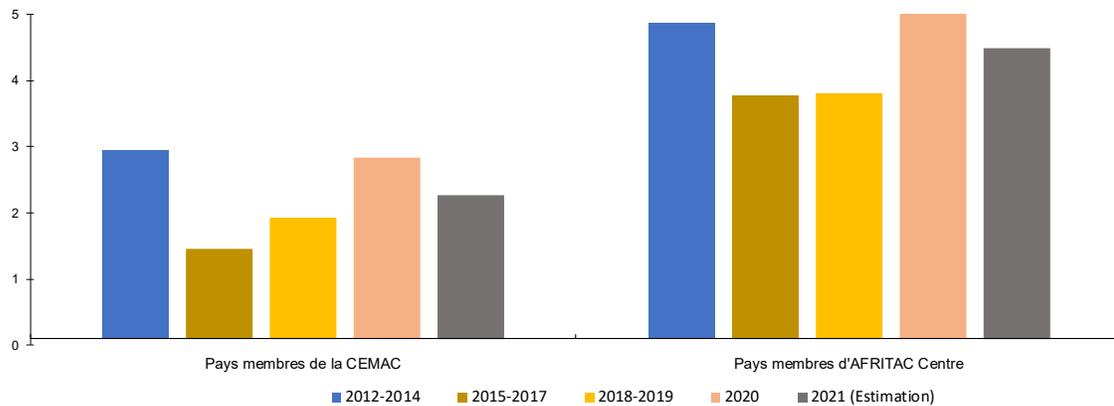
- 7. L'Afrique subsaharienne est toujours en proie à une crise sanitaire et économique sans précédent.** Dans les mois qui ont suivi la publication de l'Édition 2020 des *Perspectives économiques régionales*, la région a dû faire face à une deuxième vague de contamination au coronavirus qui a rapidement dépassé la première en termes d'ampleur et de vitesse. Si cette deuxième vague s'est atténuée pour le moment, de nombreux pays se préparent à d'autres vagues, d'autant plus que l'accès aux vaccins demeure insuffisant. Selon les estimations les plus récentes, l'activité économique en 2020 a subi une contraction exceptionnelle de 1,9% jamais observée. Cette nouvelle estimation est une révision à la baisse de la contraction initialement attendue de 3,0% au mois d'octobre 2020.
- 8. En 2021, la reprise économique en Afrique Subsaharienne sera fortement influencée par le faible accès à la vaccination.** L'incertitude risque de dominer la trajectoire économique dans le futur immédiat car la pandémie pourrait connaître sur le continent de nouvelles vagues successives. L'accès aux financements est incertain et les crises politiques et les conflits armés restent prévalents. Dans ce contexte, les gouvernements de la région doivent poursuivre des politiques saines tout en priorisant les dépenses de santé car sauver des vies reste la priorité des politiques économiques. A cette fin, il faudra augmenter les dépenses, non seulement pour renforcer les systèmes de santé locaux et les mesures d'endiguement, mais aussi pour veiller à ce que les conditions indispensables aux campagnes de vaccination soient en place sur les plans logistique et administratif. En même temps, il faut assainir les finances publiques et réduire les déficits publics. Dans cette optique, la mobilisation des recettes devra se baser sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la hiérarchisation et la rationalisation des dépenses. Outre ces mesures sur les recettes et les dépenses, les autorités peuvent aussi optimiser l'espace budgétaire en améliorant les cadres budgétaires. La pandémie frappe la région à un moment où la plupart des pays manquent d'espace budgétaire pour absorber un tel choc, ce qui complique la riposte des pouvoirs publics. Aussi, la solidarité internationale qui s'est exprimée à travers l'initiative de suspension du service de la dette mise en place par les pays du G-20 devra-t-elle continuer à s'appliquer pour permettre aux pays de la région de dégager des marges de manœuvres supplémentaires. Pour 2021, la prévision de

croissance pour l'Afrique Sub-saharienne devrait se redresser modestement à 3,4% contre une prévision de 3,1% en octobre 2020.

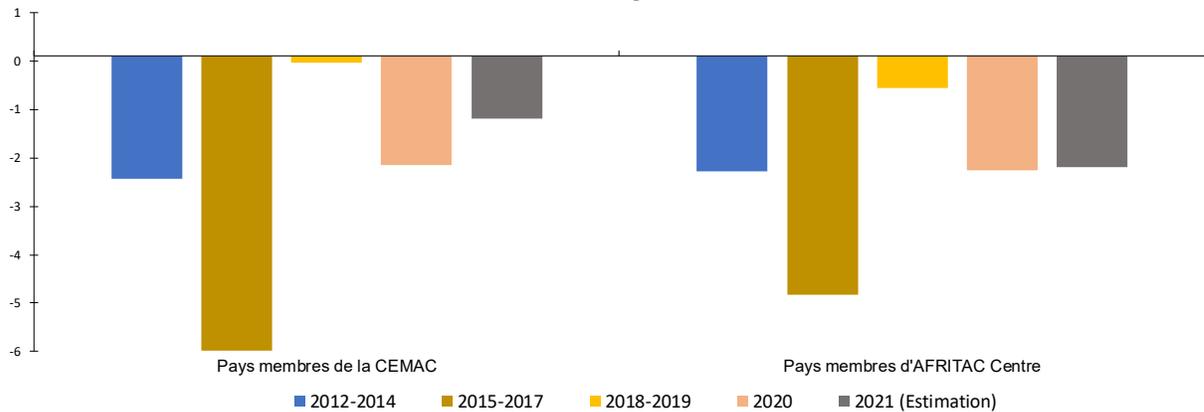
**Graphique 1. Croissance du PIB
(en pourcentage)**



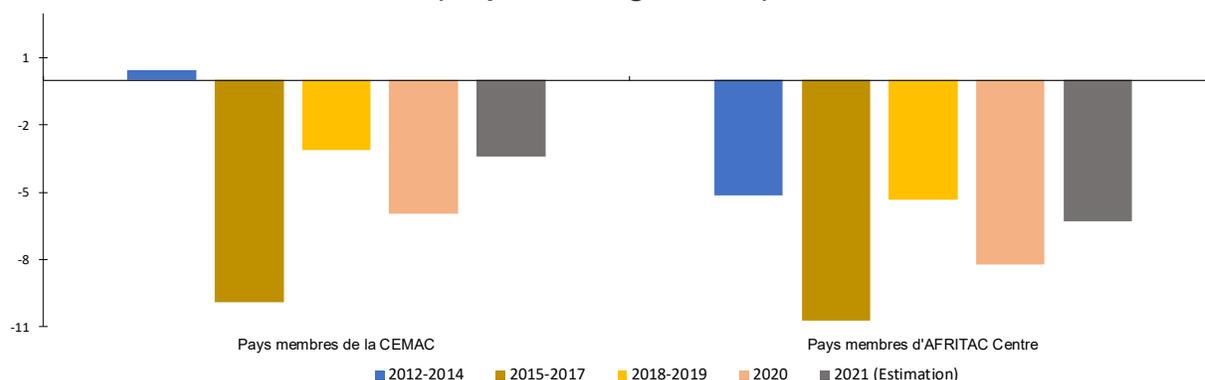
**Graphique 2. Inflation des prix à la consommation
(en pourcentage moyen de la variation annuelle)**



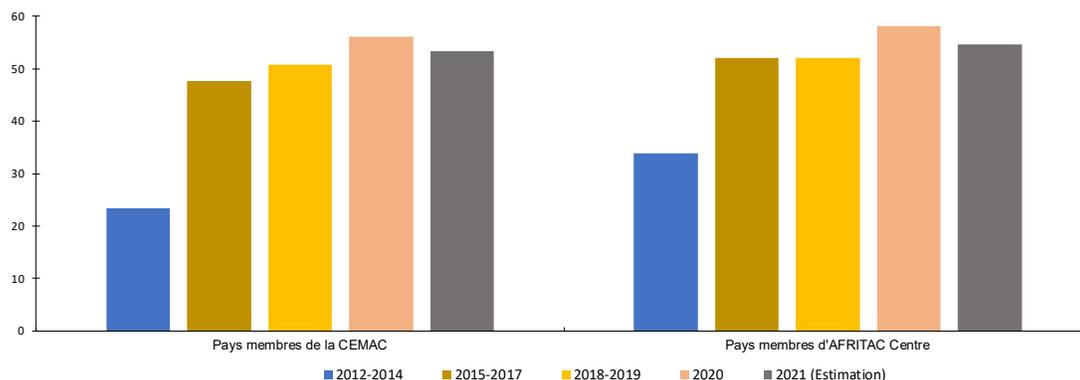
**Graphique 3. Solde budgétaire global (dons compris)
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 4. Solde extérieur courant (dons compris)
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 5. Dette publique
(en pourcentage du PIB)**



Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, avril 2021

L'objectif fondamental

9. L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

10. Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI. Le Centre met à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme de renforcement des capacités prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

Les objectifs stratégiques

11. Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline en cohérence avec les objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d’AFC couvrant la période novembre 2017-avril 2022 ¹ Le Centre a su adapter ce programme de travail pour tenir compte des nouvelles priorités découlant de la pandémie du COVID-19. Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des administrations douanières et fiscales en vue d'améliorer la mobilisation des recettes publiques tout en contribuant à améliorer le climat des affaires,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l'exécution du budget ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes nationaux, et harmoniser les statistiques régionales,
- Réduire le coût de la dette publique tout en maintenant le risque à un niveau acceptable, développer les marchés de la dette intérieure dans le cadre d'une gestion solide de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région²,
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques,
- Prendre en compte les nouvelles priorités liées à la pandémie du COVID-19 et intégrer les nouvelles méthodes de délivrance des activités de renforcement des capacités dans l'ère du travail à distance.

La collaboration avec les services du FMI et les autres partenaires

12. Le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres. Le programme d’AFC est ainsi intégré dans le cadre général de renforcement des capacités

¹ Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [sur notre site web www.afrifacentre.org](http://www.afrifacentre.org)

² Depuis le 1^{er} octobre 2020, les activités du domaine de la gestion de la dette publique sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF), un fonds multi-donneur mis en place par la Banque mondiale et le FMI. Les activités du domaine de la gestion de la dette sont présentées dans ce rapport à titre indicatif.

mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer leurs réformes. Le programme pour l'année fiscale 2022 est aussi marqué par une intégration accrue du renforcement des capacités dans les activités de prêt et de surveillance du FMI.

- 13. Pour favoriser les synergies et éviter les duplications possibles, les activités sont coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires** impliqués dans la mise en œuvre des réformes dans les pays membres. Ces partenaires sont les suivants : ACBF, AFD, AFRISTAT, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque de France, CNUCED, Coopération française, Expertise France, GIZ, ONU Femmes et Union européenne.

Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail

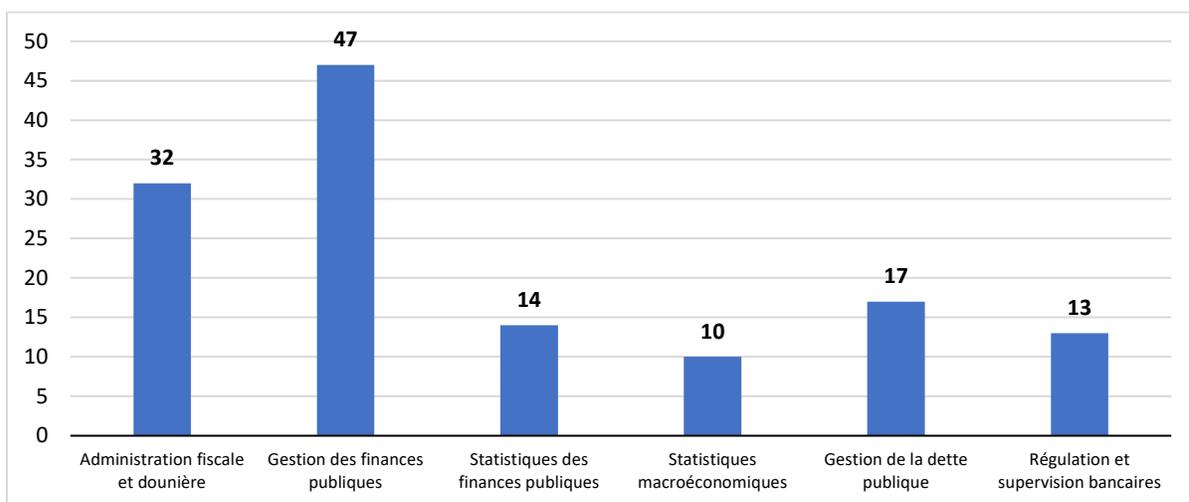
- 14. Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes** : le risque d'instabilité de la situation sécuritaire et sanitaire dans quelques pays membres, un engagement insuffisant à l'égard des réformes, des besoins importants en renforcement des capacités humaines, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l'absence d'infrastructures informatiques et de télécommunications), l'indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, le désistement après confirmation de participation et l'annulation de certaines activités en raison de changements de priorité, ainsi que des ressources financières insuffisantes. Aussi, la pandémie du COVID-19 a ajouté une couche de difficultés supplémentaires et spécifiques. Elle a affecté certaines personne-ressources du côté des autorités, mettant en lumière la difficulté de télétravailler pour les cadres qui ne bénéficient pas toujours d'une connexion internet à haut débit. La collecte des données, le suivi des recommandations, la mise en œuvre des réformes et la préparation des rapports ont tous souffert de la nouvelle situation, bien que les autorités aient fait de leur mieux pour s'adapter.

II. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES

A. Les indicateurs de la gestion axée sur les résultats

- 15. L'ensemble des activités du Centre pour l'année fiscale 2021 est indiqué dans les cadres logiques (annexe 1) du programme de travail pour la phase 3.** Le cadre logique du programme de travail sert de base dans l'orientation, l'organisation et la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités dans les différents domaines d'expertise du Centre. Il fixe les objectifs et les résultats et permet un meilleur suivi des activités à moyen terme.
- 16. Les cadres logiques (133) comprennent les objectifs, les résultats escomptés, les indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques liés aux objectifs du renforcement des capacités.** Le graphique 6 ci-dessous présente le nombre de cadres logiques par domaine.

Graphique 6. Cadres logiques par domaine (en nombre)



Source : AFC

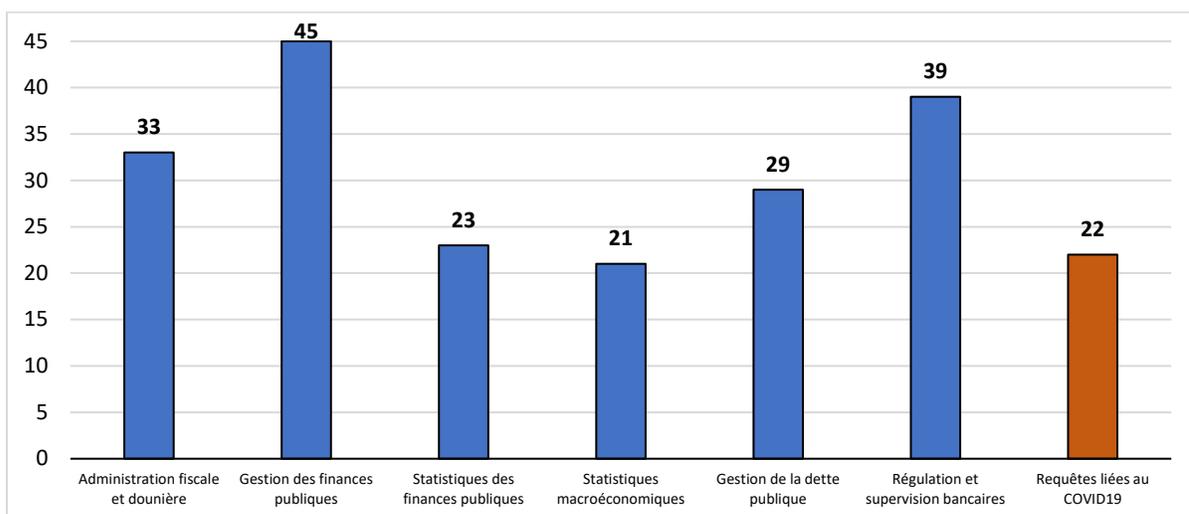
Note : Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macroéconomiques et budgétaires.

17. Les performances décrites ci-dessous concernent uniquement l'année fiscale 2021.

Les performances ont été obtenues sur la base des informations renseignées par les conseillers résidents dans CD-PORT, qui est un outil interne de gestion axée sur les résultats du FMI. L'analyse de la performance de l'activité de renforcement de capacités du Centre se base sur les informations extraites de CD-PORT à la date du 04 mars 2021.

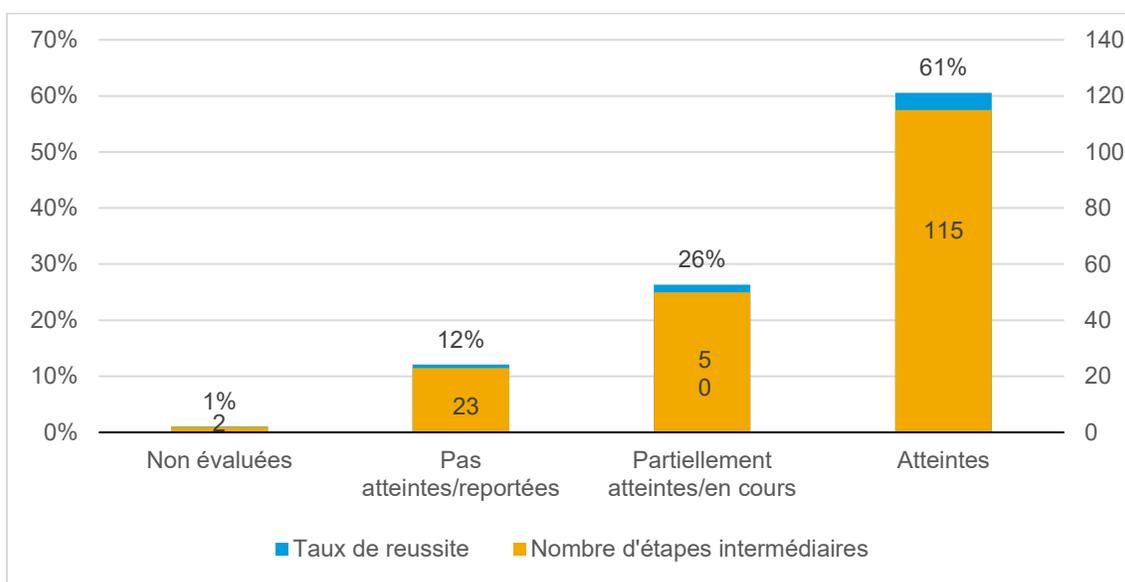
18. L'outil de gestion axée sur les résultats du FMI (CD-PORT) est alimenté avec les jalons (milestones). Ces jalons sont définis par les conseillers, en liaison avec les autorités (lors de l'élaboration des programmes de travail annuels), puis validés par le FMI, sur la base du cadre logique RBM (Catalogue RBM des objectifs stratégiques de renforcement de capacités). Ces étapes intermédiaires, évaluées par les conseillers résidents, contribuent à l'atteinte des résultats attendus prédéfinis dans le cadre logique décrit dans le Catalogue RBM, dans lequel sont répertoriés les objectifs stratégiques à atteindre par l'activité de renforcement de capacités et permettent d'analyser les performances des activités du Centre.

19. Pour s'adapter au contexte difficile lié à la pandémie du COVID-19, le Centre a dû réorganiser son fonctionnement et hiérarchiser ses priorités en fonction des besoins prioritaires et essentiels, voire urgents de ses pays membres. A la fin de l'année fiscale 2021, le Centre a contribué et mis en œuvre 190 étapes intermédiaires (graphique 7), dont 22 créées en réponse aux nouvelles requêtes liées au COVID-19 principalement dans les domaines de l'administration douanière et fiscale.

Graphique 7. Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)

Source : AFC

20. A la fin de l'année fiscale 2021, la performance globale du Centre indique que 115 étapes intermédiaires ont été atteintes soit 61 % (graphique 8). Les 50 étapes intermédiaires qui ont partiellement été atteintes (26 %) s'expliquent par différentes raisons. Au niveau des pays bénéficiaires, la lenteur dans le processus d'adoption des recommandations ou des livrables fournis par l'activité de renforcement de capacités demeure un facteur déterminant dans l'atteinte des objectifs. Au niveau organisationnel, la mise en place du télétravail et l'adaptation à ce nouveau modèle de travail par les autorités bénéficiaires ont contribué à l'extension des délais de mise en œuvre de certaines étapes intermédiaires.

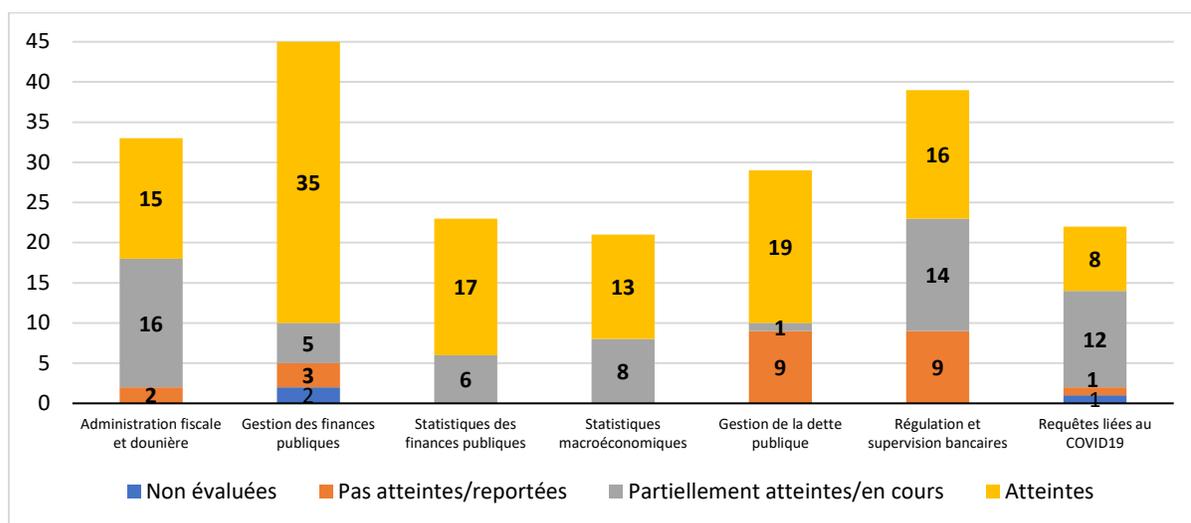
Graphique 8. Performance globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage)

Source : AFC

21. Le nombre d'étapes intermédiaires non atteintes (23, soit 12 %) est essentiellement constitué d'étapes intermédiaires dont l'atteinte incombe exclusivement aux autorités bénéficiaires (activités du domaine régulation et la supervision bancaires) et des étapes intermédiaires qui ont été reportées. Le nombre d'étapes intermédiaires non évaluées (2, soit 1 %) est constitué des missions du siège auxquelles un Conseiller du Centre a participé, ou des missions ponctuelles ne faisant pas l'objet d'un suivi-évaluation.

22. Le graphique 9 présente les performances des étapes intermédiaires par domaine. De manière globale, les performances du Centre sont satisfaisantes. Dans la majorité des domaines, le nombre d'étapes intermédiaires atteintes dépasse le nombre d'étapes intermédiaires partiellement atteintes ou repoussées.

Graphique 9. Performance des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)



Source : AFC

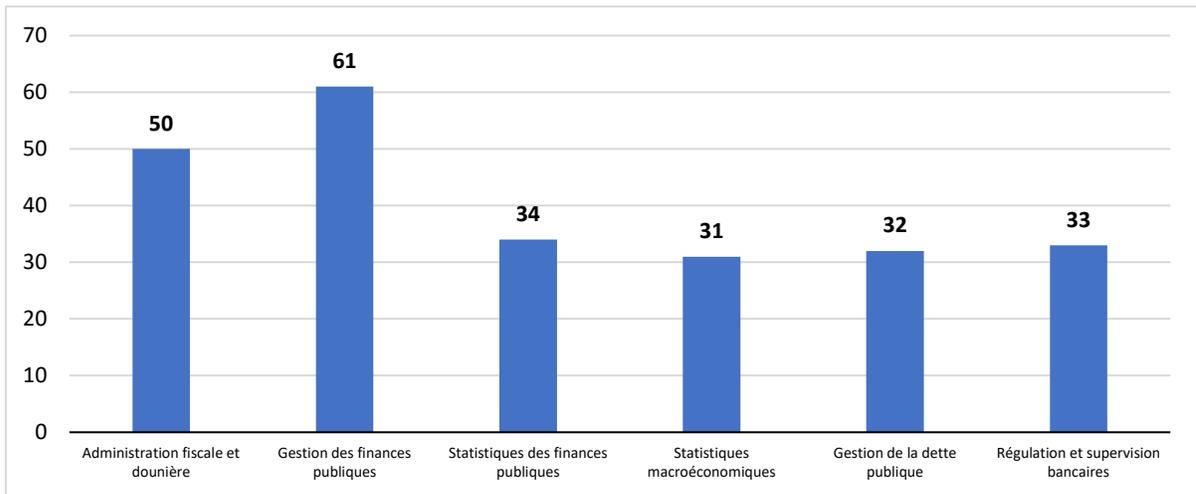
Note : Compte tenu de la nature disparate des domaines d'intervention, les données de notation ne sont pas nécessairement comparables entre elles.

23. Les étapes intermédiaires non atteintes du secteur de la régulation et la supervision bancaires dépendent principalement des autorités bénéficiaires. Pour ce domaine, les étapes intermédiaires non atteintes ou partiellement atteintes peuvent s'expliquer par plusieurs raisons :

- Les autorités souffrent d'un manque chronique de ressources disponibles pour mettre en œuvre rapidement les plans d'actions.
- Les autorités ont pu réallouer leurs ressources et réajuster leurs priorités de gestion interne au détriment de la finalisation complète et rapide des travaux engagés dans le cadre de l'activité de renforcement de capacités.
- Les autorités ont dû faire face à des chocs externes ayant mobilisé leurs ressources.
- Pour tous les pays, les plans d'actions des autorités ont été significativement perturbés par la survenance et l'évolution de la pandémie du COVID-19 tout au long du premier semestre de l'année fiscale 2021.

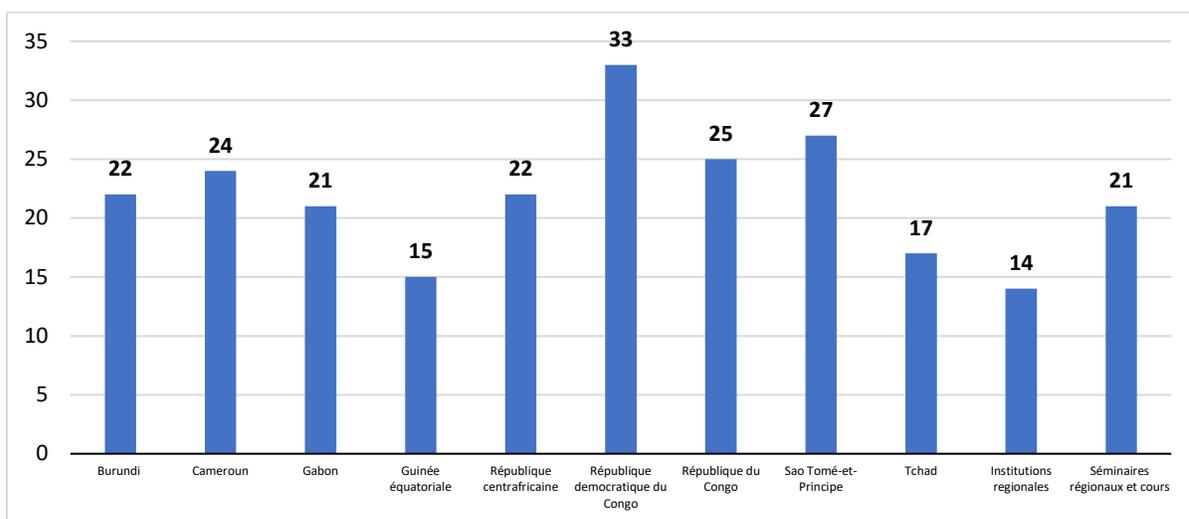
24. Depuis l'année fiscale 2020, le Centre continue la notation et l'actualisation des résultats escomptés contenus dans les cadres logiques du Centre (241 résultats escomptés identifiés en 2021 pour la période du programme (novembre 2017–avril 2022), une baisse de 12% par rapport à 2020. Les résultats escomptés permettent de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs stratégiques du Centre et à ce titre ils constituent un élément capital de la chaîne de résultats. Le graphique 10 présente le nombre de résultats escomptés par domaine. Il est à noter que la performance des résultats escomptés se mesure à la lumière de la performance des étapes intermédiaires de l'ensemble des années fiscales couvrant la phase 3 du programme (2017–22).

Graphique 10. Résultats escomptés par domaine (en nombre)



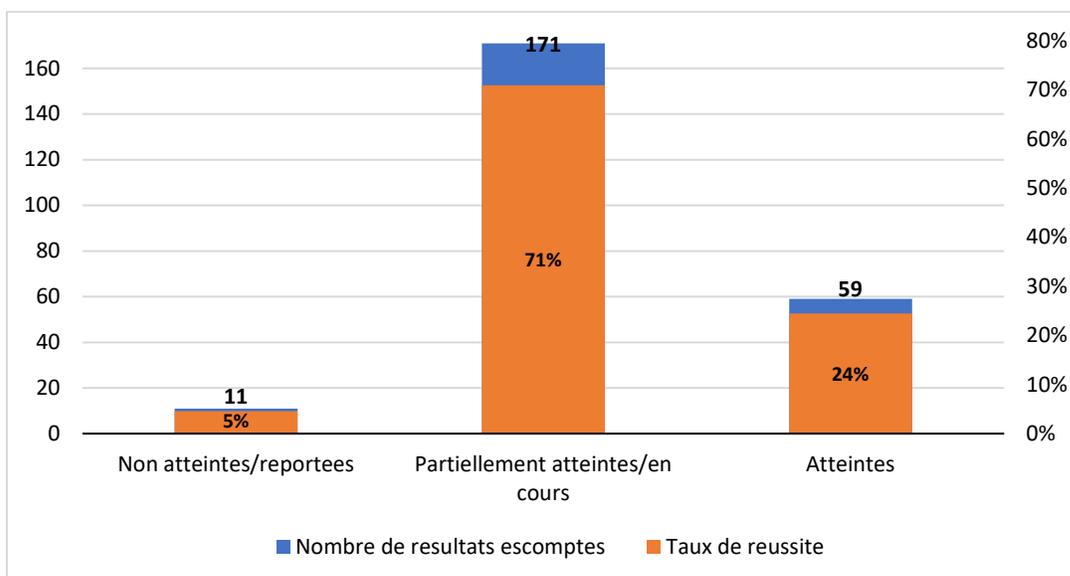
Source : AFC

Les domaines ci-dessus sont les différents champs d'intervention du Centre dans ses missions de renforcement de capacités. Le graphique 11 présente les résultats escomptés par pays.

Graphique 11. Résultats escomptés par pays (en nombre)

Source : AFC

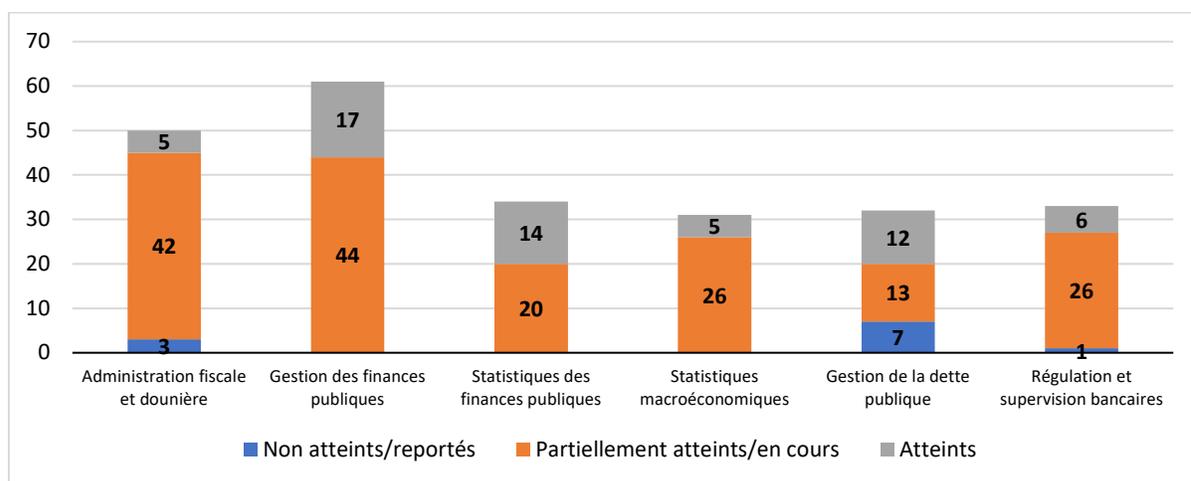
25. La performance des résultats escomptés par domaine est présentée dans le graphique 12 ci-dessous. A la fin de l'année fiscale 2021, 59 résultats escomptés ont été atteints (soit 24%, contre 22% en 2020) et 171 sont cours (soit 71 %, contre 70% en 2020). Le nombre de résultats escomptés ainsi que les performances présentées sont provisoires et peuvent évoluer au cours des prochaines années fiscales en fonction des progrès réalisés dans l'exécution des missions de renforcement de capacités. La performance globale des résultats escomptés va conditionner l'atteinte des objectifs stratégiques du Centre.

Graphique 12. Performance globale des résultats escomptés (en nombre et en pourcentage)

Source : AFC

26. Le graphique 13 présente la performance des résultats escomptés par domaines. A la fin de l'année fiscale 2021, les domaines de la gestion des finances publiques et des statistiques ont le plus grand nombre de résultats escomptés atteints. Plusieurs résultats escomptés des domaines de la gestion des finances publiques (44), de l'administration fiscale et douanière (42), de la régulation et supervision bancaires (26), des statistiques macroéconomiques (26), des statistiques des finances publiques (20) et de la gestion de la dette publique (13) sont en cours.

Graphique 13. Performance des résultats escomptés par domaine (en nombre)



Source : AFC

Note : compte tenu de la nature disparate des domaines d'intervention, les données de notation ne sont pas nécessairement comparables entre elles.

B. Transition de CDPOR vers CDMAP

27. Afin de mieux répondre aux besoins de renforcement des capacités, le FMI a développé un nouvel outil « CDMAP ». Cet outil remplacera CD-PORT (Capacity Development Project Outputs and Results Tracking) qui a permis la gestion des activités de renforcement des capacités du FMI depuis 2017.

C. Consolidation des acquis de la gestion axée sur les résultats

Au cours de cette année fiscale, le Centre a consolidé ses acquis en matière de gestions axée sur les résultats et amélioré son approche dans l'élaboration de ses axes d'intervention. Cette consolidation résulte de :

- **La gouvernance RBM présente la méthodologie de l'approche de la gestion axée sur les résultats ainsi que les bonnes pratiques pour un meilleur suivi des activités de renforcement de capacités.** L'appropriation de la nouvelle gouvernance RBM publiée en août 2020 a permis non seulement d'intégrer dans le programme de travail les requêtes des pays membres notamment en matière de mesure d'atténuation de l'impact du COVID-19, mais aussi une adaptation dans ce nouveau contexte de travail.

- **La prise en compte des recommandations du Comité d'orientation notamment en matière de présentation des cas pilotes d'étude d'impact des activités du Centre.** Le Centre continue de présenter les réussites remarquables de ses domaines d'intervention ainsi que des études d'impact. A cet effet, le Centre a mené deux études d'impact de l'activité de renforcement des capacités dans les domaines gestion de la dette publique et des statistiques macroéconomiques (Etudes d'impact 1 et 2).
- **Des rencontres d'échange et de partage avec les équipes pays du FMI.** Au cours de l'année fiscale 2021, le directeur du centre a initié des rencontres avec les équipes pays du FMI de nos pays membres. Ces rencontres avaient pour objectifs le partage d'expérience, la présentation des domaines d'intervention prioritaires des pays membres et la mutualisation des synergies pour l'atteinte des objectifs du programme de travail du Centre inscrits dans les cadres logiques.
- **La formation au nouvel outil de travail CDMAP qui sera l'outil de référence dans le suivi-évaluation des activités.** L'outil CDMAP intégrera le catalogue RBM à partir duquel les conseillers et experts de court terme pourront élaborer les étapes intermédiaires pour la réalisation des résultats escomptés.

<p>Etude d'impact 1 : Projet de redémarrage des activités d'émission des titres publics en République démocratique du Congo</p>
<p>Pays bénéficiaire : République démocratique du Congo Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique Date de mise en œuvre : 2016-2020</p>
<p>Pertinence du projet : Depuis la suspension des émissions des bons du Trésor en 1995 du fait de la dégradation de la qualité de sa signature, l'État de la République Démocratique du Congo (RDC) dépendait des sources de financement extérieur et des avances de sa Banque centrale pour couvrir une partie de ses dépenses. L'absence d'opportunité de mobilisation de ressources sur le marché pour préfinancer les recettes attendues limitait également l'efficacité de l'exécution budgétaire car les paiements de dépenses étaient effectués en fonction de l'encaisse disponible.</p> <p>Pour diversifier ses sources de financement et capitaliser sur le succès des réformes du début des années 2010 en finances publiques et en politique monétaire qui ont conduit à une maîtrise de l'inflation et à une stabilité du franc congolais, le Gouvernement congolais a inscrit dans son programme d'actions le redémarrage des émissions de titres publics. Avec l'appui d'AFC, une feuille de route devant guider les actions au redémarrage des émissions de titres publics a été préparée en 2016.</p>
<p>Efficacité du projet : La mise en œuvre de la feuille de route convenue avec les autorités a permis d'atteindre les résultats suivants : (i) la définition des caractéristiques des titres publics en RDC; (ii) l'élaboration du mode opératoire et de remboursement des titres publics; (iii) la mise en place des infrastructures de marché; (iv) la mise en place du cadre de gouvernance suivi pour la préparation et la gestion des opérations d'émission de titres publics, et; (v) la stratégie de lancement des émissions des titres publics.</p> <p>Le redémarrage des émissions de bons du Trésor en octobre 2019 a marqué une étape importante dans la diversification des sources de financement de la RDC. Depuis lors, l'État émet des bons du Trésor pour couvrir une partie de ses besoins de trésorerie.</p>
<p>Efficience du projet : L'efficience du projet résulte des facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) La qualité des conseils fournis par les experts d'AFC. (ii) L'apprentissage par les pairs : AFC a facilité une visite d'études de quatre cadres de la RDC qui se sont imprégnés de l'expérience tunisienne en matière de création et de développement du marché intérieur des titres publics (iii) La mise en place d'une équipe de gestion du projet composée de cadres du Ministère des finances et de la Banque centrale du Congo.
<p>Viabilité des effets : Malgré les difficultés que rencontre actuellement l'État congolais du fait des effets de la crise de la COVID-19, les émissions de titres publics sur le marché local font désormais partie des sources de financement potentielles auxquelles l'État pourrait recourir pour la couverture d'une partie de ses besoins de trésorerie. Par ailleurs, l'État dispose d'infrastructures de marché dont il peut se servir, à tout moment, pour introduire de nouveaux titres publics. Par exemple, l'État congolais compte introduire prochainement un nouvel instrument de dette indexé via le mécanisme mis en place dans ce projet en vue d'augmenter sa capacité d'émission sur le marché local.</p>

Etude d'impact 1 : Projet de redémarrage des activités d'émission des titres publics en République démocratique du Congo

Pays bénéficiaire : République démocratique du Congo

Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique

Date de mise en œuvre : 2016-2020

Evaluation de l'impact : L'impact du projet se mesure au niveau :

- (i) De la réduction de la dépendance au financement extérieur : possibilité de se financer sur son marché local;
- (ii) Budgétaire : Plus de certitude au niveau du service de la dette, donc du solde budgétaire du fait de la réduction de la dette exposée aux fluctuations de taux de change;
- (iii) De l'augmentation du choix de véhicules d'investissement sur le marché local : les banques, assurances et fonds de pension et autres investisseurs ont de nouveaux instruments en monnaie locale dans lesquels ils peuvent investir leurs trésoreries.
- (iv) Du marché secondaire : élargissement de la classe d'instruments pouvant servir de collatéral dans les opérations d'emprunt auprès de la Banque centrale et les opérations de pension livrée sur le marché secondaire.

<p>Etude d'impact 2 : Maintenir la continuité des activités de production de l'IPC en situation de COVID-19</p>
<p>Pays bénéficiaire : Tous les pays membres d'AFC Domaine d'intervention : Statistiques macroéconomiques Date de mise en œuvre : Mars 2020-21 (en cours)</p>
<p>Pertinence du projet : L'IPC constitue une donnée essentielle pour l'élaboration de la politique économique, en particulier en période d'incertitude économique. L'épidémie de COVID-19 et les mesures mises en œuvre pour limiter sa propagation ont un impact sur les activités habituelles de préparation et de diffusion des IPC depuis le mois de mars 2020. En particulier, le relevé des prix est devenu de plus en plus difficile. Parmi les obstacles à surmonter, citons l'augmentation du nombre d'articles manquants dans les points de vente échantillonnés, la fermeture temporaire de points de vente au détail et les restrictions de déplacement. Dans un nombre croissant de cas, le personnel des instituts de la statistique travaille à distance et les enquêteurs chargés de recueillir les données sont priés de rester chez eux. Ces difficultés représentent un défi sans précédent pour la continuité du relevé des prix. Les programmes d'IPC doivent rester dynamiques et flexibles afin de s'adapter à une situation en constante évolution et d'assurer la diffusion continue d'un indice fiable, tout en veillant à ce que les activités de collecte de données ne contreviennent pas aux règles d'urgence et/ou aux recommandations des autorités, et ne mettent pas le personnel en danger.</p>
<p>Efficacité du projet : Le projet de la continuité de l'IPC en situation COVID-19 a pour objectif principal, le renforcement des capacités des cadres des instituts de la statistique (INS) des pays membres d'AFC à maintenir la continuité des activités de production de l'IPC. La mise en œuvre du projet a permis l'atteinte de trois cinq cibles majeures :</p> <p>(1) rappeler qu'il faut éviter d'introduire le biais dans l'indice grâce aux méthodes d'imputations adéquates pour tous les prix temporairement indisponibles en utilisant l'une des méthodes décrites dans le <i>Manuel de l'indice des prix à la consommation : Concepts et méthodes disponible sur le site https://www.imf.org/en/Data/Statistics/cpi-manual</i> (disponible en anglais uniquement). A titre d'illustration si un indice entier vient à manquer, il est recommandé de se servir du niveau d'agrégation supérieur pour procéder à l'imputation. Par exemple, si tous les prix des oranges sont indisponibles, l'indice des agrumes peut être utilisé pour l'imputation. Si l'on n'a pas accès aux prix des agrumes, on utilisera l'indice des fruits. En l'absence d'indice pour les fruits, on se servira de celui des fruits et légumes. Si l'indice des fruits et légumes n'est pas disponible, on emploiera l'indice des denrées alimentaires. S'il manque l'indice des denrées alimentaires, on se servira de l'indice des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées. Enfin, si ce dernier indice venait à manquer lui aussi, l'indice général des prix servirait alors de base d'imputation ;</p> <p>(2) se rassurer de la sécurité des données et mettre en place des protocoles nécessaires pour garantir la sécurité des données IPC et leur confidentialité (prix, identité des répondants).</p> <p>(3) envisager l'assouplissement de certaines règles : de nombreux INS ont fixé une limite au nombre de périodes pendant lesquelles une variété de biens et services peut être considérée comme temporairement indisponible avant qu'une variété de remplacement ne soit sélectionnée pour les relevés ultérieurs. Par exemple, si on prévoit qu'il faut remplacer une variété qui n'est pas disponible pendant trois mois, compte tenu des circonstances actuelles, il faudra peut-être envisager un assouplissement de cette règle ;</p> <p>(4) traiter selon la pratique préétablie les prix manquant pour des raisons d'indisponibilité saisonnière ; ils doivent tous être imputés en utilisant l'une des méthodes adéquates pour chacun des mois où ils sont indisponibles ;</p>

Etude d'impact 2 : Maintenir la continuité des activités de production de l'IPC en situation de COVID-19
Pays bénéficiaire : Tous les pays membres d'AFC Domaine d'intervention : Statistiques macroéconomiques Date de mise en œuvre : Mars 2020-21 (en cours)
(5) établir des métadonnées sur le nombre de prix manquants et imputés. Ces données sont particulièrement importantes dans les circonstances actuelles, car elles renforceront la transparence et la confiance des utilisateurs. Il serait également judicieux de dénombrer les points de vente fermés et ceux qui sont restés ouverts. Il faudrait mettre ces métadonnées à la disposition des utilisateurs sur demande et les publier sur les sites Internet des INS.
Viabilité des effets : Au vu des résultats obtenus, le webinaire organisé pour renforcer la capacité des cadres des INS ainsi que les échanges entre les pairs et les experts du FMI ont incontestablement contribué à la continuité de la production et de la diffusion de l'IPC, un des agrégats macroéconomiques clé, à savoir l'inflation, dans tous les pays membres d'AFC.
Evaluation de l'impact : Les cadres des pays membres d'AFRITAC sont parvenus à s'adapter et à mettre en œuvre les solutions pratiques—adaptées aux besoins et réalités de chaque pays—permettant de répondre aux nouveaux défis liés au COVID-19. Tous les pays membres d'AFC ont pu maintenir la publication de l'IPC et un réseau d'experts de l'IPC a été créé pour permettre aux cadres de partager leurs expériences liées au COVID-19.

D. Priorisation de la gestion axée sur les résultats

28. La mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats au sein d'AFC est un processus qui s'inscrit sur le long terme. Dans un premier temps, le Centre a posé les bases de l'approche de la GAR et a développé des outils nécessaires à sa mise en œuvre effective. En second lieu le Centre a poursuivi l'opérationnalisation de ces outils durant l'année fiscale 2020. Les processus de transition et de consolidation des acquis s'est poursuivi au cours de l'année fiscale 2021. Pour la prochaine année fiscale, le Centre va mettre en œuvre les priorités suivantes :

- L'intégration des requêtes liées au COVID-19 dans les axes prioritaires d'intervention du Centre et l'alignement au programme de travail. Durant l'année fiscale 2021, le centre a priorisé des missions en réponse aux requêtes liées au COVID-19. Pour l'année fiscale 2022, le Centre va intégrer dans son programme de travail des activités en réponse à l'impact du COVID-19, ce qui permettra un meilleur suivi évaluation de ces activités par l'approche de la gestion axée sur les résultats.
- L'appropriation du nouvel outil de travail CDMAP pour un meilleur suivi-évaluation. Parmi les fonctionnalités de CDMAP, la fonctionnalité suivi-évaluation permettra de suivre l'évolution des activités par l'approche de la gestion axée sur les résultats. La maîtrise de ces fonctionnalités par l'équipe administrative du Centre permettra un meilleur suivi-évaluation.

III. PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFC

A. Quelques résultats clés de l'année fiscale 2021

29. Les résultats clés de l'année fiscale 2021 sont présentés pour chaque domaine d'intervention du Centre. Ils sont développés sous forme de réussites remarquables dans la partie 4 du présent rapport relatif aux réalisations de l'année fiscale 2021 et aux activités à venir.

Au titre de résultats clés de l'année fiscale 2021, on peut citer entre autres :

- Réalisation de l'audit du système d'information fiscale de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID) de la *République Centrafricaine*,
- Conception d'un projet de document stratégique et d'un projet de plan d'action pour renforcer le contrôle de la valeur en douane au *Burundi*,
- Appui à l'amélioration de la gouvernance financière des établissements publics dans les pays membres,
- Appui à l'élaboration du projet de loi de finances 2021 en contexte de COVID-19 en *République démocratique du Congo*,
- Elaboration des guides méthodologiques sur le contrôle interne comptable de l'Etat (CICE) au *Gabon*,
- Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Amélioration de la qualité des données statistiques du TOFE et conformité aux normes eGDDS de la couverture des statistiques des finances publiques dans la *région*,
- Maintien de la continuité des activités de production de l'IPC dans la *région*,
- Elaboration des procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor à la *BEAC*,
- Amélioration des instruments et des processus de la supervision prudentielle à la *COBAC*.

B. Les priorités du Centre pour l'année fiscale 2022, dernière année de la Phase III

Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable

30. Le programme de travail de l'année fiscale 2022 est en phase avec le programme de la phase 3 (novembre 2017-avril 2022) et prend en compte les nouvelles priorités nées de la pandémie de la COVID-19. Les priorités du programme de travail pour l'année fiscale 2022 s'alignent pleinement sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres notamment les pays les plus fragiles avec l'intervention des principales parties prenantes. A cet effet, le Centre tient à saluer la reprise de la coopération avec les autorités de la République du Burundi en 2021 qui va se renforcer en 2022 dans plusieurs domaines d'intervention du Centre pour donner suite à la sollicitation des autorités burundaises pour un accompagnement d'AFC. Plus largement, le Centre va continuer à soutenir les pays membres dans l'implémentation des réformes y compris celles découlant de la pandémie du COVID-19 telle que l'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie afin de dresser un bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales pour une sortie de crise.

31. Les priorités du programme de travail sont étroitement liées aux engagements du FMI à l'égard du Programme de financement du développement (Pfd) pour faciliter la réalisation des *objectifs de développement durable*. AFC va continuer à aider les pays membres à relever les défis relatifs à l'atteinte des ODDs et la réponse au COVID-19 compte tenu de leur importances respectives et leur croisement. Dans cette optique les axes essentiels de soutien au renforcement des capacités sont d'aider à une mobilisation plus accrue des ressources nationales et de rétablir des finances publiques saines dans ce contexte difficile tout en soutenant l'accélération des réformes dans l'ensemble de nos domaines d'intervention. Le Centre continuera à soutenir les priorités nées du COVID-19 dans nos pays.

Objectifs transversaux : Réduction des inégalités, environnement et genre

32. Le Centre contribuera à la réduction des inégalités, à la bonne préservation de l'environnement, à la lutte contre la pauvreté tout en accordant une attention aux questions de genre. Sur ce point, le Centre a soutenu, en complémentarité avec la GIZ et ONU Femmes, la préparation d'un guide sur la budgétisation sensible au genre afin de refléter l'identification du genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques au Cameroun. Cette activité s'est conclue par un atelier de présentation et d'appropriation des outils qui vont permettre l'opérationnalisation de la budgétisation sensible au genre.

33. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre va perpétuer son appui aux pays membres dans les problématiques nouvelles. Ces efforts du Centre pourront aider les pays membres à mobiliser des ressources nationales et améliorer l'utilisation des ressources publiques pour atteindre leurs objectifs de développement. Au Cameroun, le Centre va poursuivre ses appuis à l'opérationnalisation de la budgétisation sensible au genre.

C. L'évaluation indépendante de la Phase III

34. Le processus d'évaluation indépendante de la phase III d'AFC a été lancé et le recrutement du cabinet d'experts qui devra la mener est en cours. A ce sujet, les termes de références sont entièrement validés. Les membres du Comité d'orientation seront saisis au moment opportun par les évaluateurs retenus afin de partager leurs avis et observations sur les activités de renforcement des capacités fournies par le Centre.

D. Les moyens d'action envisagés et les modalités opérationnelles

Modalités opérationnelles

35. La survenue de la pandémie du COVID-19 a contraint le Centre à adapter ses modalités de délivrance de ses activités de renforcement des capacités. La première conséquence est l'adoption du travail à distance comme norme. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre a exécuté l'ensemble de son programme de travail à distance. Pour l'année 2022, ce mode de délivrance risque d'être maintenu sur l'ensemble des activités compte tenu : (1) de la grande incertitude qui plane sur le retour des missions de terrain, (2) des nouvelles vagues de la pandémie observées dans le monde, (3) de l'apparition d'une multitude de variants du COVID-19 et (4) du niveau actuel des taux de couverture vaccinale dans les pays africains en général.

Les modalités d'activités prévues sont les suivantes :

- **Des missions menées par les conseillers résidents :** Au cours de l'année fiscale 2022, les conseillers résidents du Centre continueront à mener des missions à distance. Toutefois, les missions réalisées sur ce format, demandent parfois plus de temps compte tenu du format assez réduit des sessions, des délais de communications des données et de la documentation. Nous notons également une certaine lassitude des autorités créée par cette forme d'interaction.
- **Des missions menées par les experts de court terme,** pour compléter le travail des conseillers résidents. Ces missions s'exécutent également à distance suite aux restrictions de voyage nées de la pandémie de la COVID-19. Les experts court terme délivreront leurs conseils et appuis depuis leurs domiciles comme les conseillers résidents.
- **Les séminaires et ateliers régionaux.** En 2021, le Centre a poursuivi l'organisation de séminaires régionaux via des plateformes virtuelles. Malgré la délivrance à distance, la participation des cadres des pays membres est restée très élevée. Les pays ont démontré une bonne capacité d'adaptation. Ces séminaires continueront à proposer une formation pratique et une plateforme de partage des connaissances et d'échanges d'expériences entre pairs. En se basant sur les résultats de l'année fiscale précédente et de l'efficacité de la délivrance des séminaires à distance, le Centre organisera 9 séminaires au cours de l'année fiscale 2022. Les thèmes proposés découlent des problématiques identifiées avec les pays membres.
- **Les activités de formation.** Au cours de l'année 2021, l'Institut pour le développement des capacités (IDC) a organisé deux cours régionaux à distance. L'un sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles³ et l'autre sur l'analyse de la politique budgétaire. Le Centre s'est fortement réjoui de la délivrance de ces cours à distance qui n'altère ni la qualité des contenus, ni le niveau de l'audience. Le Centre organisera deux cours régionaux au cours de l'année fiscale 2022, l'un sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles et l'autre sur le *Now-casting in SSA countries*. Les autres cours en ligne proposés et délivrés à distance par l'IDC permettront de compléter ces formations.
- **Les visites d'apprentissage par les pairs.** Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre a organisé deux visites d'immersion professionnelle à distance, au profit de la République du Congo et de la RDC, et ce malgré l'appréhension que nous avons sur la bonne réalisation de telles activités dans le contexte des restrictions de voyages actuellement en vigueur. Cette modalité a bien fonctionné dans l'ensemble et cette pratique va se renforcer. Aussi, le Centre a noté avec grande satisfaction que l'immersion à distance a permis aux cadres récipiendaires de recevoir les expériences de plusieurs pays dans un laps de temps court ; ce qui n'était pas possible si elle devait se faire en présentiel. Le Centre continuera avec ce mode de délivrance compte tenu du contexte qui reste incertain. Au cours de l'année fiscale 2022, une visite est prévue au profit des cadres du Gabon sur la tenue de la comptabilité matière.
- **La coordination avec le *Backstopping* du siège du FMI,** afin d'assurer que les activités de renforcements des capacités fournies par le Centre sont de haute qualité et cohérentes avec les politiques économiques du FMI et les meilleures pratiques internationales. Le backstopping permet également d'assurer une coordination étroite constante entre les activités de renforcement des capacités d'AFC et celles du siège du FMI.

³Le site de consultation du catalogue de formation de l'IDC est le suivant : [Lien](#)

- **Pour les pays fragiles**, des efforts continueront à être fournis pour délivrer des formations par le biais de missions de renforcement des capacités plus étendues pour améliorer l'absorption et compte tenu du recalibrage des agendas des missions pour répondre aux nouveaux défis nés de la pandémie de la COVID-19. Ces nouvelles demandes nécessitent une plus grande mobilisation des conseillers résidents et experts auprès des pays membres. Pour l'année fiscale 2022, le Centre va continuer à dévouer plus temps de travail à distance pour ses pays fragiles.

Stratégie de communication et visibilité

36. Malgré le contexte difficile lié à la pandémie du COVID-19, le Centre a continué à améliorer sa visibilité. Le Centre a poursuivi :

- **La communication à travers son site internet et sa page Facebook.** Le Centre a effectué la mise à jour quotidienne de son site internet et mis à la disposition du public les programmes de travail, les lettres trimestrielles, les rapports semestriels et les rapports annuels. La page Facebook a permis de partager avec les partenaires et l'ensemble des parties prenantes le plus grand nombre d'informations sur les activités du Centre notamment les notes de fin de mission.
- **L'actualisation de son SharePoint (espace de partage sécurisé) et l'utilisation de la plateforme Partners Connect.** Le SharePoint est un site privatif sécurisé du FMI réservé aux membres du Comité d'orientation. La plateforme Partners Connect permet aux représentants des pays membres et aux partenaires du développement d'avoir accès aux rapports d'activités du Centre ainsi qu'aux rapports financiers.
- **La publication de sa lettre trimestrielle et de son rapport semestriel** qui permet de faire un point régulier sur les activités et les réalisations du Centre et de renseigner sur les activités prévues pour les mois à venir. Elle continuera à être distribuée aux membres du Comité d'orientation via le site web du Centre, l'espace partagé sécurisé (SharePoint) et par courriel. Elle continue d'être publiée sur le site Internet du Centre afin de permettre une diffusion plus large des réalisations et résultats atteints l'activité de renforcement de capacités du Centre. Pendant l'année fiscale 2022, il est prévu de l'améliorer avec de nouvelles rubriques et des liens interactifs avec le site internet.

37. Malheureusement le contexte lié au COVID-19 de l'année fiscale 2021 n'a pas permis les rencontres du Directeur avec les partenaires au développement, les autorités, ainsi que les médias dans les pays membres. Pour la prochaine année fiscale, le Centre s'est lancé dans un processus de réflexion et d'amélioration de sa stratégie de communication. Celle-ci aura pour objectifs la réorganisation de son site internet pour une meilleure expérience de navigation, la proposition de nouveaux supports et contenus de communication et la quête d'une nouvelle audience.

E. Exécution et programmation des ressources

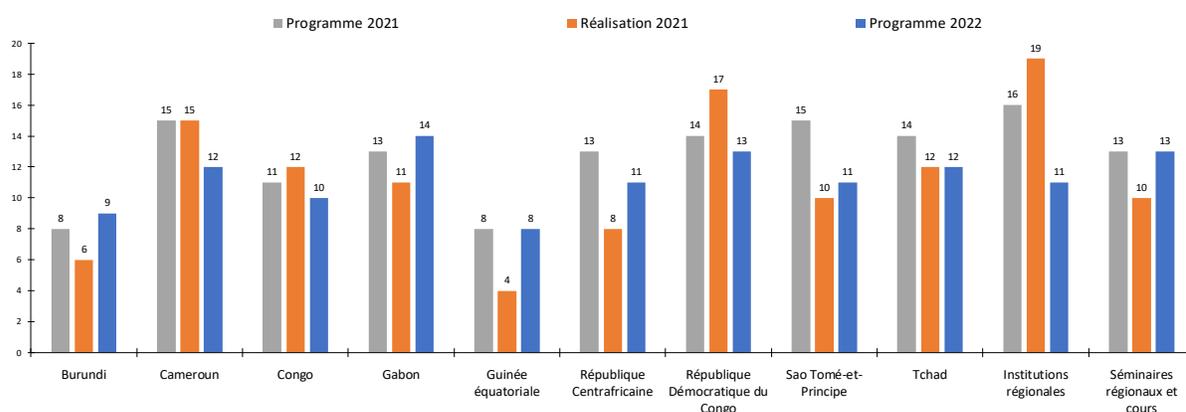
38. **Durant l'exercice fiscal 2021, le Centre a maintenu un haut niveau d'exécution de ses activités en raison de l'accroissement de la demande de renforcement des capacités par les pays membres** et de la nécessité de soutien des programmes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI. Pour l'exercice 2022, le Centre prévoit de maintenir ses activités de renforcement des capacités aux pays membres pour ainsi continuer de soutenir les réformes économiques engagées dans ces pays avec l'appui du FMI et des partenaires au développement avec les moyens budgétaires mis à sa disposition.

Activités

39. Durant l'année fiscale 2021, le Centre a réalisé 89% des activités prévues de son programme de travail (124 activités réalisées ; annexe 2). Les missions de renforcement des capacités du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (annexe 2 ; graphiques 14 et 15). Sur le volet des institutions régionales (CEMAC et BEAC), le Centre a réalisé des activités à un niveau plus élevé que les prévisions en raison de demandes nouvelles exprimées par les autorités.

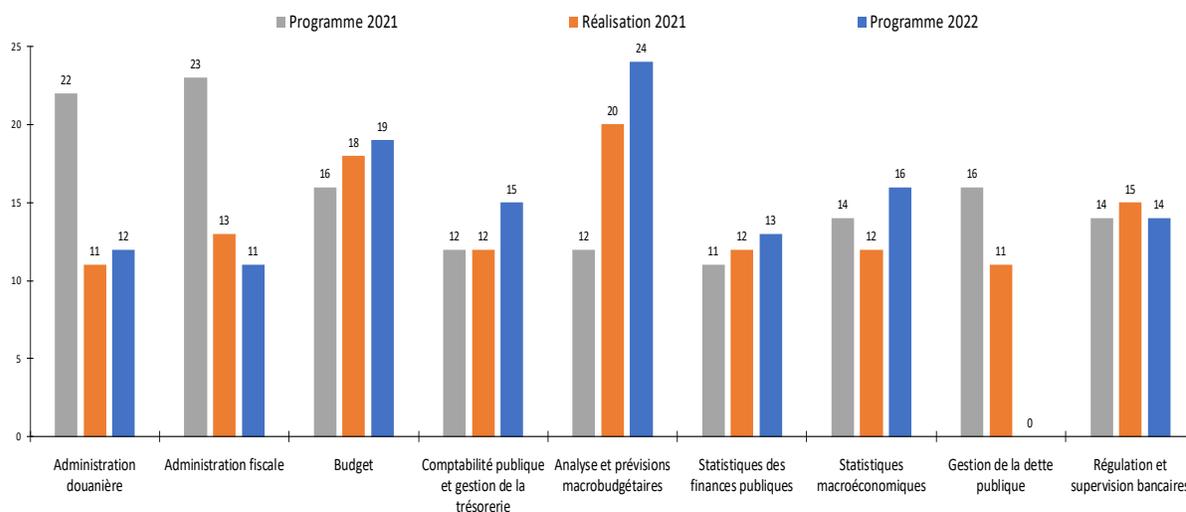
40. Pour l'année fiscale 2022, le Centre prévoit des activités couvrant l'ensemble des domaines (graphiques 14 et 15). Cela inclut 110 missions, 11 séminaires régionaux, 1 visite d'apprentissage entre pairs et 2 cours.

Graphique 14. Activités par pays (en nombre)



Source : AFC

Graphique 15. Activités par domaine (en nombre)



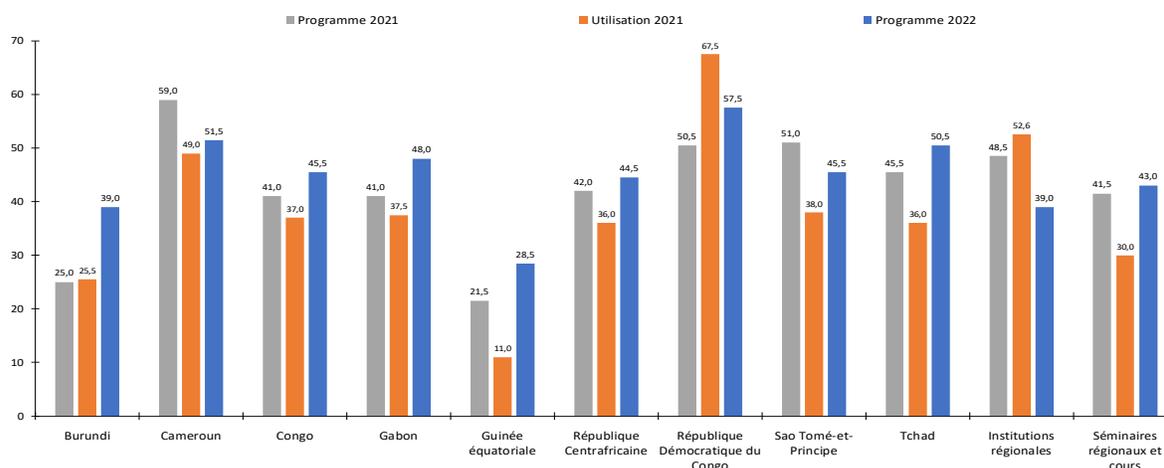
Source : AFC

Ressources

41. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre a consacré 420 personnes semaines au renforcement des capacités des administrations des pays membres soit 90% de ses ressources programmées (annexes 3 ; graphiques 16 et 17). Les ressources programmées pour les pays fragiles (240 personnes-semaines) ont été utilisées à la hauteur de 94%, tandis que celles programmées pour les pays de la CEMAC l'ont été à 83%.

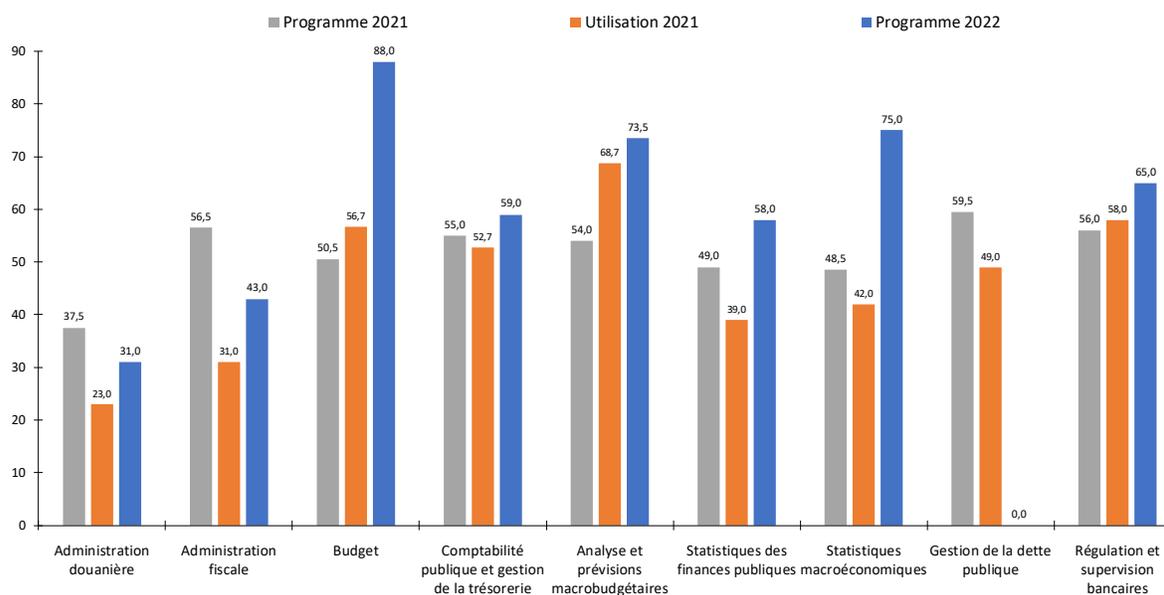
42. Pour l'année fiscale 2022, le Centre prévoit d'augmenter son niveau d'engagement de ses ressources en personne-semaines Les pays de la CEMAC bénéficieront de 55 % des ressources programmées (annexes 3 ; graphiques 16 et 17).

Graphique 16. Ressources par pays (en personnes semaines)



Source : AFC

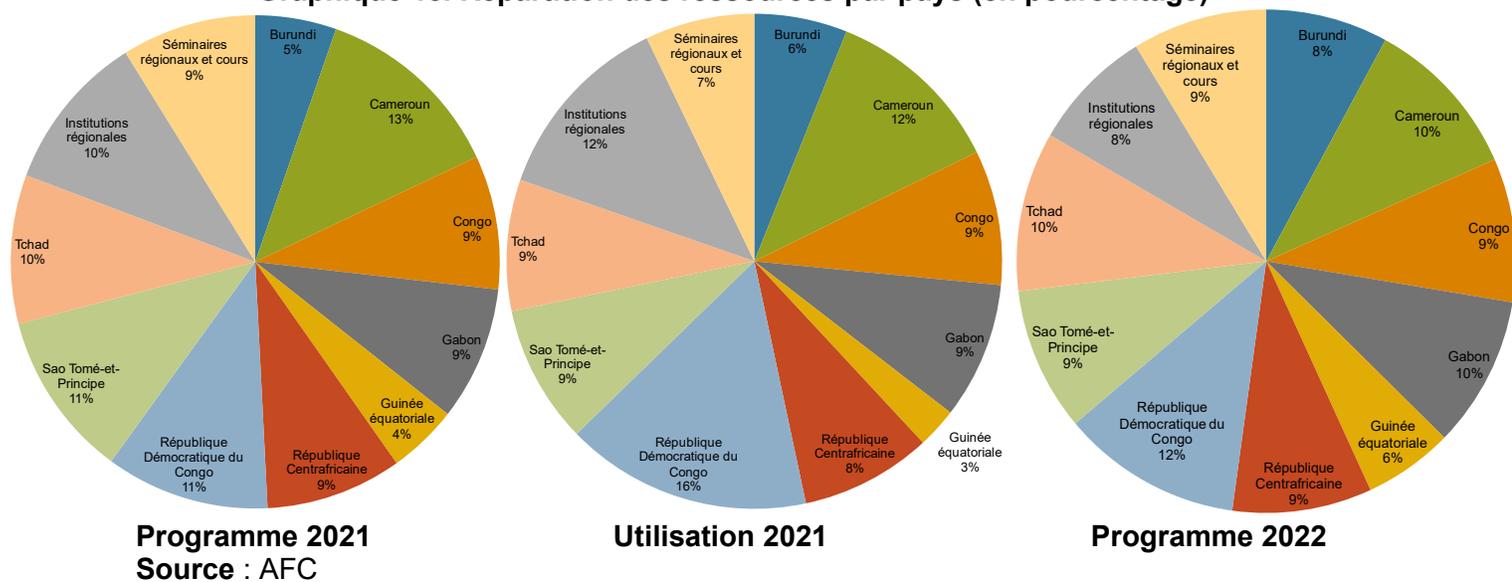
Graphique 17. Ressources par domaine (en personnes semaines)



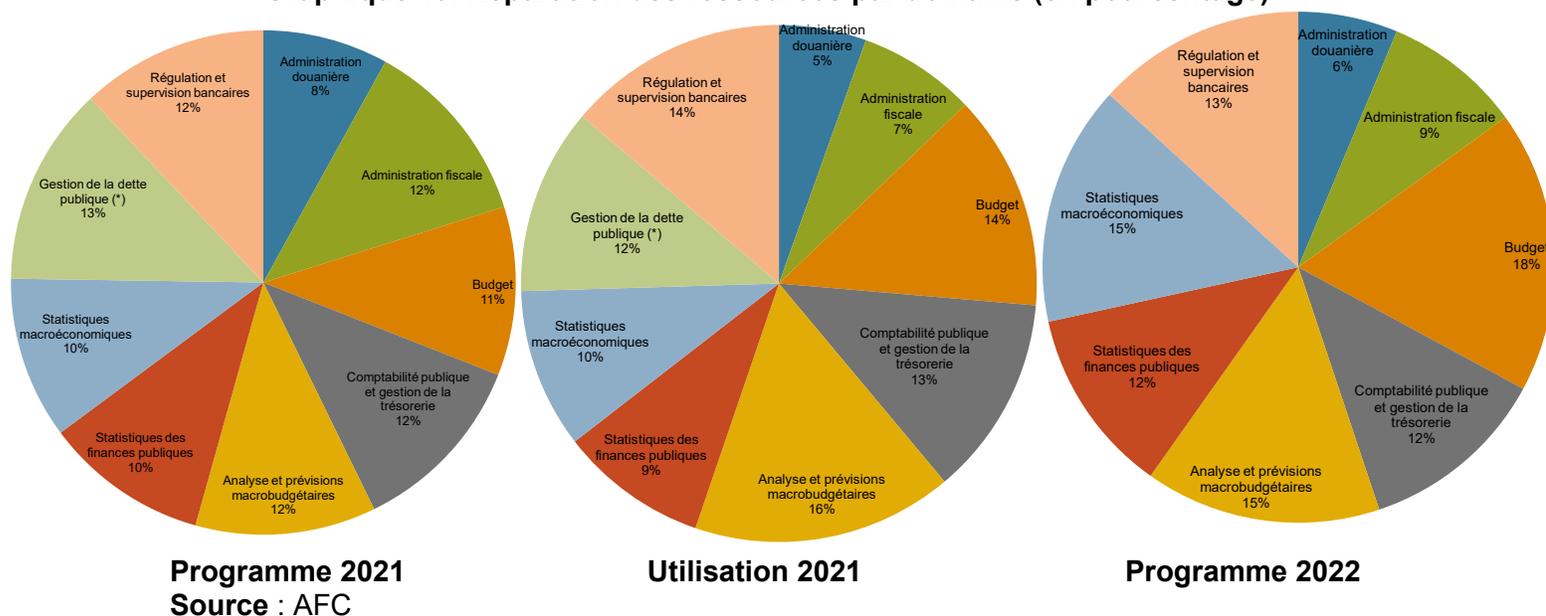
Source : AFC

43. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre a mobilisé une plus grande proportion de ses ressources pour l'organisation d'appuis aux institutions régionales et de séminaires régionaux (annexe 4 ; graphique 18), notamment dans le domaine des statistiques macroéconomiques. Cette démarche répond aux demandes ponctuelles en lien avec la crise du COVID-19. Concernant la gestion de la trésorerie, une grande partie de ses missions ont été reportées au second semestre à cause de l'indisponibilité des équipes dans les pays. Durant cette période, le Centre a consacré 55% des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 14 % de ses ressources à la régulation et supervision bancaires, et près d'un cinquième au renforcement des statistiques. L'appui à la gestion de la dette publique a nécessité 12% des ressources dont la grande partie a été financée par le mécanisme DMF (graphique 19).

Graphique 18. Répartition des ressources par pays (en pourcentage)

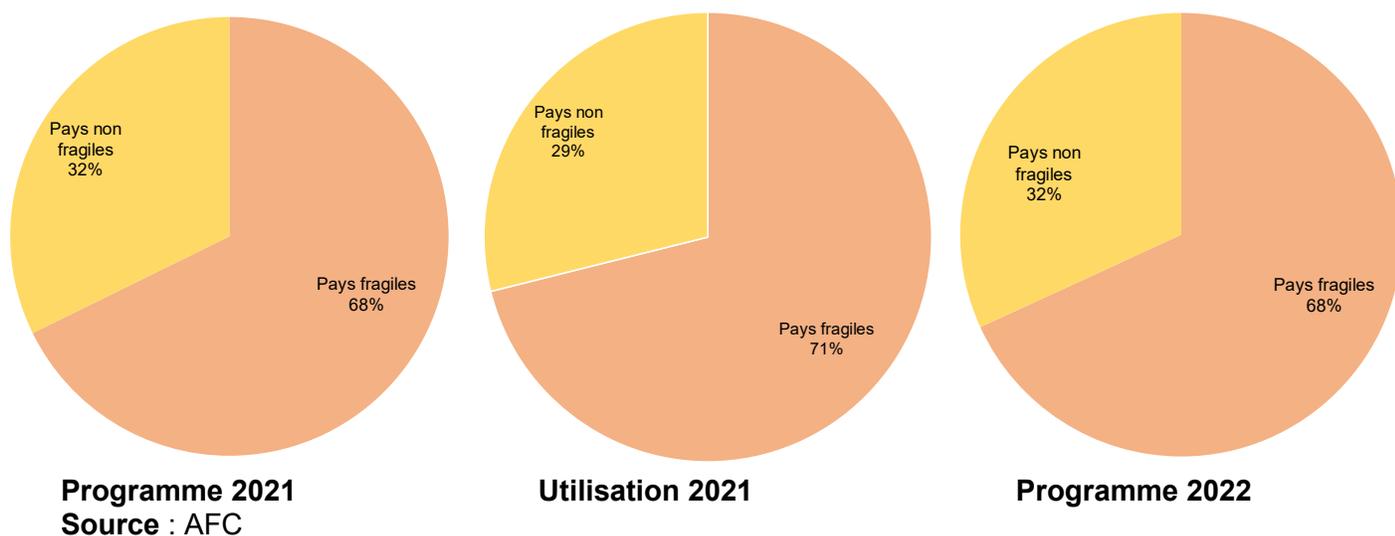


Graphique 19. Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)



44. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre a consacré 71% de ses ressources utilisées (hors séminaires et appuis aux institutions régionales) aux pays membres en situation de fragilité (graphique 20). Ainsi, le Centre contribue à la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Plus concrètement, le Centre a multiplié les appuis aux pays notamment dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19 afin de leur permettre de renforcer leurs capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes et de soutien à la chaîne logistique. En 2022, le Centre va leur consacrer 68% de ses ressources programmées (hors séminaires et appuis aux institutions régionales).

Graphique 20. Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire (en pourcentage)



Appuis ponctuels

45. L'annexe 5 présente de manière succincte les travaux additionnels (suivi des recommandations, appui technique, revue/commentaires sur des projets de textes, etc.) réalisés par les conseillers résidents d'AFC à la demande des pays membres ou des institutions régionales au cours de l'année fiscale 2021. L'objectif étant de présenter les apports du Centre aux pays membres et aux institutions régionales en dehors du cadre « normal » de l'exécution de son programme de travail. A titre d'exemple, le Centre a organisé des webinaires régionaux avec le département des finances publiques du FMI sur les réponses budgétaires au profit de plusieurs pays membres dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19.

Personnel

46. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre a accueilli en son sein le nouveau directeur et deux nouveaux conseillers résidents ; l'un pour le domaine de la mobilisation des recettes et l'autre en gestion des finances publiques (volet budget). Le Centre a aussi recruté un nouveau chargé de projets pour l'appuyer dans ses travaux de suivi notamment en matière de gestion axée sur les résultats (annexe 6).

Financement

47. Pour la phase 3, le Centre est financé en grande partie par les contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux suivants : France, Union européenne, Pays-Bas, Banque européenne d'investissement, Allemagne, Chine et Confédération suisse. A cela s'ajoute, les contributions des pays membres et du FMI (annexe 7). Ces participations permettent au Centre de financer ses activités de renforcement des capacités et de couvrir ses frais de fonctionnement administratif.

IV. PERFORMANCE 2021 ET PROGRAMMATION 2022 PAR DOMAINE

48. Les principaux résultats atteints par domaine au cours de l'année fiscale 2021 (du 1^{er} mai 2020 au 31 avril 2021) sont décrits dans les sections suivantes. Ces résultats sont présentés par objectif conformément au cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Pour plus de détails sur la performance des activités menées par le Centre, nous vous invitons à visiter la section « [Actualités](#) » de notre site web.

A. Administration des revenus

Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales

Les activités de renforcement des capacités délivrées au cours de l'année fiscale 2021 dans le domaine de l'administration des revenus ont contribué à l'atteinte des détaillés ci-après

A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales et douanières

Résultats au 30 avril 2021

Résultat escompté : Les lois fiscales et douanières sont modernisées, simplifiées et sont en phase avec les normes régionales et internationales

- Appui à la rédaction des projets de textes relatifs aux initiatives communautaires prévues par le code des douanes de la CEMAC, liées à la facilitation du commerce et à la mise en œuvre du paiement des droits et taxes par voie électronique,
- Conception et proposition de la structure et du contenu de la première partie du livre des procédures fiscales de la CEMAC (en collaboration avec FAD).

Programme de l'année fiscale 2022

- Poursuite de l'appui à la rédaction des textes d'application du nouveau code des douanes révisé de la CEMAC,
- Finalisation du Livre des procédures fiscales de la CEMAC et mise en place de l'observatoire régional de suivi de l'application des textes communautaires (en collaboration avec FAD).
- Appui à la modernisation des procédures fiscales à Sao Tomé-et-Principe.

A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales

Résultats au 30 avril 2021

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués

- Appui à la mise en œuvre de la digitalisation des procédures fiscales au *Cameroun* par la conception d'une stratégie de numérisation pour améliorer la gestion de la conformité visant à sauvegarder les recettes intérieures à court terme et à améliorer la performance des recettes grâce à une meilleure capacité de gestion de la conformité à moyen terme.

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués

Résultat escompté : Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales

- Identification des mesures à court terme et à moyen terme pour améliorer la conformité fiscale face à des fraudes opportunistes qui peuvent être causées par la crise sanitaire en *République du Congo* et au *Gabon*.

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués

Résultat escompté : Une plus grande proportion de contribuables remplit leurs obligations de déclaration comme l'exige la loi

- Appui à la déclaration et au paiement des impôts par téléphonie mobile pour les petits contribuables au *Burundi* et au *Gabon*,

Appui à la bonne mise en œuvre des mesures prises par le gouvernement et la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) en réponse à la crise de la COVID-19 en *République du Congo*,

- Revue des programmes de réforme des administrations fiscales (DGDI), telle que la digitalisation des processus de base, l'appui à la fiscalisation du secteur informel notamment à travers l'utilisation du téléphone mobile et la conception d'un plan d'actions à court terme post-TADAT axé sur les principales faiblesses en *République du Congo*,
- Participation à l'audit du système d'information de la Direction générale des impôts et des domaines de la *République Centrafricaine* (**Réussite remarquable 1**).

Réussite remarquable 1

Dans la concrétisation de la stratégie numérique du Ministère des finances et du budget de la RCA, un appui a été demandé par les autorités pour l'adaptation du système d'information fiscale, afin de supporter les nouveaux besoins en matière de télédéclaration et de télépaiement, y compris de paiement des taxes par téléphonie mobile.

Audit du système d'information fiscale Systemif 4 de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID) de la République Centrafricaine

Pays : République Centrafricaine

Domaine d'intervention : Administration fiscale

Date de mise en œuvre : Novembre - Décembre 2020

Objectifs de l'appui : L'appui avait pour objectif d'identifier les conditions pour que le système d'information de la DGID, Systemif 4 soit aux normes et en capacité de porter les téléprocédures, de produire des indicateurs de performance, et de répondre aux nouveaux services en ligne, dont la technologie mobile USSD en particulier.

Rôles d'AFC dans l'appui : Analyse de l'architecture fonctionnelle, des processus opérationnels et de l'architecture technique de Systemif 4, en vue de la mise en place des téléprocédures et des télépaiements avec la possibilité de paiement par téléphonie mobile. Analyse de la sécurité informatique par rapport aux risques de confidentialité et de perte des données engendrés par la mise en place des téléprocédures et des télépaiements.

Principaux résultats obtenus : Les axes d'amélioration possibles de Systemif 4 ; les orientations générales et techniques en vue du renforcement de l'infrastructure technique et de l'organisation informatique et les recommandations en termes de sécurité informatique pour sécuriser les données traitées considérant les projets de téléprocédures et de télépaiements.

Impact du projet : Système d'information métier de la DGID fonctionnant avec les informations digitalisées issues des nouveaux services en ligne de télédéclaration et télépaiement.

Facteurs de succès : Collaboration franche des autorités avec le partage de toutes les informations demandées et ainsi que le leadership du projet stratégique au niveau du cabinet du Ministre.

Leçons apprises : L'adaptation de l'assistance aux besoins prioritaires des autorités a permis le succès de la mission.

- Participation à la préparation de la nouvelle matrice de mesures dont la mise en œuvre sera accompagnée, le cas échéant, par un nouveau projet RMTF pour la période 2021-2024 au Tchad.

Programme de l'année fiscale 2022

- Appui à la programmation et à la conduite des contrôles fiscaux au *Burundi*, en *Guinée équatoriale* et au *Tchad*,
- Appui à la modernisation des structures de gestion des moyennes entreprises au *Cameroun*,

- Appui à la digitalisation des procédures fiscales au *Congo* et en *République Centrafricaine*,
- Automatisation des indicateurs de performance en vue d'améliorer le pilotage des administrations fiscales au *Gabon*,
- Appui à la mise en œuvre de la déclaration et du paiement des taxes par téléphonie mobile en *République Démocratique du Congo*,
- Appui à la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales / digitalisation des services et utilisation de la téléphonie mobile pour le paiement des taxes dans la *région*,
- Formation des cadres de la *région* à la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles.

A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières

Les activités de renforcement des capacités délivrées dans le domaine de l'administration douanière ont contribué aux résultats ci-après :

Résultat escompté : Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières

- Renforcement des capacités de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID-19 au profit du *Burundi*, *Cameroun*, de la *République du Congo*, du *Gabon*, de la *Guinée équatoriale*, de la *République Démocratique du Congo* et de *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations

- Elaboration des procédures d'évaluation conformes aux exigences de l'accord de l'OMC et aux meilleures pratiques internationales. Préparation d'une stratégie et d'un plan d'action détaillant les activités à réaliser, les responsabilités et les échéanciers pour la mise en œuvre des procédures révisées au Commissariat des douanes et accises du *Burundi* (**Réussite remarquable 2**),
- Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane des marchandises importées au *Burundi*.

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations

Résultat escompté : Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières

- L'appui à la mise en œuvre des plans de continuation des activités et des mesures de sauvegarde des recettes douanières pour faire face à la crise du COVID-19 en *République du Congo*,

- Amélioration du contrôle et du suivi à destination des marchandises exonérées au Tchad,
- Appui au renforcement de la gestion, du suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs de droits et taxes au Tchad.

Réussite remarquable 2

Le Département des Finances Publiques du FMI et AFC poursuivent leur assistance auprès de l'Office Burundais des Recettes (OBR) dans le cadre de l'identification des actions et mesures à mettre en œuvre en vue d'améliorer les performances du Commissariat des douanes pour aboutir à une mobilisation conséquente des recettes douanières.

Renforcement de la fonction d'évaluation douanière auprès de l'OBR

Pays : Burundi

Domaine d'intervention : Administration douanière

Date de mise en œuvre : Septembre - Octobre 2020

Objectifs de l'appui : Les objectifs de l'appui étaient de : (i) élaborer des procédures d'évaluation conformes aux normes des meilleures pratiques et répondant aux exigences de l'accord de l'OMC sur l'évaluation des produits importés ; (ii) préparer une stratégie et un plan d'action détaillant les activités à réaliser, les responsabilités et les délais de mise en œuvre des procédures.

Rôle d'AFC dans l'appui : Expertise dans la conception de la stratégie et du plan d'action de renforcement de la fonction d'évaluation en douane validée par l'administration.

Principaux résultats obtenus : Un projet de document stratégique et un projet de plan d'action ont été préparés pour renforcer le contrôle de la valeur en douane.

Impact du projet : Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement garantit plus efficacement l'exactitude des déclarations.

Facteurs de succès : Soutien des autorités de l'Office Burundais des Recettes et adoption des appuis apportés.

Leçons apprises : L'appui dans la concrétisation des priorités du pays facilite l'appropriation des réformes proposées et le succès de la mission.

Programme de l'année fiscale 2022

- Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane au Burundi et au Cameroun,
- Appui au suivi et au contrôle à destination des marchandises exonérées au Congo et en République Centrafricaine,
- Soutien à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane à Sao Tomé-et-Principe,

- Renforcement du suivi et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs au Tchad,
- Renforcement des capacités des cadres de la région sur la gestion et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs / mise en place des solutions numérisées.

B. Gestion des finances publiques

Promouvoir une gestion efficace des finances publiques

Les activités de renforcement des capacités délivrées dans le domaine de la gestion des finances publiques ont contribué aux résultats ci-après.

B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Résultats au 30 avril 2021

Résultat escompté : Les capacités institutionnelles et organisationnelles du Ministère des Finances et du Budget sont renforcées et lui permettent de répondre aux défis de sa modernisation et de la mise en œuvre des réformes promues par les directives communautaires telles que transposées dans les lois nationales.

- Proposition des projets de décrets portant organisation et attributions du ministère des finances et du budget, de ses directions générales ainsi que des cadres organiques qui en découlent en République du Congo,

Résultat escompté : Les cadres des pays membres sont sensibilisés aux règles de gouvernance des établissements publics, en vue de renforcer l'exercice de la tutelle financière du Ministère en charge des finances et du budget.

- Appui à l'amélioration de la gouvernance financière des établissements publics dans les pays membres d'AFC (**Réussite remarquable 3**),

Réussite remarquable 3

AFC a appuyé l'organisation de la 9^{ème} édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Etats membres (FoHBAC) sur le thème Etablissements publics et gestion des finances publiques du 18 au 22 janvier 2021. La Banque mondiale y a également participé en apportant les analyses comparatives sur la gouvernance des entités publiques dans la sous-région sur la base des meilleures pratiques internationales. Il ressort du questionnaire élaboré pour faire le point de la gouvernance des entités publiques que la moyenne générale est de 1,9 sur 5 sur les 12 items caractéristiques d'une gouvernance efficace des organismes publics. A cet effet, des modules de formation ont été conçus et partagés avec les participants pour leur faciliter la prise d'actions correctives. Ce forum a connu la participation de 40 cadres des administrations du Budget et du Trésor qui se sont engagés sur des lignes directrices pour améliorer la gouvernance des entités publiques, particulièrement en renforçant l'exercice de la tutelle financière pour les douze prochains mois.

Appui à l'amélioration de la gouvernance financière des établissements publics

Pays : Tous les pays membres d'AFC

Domaine d'intervention : Gestion des finances publiques

Date de mise en œuvre : 18-22 janvier 2021

Objectifs de l'appui : Sensibiliser les cadres des administrations du budget et du trésor sur le développement incontrôlé des établissements publics dans un contexte où leur supervision financière est non maîtrisée par les ministères des finances et du budget et s'engager pour introduire des améliorations pour renforcer la tutelle financière et assurer une meilleure coordination avec les tutelles techniques.

Rôle d'AFC dans l'appui : Le FoHBAC est une initiative des cadres des administrations budgétaires des pays couverts par AFC de disposer d'une plateforme de discussions et d'échanges sur des thématiques en rapport avec la gestion financière publique, dans un contexte marqué par des innovations promues par les réformes budgétaires de deuxième génération initiées à la fin de la décennie 2010 et qui impactent les Etats depuis lors. Pour cette 9^{ème} édition, les pays ont voulu améliorer leur notation au regard des évaluations PEFA, notamment sur l'indicateur PI-6 en rapport avec la gouvernance des entités extrabudgétaires dont le score est globalement en dessous de la note de base. A cet effet, AFRITAC Centre a développé des modules de formation des meilleures pratiques en matière de gouvernance financière de ces entités et a offert une tribune d'échanges d'expériences aux pays, afin de leur permettre d'identifier les voies et moyens pour améliorer cette gouvernance.

Principaux résultats obtenus : La 9^{ème} édition du FoHBAC a pour résultat majeur l'engagement des participants sur des lignes directrices pour améliorer la gouvernance financière des établissements publics, et particulièrement l'exercice de la tutelle financière par les directions en charge du budget. Ces lignes directrices s'articulent autour des actions à mener à trois niveaux : (i) sur le plan du cadre légal et réglementaire, (ii) sur le plan organisationnel et institutionnel et (iii) sur le plan opérationnel.

Impact du projet : Globalement, l'appui qu'AFC a apporté aux pays membres a permis de sensibiliser sur des améliorations progressives a apporté à la gouvernance financière des entités publiques. La mise en œuvre des lignes directrices sur lesquelles les participants se sont engagés permettra à court terme d'améliorer les notations des pays membres sur l'indicateur PI-6 du PEFA et, de ce fait, de consolider les réformes en la matière.

Facteurs de succès : Les recommandations des missions de renforcement des capacités d'AFC dans certains pays membres et les réponses au questionnaire sur les 12 items de gouvernance des entités publiques ont permis aux animateurs d'élaborer des modules de formation adaptés et de mobiliser la Banque mondiale qui travaille également sur cette problématique. En outre, les exposés de différents pays, ainsi que de la Côte d'Ivoire invitée à partager son expérience, ont été déterminants dans la réussite de cette activité.

Leçons apprises : Les pays peuvent améliorer la gouvernance des entités publiques en s'engageant dans une perspective de progressivité sur des actions faciles à mettre en œuvre, mais qui apportent une valeur ajoutée importante. Le défi réside, à présent, dans la ferme volonté de mettre en œuvre les engagements contenus dans les lignes directrices adoptées au cours de ce forum, en vue d'une évaluation dans les douze prochains mois.

Résultat escompté : La mise en œuvre des directives du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques est renforcée

- Adoption d'un plan d'action régional 2021-2023 comprenant des activités pertinentes à mettre en œuvre pour renforcer la mise en œuvre des directives en matière de gestion des finances publiques de la CEMAC.

Résultat escompté : La supervision des établissements publics est améliorée et le pays se dote d'un plan d'action adapté pour encadrer la réforme.

- Proposition d'un projet de loi-cadre pour encadrer la gouvernance administrative et financière des établissements publics nationaux et d'un plan d'action pour la mise en œuvre de cette réforme au Tchad.

Résultat escompté : Les capacités des cadres dans la gouvernance des établissements publics (règles de création et de fonctionnement, gestion budgétaire et comptable et risques budgétaires) sont renforcées.

- Sensibilisation des cadres de la région sur les conséquences d'un développement non maîtrisé des Etablissements Publics Nationaux sur la gestion des finances publiques.

Programme de l'année fiscale 2022

- Appui aux avis de conformité et participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC,
- Appui à la mise en œuvre des réformes des finances publiques dans la région,
- Promotion de l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable dans la région,
- Présentation de l'état des lieux des réformes comptables dans les régions CEMAC et UEMOA,
- Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et sa mise en cohérence avec la nomenclature du budget de l'Etat en Guinée équatoriale,
- Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat à Sao Tomé-et-Principe.

B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Résultats au 30 avril 2021

- Appui à la mise en place d'une organisation rénovée et efficiente de la comptabilité des matières au Cameroun.

Résultat escompté : Le cadre de supervision des entités publiques est amélioré

- Elaboration des outils pour une bonne budgétisation des opérations COVID-19 tant en recettes qu'en dépenses en améliorant la nomenclature budgétaire de 2015 en République démocratique du Congo (**Réussite remarquable 4**).

Réussite remarquable 4

Depuis la survenance de la pandémie de Covid-19 en mars 2020, le Département des finances publiques du Fonds monétaire international a initié une série de notes techniques pour accompagner les pays à apporter une réponse budgétaire appropriée aux diverses sollicitations des plans de riposte. A cet effet, sur requête du Ministre des Finances de la RDC, le Département des finances publiques a apporté un appui méthodologique dans le cadre de l'élaboration tant de la loi de finances rectificative 2020 que de la loi de finances initiale 2021, avec un focus particulier sur la gestion des fonds COVID-19. AFC a été mobilisé à cet effet.

Appui à l'élaboration du projet de loi de finances 2021 en contexte de COVID-19

Pays : République Démocratique du Congo

Domaine d'intervention : Gestion des finances publiques

Date de mise en œuvre : Septembre – Octobre 2020

Objectifs de l'appui : Appui méthodologique à l'élaboration du cadrage macroéconomique, renforcement de la fonction macro budgétaire, particulièrement dans la prévision des recettes minières, identification des dépenses COVID-19 et gestion de la trésorerie.

Rôle d'AFC dans l'appui : Une mission du siège dans laquelle AFC a contribué à apporter un appui méthodologique aux autorités pour améliorer l'identification tant des ressources que des dépenses, la budgétisation et la régularisation des dépenses réalisées en urgence pour faire face à la riposte contre la COVID-19.

Principaux résultats obtenus : Le fléchage budgétaire des activités du Programme Multi-sectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la COVID-19 (PMUAIC) a été réalisé, la nomenclature budgétaire a été améliorée tant en recettes qu'en dépenses. En recettes, les fonds de concours ont été codifiés. En dépenses, la classification administrative a été enrichie par l'introduction d'un chapitre budgétaire à codification unique et harmonisée pour toutes les sections budgétaires intervenant dans la riposte. La codification fonctionnelle a été mise à contribution pour mettre en évidence les grandes fonctions de l'Etat mobilisées pour la riposte, notamment les fonctions santé, protection sociale, affaires économiques et autres. Des outils budgétaires ont été élaborés pour nourrir tant le projet de loi de finances rectificative 2020 que le projet de loi de finances 2021, en vue d'améliorer l'exhaustivité et la transparence budgétaires, notamment sur les opérations COVID-19.

Impact du projet : Globalement ce projet contribuera à améliorer, à terme et progressivement, la crédibilité du budget par la solidité des prévisions budgétaires sur la base d'un modèle macroéconomique solide et des fonctions macro budgétaires renforcées. En particulier, le projet apporte une traçabilité des opérations COVID-19 à travers le véhicule budgétaire et en facilite un reporting suffisamment exhaustif.

Facteurs de succès : AFC a utilisé une approche de co-production avec les autorités des outils pour améliorer la gestion des opérations COVID-19 ; ce qui a contribué à l'appropriation de la méthodologie par les services en charge des questions budgétaires.

Leçons apprises : Les situations d'urgence ne doivent pas être considérées comme un prétexte pour s'exonérer des bonnes pratiques budgétaires. Un bon encadrement budgétaire à travers la mobilisation des outils prévus dans les lois organiques relatives aux lois de finances permet d'éviter des dérives.

- Appui à l'examen du projet de décret d'application de la loi n° 20.004 du 13 janvier 2020, régissant les entreprises publiques et les organismes publics en *République Centrafricaine*,
- Préparation d'un référentiel sur les procédures et les instruments de pilotage de l'exécution du budget, les acteurs et leurs rôles à *Sao Tomé-et-Principe*.

Programme de l'année fiscale 2022

- Poursuite des travaux sur le budget programme, les projets annuels de performance et la gestion des investissements en autorisation d'engagement/crédit de paiement (AE/CP) au *Congo*,
- Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance en *République démocratique du Congo*,
- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat en *Guinée équatoriale*,
- Appui à la surveillance des autres entités publiques au *Tchad*.

B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

Résultats au 30 avril 2021

Résultat escompté : Les capacités des pays membres dans le déploiement des réponses budgétaires pour encadrer la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses pour la riposte à la pandémie de COVID-19 sont renforcées

- Préparation d'une note conjointe FAD/ AFC pour les pays de la *région* pour susciter des échanges sur les initiatives en cours dans les pays et les perspectives pour une prise en charge optimale du plan de riposte à la crise du COVID-19. Cette note était la première d'une série contenant des indications pratiques la mise en œuvre des différents outils : décret d'avances, fonds de concours, régie spéciale.

Résultat escompté : Les procédures d'exécution budgétaire sont encadrées et la prévisibilité de l'exécution du budget est améliorée

- Préparation d'un référentiel sur les procédures et les instruments de pilotage de l'exécution du budget, les acteurs et leurs rôles à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Proposition d'un projet de décret d'application de la loi organique relative aux lois de finances à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Le contrôle interne budgétaire est renforcé

- Elaboration, mise à disposition et validation d'un projet de cahier des charges fonctionnel – métier pour l'informatisation de la comptabilité des matières au *Cameroun*,

Résultat escompté : la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques est améliorée.

- Elaboration d'un cahier des charges fonctionnel pour l'informatisation du processus d'élaboration des plans d'engagement au *Gabon*.

Résultat escompté : La cohérence entre la nomenclature budgétaire et le plan comptable est renforcée et la qualité des restitutions et des rapports sur l'exécution budgétaire est améliorée

- Production de deux cadres techniques de référence améliorés de la Nomenclature du Budget de l'Etat (NBE) et du Plan Comptable de l'Etat (PCE) pour l'exécution et la comptabilisation des opérations budgétaires, financières et comptables de l'Etat au Tchad.

Programme de l'année fiscale 2022

- Développement d'un macro-processus sur le traitement des salaires au Cameroun,
- Amélioration de la tenue de la comptabilité matière au Gabon,
- Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans de système d'information Vectis,
- Poursuite des appuis dans la mise en place des AE/CP en République Centrafricaine,
- Poursuite des travaux de mise en place des plans d'engagement des dépenses et de la régulation budgétaire dans le système d'information à Sao Tomé-et-Principe.

B.4 Améliorer la gestion des actifs et des passifs

Programme de l'année fiscale 2022

- Gestion de la trésorerie et mise en œuvre du compte unique du Trésor au Cameroun, au Gabon et au Tchad.

B.5 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

Résultats au 30 avril 2021

Résultat escompté : Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires

- Elaboration des outils du contrôle interne comptable de l'Etat au Gabon : le guide de CICE (approche stratégique), instruction relative à la cartographie des risques comptables par cycles et processus comptables (approche opérationnelle) ; et instruction sur la détermination du résultat budgétaire (solde d'exécution budgétaire) et du résultat comptable (**Réussite remarquable 5**),

Réussite remarquable 5

Le changement de dimension de la comptabilité générale de l'Etat conduit à une approche partagée de sa qualité avec les ordonnateurs, à l'origine des opérations, dans le cadre des cycles et processus comptables arrêtés au niveau national. Il induit notamment le déploiement d'un dispositif de contrôle interne comptable de l'Etat, piloté par la DGCP en coordination avec les ordonnateurs. Ce contrôle est fondé sur la définition habituellement retenue au niveau international, à savoir l'ensemble des procédures et méthodes permettant au responsable d'un service de s'assurer du bon fonctionnement de celui-ci et notamment de la bonne maîtrise des risques (art. 84 LOLFEB et art. 156 du décret RGCP).

Renforcement des capacités sur le contrôle interne comptable de l'Etat (CICE)

Pays : Gabon

Domaine d'intervention : Gestion des finances publiques (Comptabilité publique)

Date de mise en œuvre : Octobre 2020

Objectifs de l'appui : Elaboration d'outils du contrôle interne comptable de l'Etat

Rôle d'AFC dans l'appui : Trois outils de travail ont été élaborés : le guide de CICE (approche stratégique) ; l'instruction relative à la cartographie des risques comptables par cycles et processus comptables (approche opérationnelle) ; et l'instruction sur la détermination du résultat budgétaire (solde d'exécution budgétaire) et du résultat comptable. Ces outils ont été élaborés sous la supervision d'AFC à travers une mission à distance.

Principaux résultats obtenus : Le guide et les deux instructions sont disponibles. Une formation en présentiel à l'exploitation des outils est envisagée.

Impact du projet : Le guide et les instructions décrivent la méthodologie et les procédures de maîtrise des risques comptables en vue de parvenir à la production d'informations financières de qualité et la production d'états financiers certifiables par la Cour des Comptes.

Facteurs de succès : L'engagement des autorités à mettre en place les outils du CICE. La production à la mission de la documentation disponible et le besoin d'amélioration l'approche méthodologique de production des états financiers et la détermination du solde d'exécution budgétaire et du résultat comptable.

Leçons apprises : L'occasion de la rédaction de ces documents de travail a permis de noter un besoin de formation sur le contrôle interne comptable de l'Etat : les objectifs, la démarche, l'étendue, les modalités et les finalités CICE. Les documents préparés constituent un jalon. AFC continuera d'apporter son assistance dans le domaine en vue d'une meilleure gouvernance du CICE au Gabon.

- Amélioration du système de comptabilité de l'Etat au *Cameroun*,
- Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance au *Congo*,
- Amélioration de la qualité des informations comptables au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo* et au *Tchad*,

- Formation des cadres de la *région* sur les normes comptables de l'administration publique au cours d'un séminaire *régional*.

Résultat escompté : La qualité comptable est améliorée grâce au contrôle interne comptable de l'Etat

- Développement et mise à la disposition de trois projets de documents portant respectivement sur les aspects stratégiques du CICE (cadre de référence), opérationnels (cartographie des risques comptables) et une instruction sur la détermination des résultats budgétaire et comptable, assortis de méthodologie d'analyse et d'élaboration au *Gabon*.

Programme de l'année fiscale 2022

- Amélioration du système de comptabilité de l'Etat au *Cameroun*,
- Elaboration de guides opérationnels des normes comptables de l'Etat au *Congo*,
- Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat au *Gabon*,
- Revue de la qualité du plan comptable de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE en *République Centrafricaine*,
- Revue de la qualité des manuels de procédures comptables en *République Démocratique du Congo*,
- Elaboration d'un référentiel de gouvernance du contrôle interne comptable de l'Etat au *Tchad*.

C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

Améliorer la gestion des finances publiques par des projections budgétaires solides

C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Résultats au 30 avril 2021

Les activités de renforcement des capacités délivrées au cours de l'année fiscale 2021 dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Résultat escompté : Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques

- Appui à la validation des rapports de l'étude sur l'évaluation du programme statistique 2008-2012 et le nouveau programme de statistique sous régional de la *CEMAC*.

C.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget

- Mise à jour des fichiers du modèle de prévisions macroéconomiques de la *République du Congo*,
- Préparation de l'ébauche d'une note de cadrage macroéconomique pluriannuel 2020-2023 basée sur les données disponibles en *République Centrafricaine*,
- Elaboration d'une version actualisée du Guide d'utilisation du modèle de prévisions macroéconomiques de la *République du Congo*,
- Actualisation et renforcement de l'outil informatique servant à l'élaboration d'une première mouture du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) pour les années 2021-2023 en *République Centrafricaine* ainsi que la finalisation du manuel méthodologique d'utilisation de ce dernier,
- Formation à distance des cadres de la *région* sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*.
- Développement de la capacité des cadres de la *région* à renforcer leurs cadres institutionnels de prévision des dépenses publiques et à identifier des besoins pour une assistance additionnelle, en vue d'améliorer les processus existants dans leurs pays,
- Rédaction du guide méthodologique sur la prévision des dépenses publiques dans les Etats membres d'AFC.
- Formation des cadres de la *région* sur le thème *Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries*,
- Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire à *Sao Tomé-et-Principe* (*Réussite remarquable 6*),

Réussite remarquable 6

Les lacunes identifiées, dans le cadre de l'évaluation PEFA d'octobre 2019, sont entre autres : i) la faible capacité de préparation des prévisions macroéconomiques et d'élaboration des stratégies budgétaires et fiscales ; et ii) le faible ancrage du budget annuel aux projections des dépenses à moyen terme, aux stratégies nationales de développement et aux plans stratégiques sectoriels. Pour y faire face, AFC a organisé une série d'activités qui ont débouchées sur l'élaboration d'un manuel méthodologique de prévisions macrobudgétaires.

Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire

Pays : République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe

Domaine d'intervention : Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

Date de mise en œuvre : Juin – Décembre 2020

Objectifs de l'appui : Disposer d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire et opérationnaliser l'Unité Macrobudgétaire.

Rôle d'AFC dans l'appui : Le guide a été élaboré sous la supervision d'AFC à travers une mission à distance (juin 2020), des webinaires mensuels (entre août et novembre 2020) et un atelier de validation à distance (en décembre 2020). Ce guide s'est enrichi des travaux des précédentes missions d'AFC dans le domaine macrobudgétaire.

Principaux résultats obtenus : Le guide est disponible et un plan d'action pour son appropriation par les cadres de l'Unité Macrobudgétaire a été élaboré.

Impact du projet : Le guide décrit la méthodologie utilisée pour préparer les projections macroéconomiques et budgétaires à São Tomé et Príncipe. Il servira de document de référence pour le renforcement des capacités nationales dans le domaine de la modélisation macroéconomique et budgétaire.

Facteurs de succès : La préparation de ce guide s'est déroulée dans le cadre d'un processus participatif, impliquant tous les cadres de l'Unité Macrobudgétaire (UMF), provenant de toutes les administrations économiques et financières et de la banque centrale. L'approche méthodologique adoptée a été guidée par les exigences et normes internationales dans ce domaine, à travers : (i) la définition des objectifs poursuivis compte tenu de la structure macroéconomique du pays, (ii) la description des étapes et outils fondamentaux utilisés pour garantir la robustesse du processus de cadre macrobudgétaire prenant en compte la spécificité de STP, et (iii) l'analyse la configuration institutionnelle ainsi que ses axes de renforcement.

Leçons apprises : La rédaction des guides, notes techniques et notes méthodologiques devrait être inscrite en bonne place au rang des modalités d'intervention du Centre, soit en amont pour aborder une nouvelle problématique, soit en aval pour capitaliser les acquis les interventions passées. Elle peut être facilement effectuée à distance.

Programme de travail 2022

- Assistance à l'identification et la formalisation des besoins d'AT dans le domaine macrobudgétaire au *Burundi*,
- Renforcement de l'analyse de la politique budgétaire au *Cameroun*,
- Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique au Congo, en *République Centrafricaine* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Renforcement des fonctionnalités du modèle de prévision macrobudgétaire en *République démocratique du Congo*,
- Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire annuelle en *Guinée équatoriale*,
- Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT en *République Centrafricaine*,
- Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA au *Tchad* avec le département des finances publiques du FMI,
- Suivi de l'opérationnalisation de l'unité macrobudgétaire à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Renforcement des prévisions des recettes budgétaires au *Tchad*,
- Révision de la stratégie de réformes des finances publiques au *Tchad*,
- Appui aux travaux de conjoncture et de prévision dans les pays membres de AFC organisée par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC,
- Formation des cadres de la *région* sur les modèles de prévisions de recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles à travers le FARI Model.

C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale 2021 est le suivant :

Résultat escompté : Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques

- Revue, évaluation et recommandations d'amélioration des rapports sur les risques budgétaires de la *République du Congo*, du *Gabon*, de la *RCA* et du *Tchad*.

Programme de travail 2022

- Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires au *Cameroun*, au *Gabon* et en *République Centrafricaine*,

- Renforcement du suivi de la gestion des risques budgétaires au *Congo*, au *Gabon* et en *République démocratique du Congo*,
- Rédaction d'un Guide Pratique d'identification, de suivi et de gestion des risques budgétaires pour la *CEMAC*.

D. Statistiques des finances publiques

Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées

D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, les principaux résultats au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement

- Appropriation de plus en plus soutenue de la méthodologie d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par la *République du Congo*, le *Gabon* et la *Guinée équatoriale* (**Réussite remarquable 7**),
- Mise à jour des statistiques en élaborant les TOFEs pour 2019, couvrant respectivement l'Administration Centrale Budgétaire (*Cameroun*) et l'Etat (*Gabon* soit l'Administration Centrale Budgétaire, extrabudgétaire et les collectivités locales),
- Elaboration des TOFEs des années 2017 et 2018 en *République Démocratique du Congo*,
- Elaboration du TOFE de l'année 2019 en *République Centrafricaine*,
- Webinaire *régional* sur le traitement, et procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre le COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques,
- Webinaire *régional* sur l'enregistrement des transactions des EPNs (Etablissements Publics Nationaux) dans les statistiques des finances publiques (TOFE),
- Suivi des recommandations sur la mise en place du comité TOFE permanent et la production d'un TOFE de l'administration centrale budgétaire 2019 en *Guinée équatoriale* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Collecte et retraitement des données-source et élaboration d'un projet de série statistique (TOFEs pour la période 2012-2019) au *Tchad*.

Réussite remarquable 7

Pour la première fois, les pays ont compilé et rapporté d'eux-mêmes les statistiques des finances publiques (TOFE annuel) au Département des Statistiques du FMI (STA). Ces travaux de reporting ont été réalisés durant la période de Covid-19 et ce avec un appui minimum du Centre.

Appropriation de la méthodologie d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par les pays.

Pays : République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale

Domaine d'intervention : Statistiques des Finances Publiques (Tableau des Opérations Financières de l'Etat – TOFE).

Date de mise en œuvre : mars – décembre 2020

Objectifs de l'appui : Adhésion au eGDDS (Système Général de Diffusion des Données – « *Enhanced General Data Dissemination System* », une initiative du FMI pour encourager les pays-membres à rapporter les statistiques des finances publiques d'eux-mêmes). Selon ce système, les pays sont censés rapporter les données statistiques d'eux-mêmes, après quoi les experts du FMI en charge jugent du niveau de conformité de celles-ci aux normes (qualité) édictées par les plus récents manuels méthodologiques. Dans le cas des statistiques du TOFE, il s'agit en même temps du *Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE » pour les pays-membres du block économique de l'Afrique Centrale - CEMAC).

Rôle d'AFC dans l'appui : L'appui technique fourni aux pays dans le domaine des statistiques des finances publiques durant les quatre dernières années a permis aux experts nationaux en charge de la compilation du TOFE d'acquérir non seulement la maîtrise de la nouvelle méthodologie, mais aussi de s'approprier le rôle du reporting annuel. Ceci, en répondant favorablement à la circulaire annuelle de demande de données du Département des Statistiques du FMI.

Principaux résultats obtenus : Amélioration de la qualité des données statistiques du TOFE et conformité aux normes eGDDS, ainsi qu'appropriation, par les autorités nationales, de leur part de responsabilité dans le reporting des données statistiques au FMI, en vue de la dissémination de celles-ci au niveau mondial.

Impact du projet : Le Centre consacrera graduellement moins d'efforts à l'accompagnement dans la compilation des statistiques quotidiennes, mais plutôt à l'apprentissage de la méthodologie de compilation plus avancée, notamment l'extension graduelle de la couverture des données statistiques au-delà l'actuelle administration centrale budgétaire, aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale, aux collectivités locales, voire à tout le secteur public.

Facteurs de succès : (i) Maîtrise des experts nationaux acquise grâce aux séminaires régionaux annuels/missions d'assistance sur terrain, de la méthodologie du *MSFP 2014* ; (ii) Besoin en données statistiques exhaustives et produites en temps voulu ou dans les délais prescrits, par la hiérarchie des pays lors des négociations avec différents partenaires financiers, dont le FMI.

Leçons apprises : Cette réussite par les trois pays servira de modèle à suivre aux autres pays membres d'AFC et les encouragera à se conformer et adhérer au système eGDDS.

Programme de travail 2022

- Le Centre salue la volonté des autorités *burundaises* y compris leur personnel technique, de reprendre les activités de renforcement des capacités liées aux statistiques des finances publiques, notamment dans l'élaboration et la diffusion du TOFE,
- Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales au *Burundi*, en *Guinée équatoriale*, au *Gabon*, en *République démocratique du Congo*, et à *Sao Tomé-et-Principe*, en plus de la *République du Congo* qui produit déjà des statistiques pour l'ensemble des sous-secteurs de l'Etat susmentionnés,
- Formation des cadres en charge du TOFE sur la procédure d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 du sous-secteur de la sécurité sociale et la consolidation des données statistiques des collectivités locales dans l'ensemble des administrations publiques au *Cameroun*, au *Congo* et au *Gabon*,
- Formation des cadres en charge du TOFE de la sous-région sur le traitement des cas-limites selon le MSFP 2014 (transactions et sectorisation).

E. Statistiques macroéconomiques

Appuyer l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables

Résultats au 30 avril 2021

E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public

- Appui aux travaux de la nouvelle année de base 2016, migration vers le SCN 2008 et concours à la mise en place des CNT rebasés à l'ISTEEBU du *Burundi*.
- Appui aux travaux de publication des résultats de la nouvelle année de base 2016 selon le SCN 2008 au *Cameroun* (rebasage des comptes nationaux),
- Introduction de l'élaboration des CNT et rédaction de la note méthodologique des CNA et la note de publication de la série des CNA de 2005 à 2019 au *Gabon*.
- Elaboration des CNA de 2019 et de la note méthodologique des CNA et préparation des notes de publication de la série des comptes nationaux de 2005 à 2019 en *République Démocratique du Congo*,
- Appui à l'élaboration des CNA de 2008 à 2019 à *Sao Tomé-et-Principe*,

- Appui à la continuité des activités de production de l'IPC compte tenu des défis liés à la COVID-19 au profit de l'ensemble des pays membres d'AFC (**Réussite remarquable 8**).

Réussite remarquable 8

Les pays membres d'AFC sont confrontés aux défis liés à la poursuite régulière de la collecte des données nécessaires à la production de l'IPC en période de crise du COVID-19.

Production de l'indice des prix à la consommation

Pays : Tous les pays membres d'AFC

Domaine d'intervention : Statistiques des prix

Date de mise en œuvre : Septembre 2020

Objectifs de l'appui : renforcer les capacités des cadres à maintenir la continuité des activités de production de l'IPC.

Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a organisé un webinar pour appuyer les pays membres dans la poursuite de travaux sur l'IPC malgré la situation liée au COVID-19.

Principaux résultats obtenus : La collecte régulière des prix dans les différentes villes et régions s'est révélée particulièrement difficile pendant la période de confinement liée au COVID-19. Ainsi, il était extrêmement important de trouver des solutions pratiques et ensuite former les experts en charge de l'IPC dans tous les pays afin de leur permettre de maintenir la continuité des activités de production et de publication de l'IPC—un indicateur très important pour la prise de décision—dans tous les pays membres d'AFC.

Impact du projet : Tous les pays membres d'AFC ont pu maintenir la publication de l'IPC et un réseau des experts de l'IPC a été créé pour permettre aux cadres de partager leurs expériences liées au COVID-19.

Facteurs de succès : La bonne volonté politique et la détermination des cadres à relever les défis liés au COVID-19.

Leçons apprises : Les cadres des pays membres d'AFRITAC sont parvenus à s'adapter et à mettre en œuvre des solutions pratiques—adaptées aux besoins et réalités de chaque pays—permettant de répondre aux nouveaux défis liés au COVID-19.

Résultat escompté : Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux⁴

- Renforcement des capacités des cadres dans la maîtrise des techniques d'élaboration des CNT en *Guinée-équatoriale*.

⁴ https://dsbb.imf.org/content/pdfs/dqrs_nag.pdf

Programme de travail 2022

- Poursuite des travaux d'appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base au *Burundi*, au *Congo*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo* et à *Sao Tomé et-Principe*,
- Poursuite de l'appui aux travaux sur les comptes financiers au *Cameroun*,
- Appui au renforcement de la cohérence des CNA rebasés et les comptes trimestriels au *Cameroun*, au *Gabon* et au *Tchad*,
- Appui aux CNT en *République centrafricaine*, en *Guinée équatoriale*, en *République démocratique du Congo*, à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Renforcer la capacité des comptables nationaux de la *région* à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF).

F. Gestion de la dette publique

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

Les lignes qui suivent présentent les résultats des activités menées au cours de l'année fiscale 2021. Le programme de travail de l'année fiscale 2022 dans le domaine de la gestion de la dette est joint en annexe du présent rapport en raison de son financement global par le projet DMF du FMI (annexe 8).

F.1 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Une stratégie de gestion de la dette à moyen terme est préparée, documentée et publiée

- Amélioration du contenu du document de stratégie de gestion de la dette préparé par le *Cameroun*.

Résultat escompté : Amélioration des capacités du personnel à formuler et à mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

- Au moins cinq cadres au *Cameroun* peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT),
- Au moins deux cadres de la Direction générale de la dette publique de la *République Démocratique du Congo*, sont capables de manipuler l'outil analytique utilisé pour la préparation de la SDMT,
- Une dizaine de cadres en *Guinée Équatoriale* ont été formés sur le calcul des principaux agrégats et indicateurs utilisés en gestion de la dette.

Résultat escompté : Un plan annuel de financement est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme

- Le plan de financement de 2021 élaboré par le *Cameroun* est plus cohérent avec les orientations de la stratégie de gestion de la dette retenue.

F.2 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Financement via les instruments de marché

- La *République Démocratique du Congo* a adopté les caractéristiques et modalités relatives aux émissions et au remboursement des titres publics indexés au taux de change entre le dollar américain et le franc congolais,
- La stratégie de lancement des émissions, en *République Démocratique du Congo*, des titres publics indexés au taux de change entre le dollar américain et le franc congolais a été préparée.

Résultat escompté : Un marché primaire efficace, avec émission via des procédures de marché

- La *BEAC*, les Trésors Publics et les spécialistes en valeur du Trésor ont adopté les procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor de la CEMAC (**Réussite remarquable 9**),
- Les investisseurs institutionnels ont commencé à participer aux émissions de titres publics en *République Démocratique du Congo*.

F.3 Mettre en place un cadre légal et institutionnel

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale 2021 est le suivant :

Résultat escompté : Amélioration des capacités en matière de questions législatives et institutionnelles dans le domaine de la gestion de la dette.

- Formation d'une dizaine de cadres, en *Guinée équatoriale*, sur les questions de gouvernance en matière de gestion de la dette publique et des interrelations entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie, la politique budgétaire et la politique monétaire.

F.4 Développer/renforcer les processus pour un meilleur enregistrement, déclaration et suivi de la dette

Les principaux résultats atteints sont les suivants.

Résultat escompté : Les informations de la dette publique sont régulièrement déclarées au public et aux autorités compétentes.

- Amélioration de la structure et du contenu du bulletin trimestriel de la dette et du rapport annuel de gestion de la dette en *République Démocratique du Congo*,
- Amélioration de l'architecture et du contenu du site web via lequel sont diffusées les informations de la dette publique en *République Démocratique du Congo*.

Réussite remarquable 9

Dans le cadre des efforts pour dynamiser le marché régional des titres publics, les autorités régionales de la CEMAC ont adopté en décembre 2019 un nouveau Règlement des valeurs du Trésor qui contient des nouvelles procédures d'émission pour lesquelles les modalités d'application doivent être définies.

Elaboration des procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor

Institution : Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)

Domaine d'intervention : Développement du marché des titres publics

Date de mise en œuvre : Mars-novembre 2020

Objectifs de l'appui : Définir les modes opératoires des nouvelles modalités d'émission du Règlement des valeurs du Trésor des Etats de la CEMAC.

Rôle d'AFC dans l'appui : Faisant suite à l'adoption en décembre 2019 par les autorités régionales d'un nouveau Règlement des valeurs du Trésor, une mission a été organisée en mars-avril 2020 pour élaborer les protocoles qui seront suivis pour la réalisation des nouvelles modalités d'émission des valeurs du Trésor. La définition des protocoles a été enrichie par la participation d'AFC à la définition des innovations incluses dans le Règlement.

Principaux résultats obtenus : Adoption par la BEAC, les Trésors Publics et les spécialistes en valeur du Trésor, des modes opératoires des nouvelles procédures d'émission des valeurs du Trésor.

Impact du projet : Les modes opératoires serviront de référence pour la mise à jour des systèmes électroniques utilisés pour la gestion des opérations d'émission des valeurs du Trésor. Ils serviront également de guide pour le renforcement des capacités des cadres de la BEAC et des Trésors publics à la maîtrise des nouvelles procédures d'émission.

Facteurs de succès : L'engagement de la BEAC à dynamiser le marché régional des titres publics.

Leçons apprises : La capacité à tenir compte des contraintes des différents intervenants au marché (Trésors publics, BEAC et Spécialistes des valeurs du Trésor) dans la formulation des conseils aux autorités.

G. Régulation et supervision bancaires

Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires

G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque

- Révision de l'instruction n° 24 de la *Banque Centrale du Congo (BCC)*, relative à l'émission de monnaie électronique et aux établissements de monnaie électronique, en vue d'élaborer un cadre adapté à la régulation et la supervision des services de paiement et des établissements de paiement,
- Appui à l'ajustement des mesures spéciales de supervision bancaire décidées en réponse à la pandémie de COVID-19, à la *Banque Centrale du Congo (BCC)*.

Programme de travail 2022

- Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit à *Sao Tomé-et-Principe*, à confirmer (pas d'expression des besoins reçue de la *BCSTP* en réponse à la sollicitation adressée par AFC).

G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques

- Révision du modèle SYSCO 2 de notation des établissements de crédit, pour le mettre en phase avec les normes et les bonnes pratiques internationales de la supervision basée sur les risques, à la *COBAC*, deux missions,
- Proposition d'un nouveau modèle de notation des établissements de microfinance comportant des critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs de leur profil de risque,

adapté du modèle SYSCO 2 précédemment révisé, selon l'approche de la supervision basée sur les risques à la COBAC (**Réussite remarquable 10**).

Réussite remarquable 10

La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) poursuit la mise en œuvre opérationnelle de la supervision basée sur les risques.

Amélioration des instruments et des processus de la supervision prudentielle

Institution : COBAC

Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires

Date de mise en œuvre : Mai - novembre 2020

Objectifs de l'appui : AFC est intervenu pour appuyer le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (SG-COBAC) dans la mise en œuvre de son plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques, afin d'améliorer la détection précoce des difficultés des établissements de crédit et de microfinance et permettre à la COBAC d'intervenir plus tôt pour y remédier, en vue de renforcer la stabilité financière et la capacité du secteur financier à contribuer au développement de la sous-région.

Rôle d'AFC dans l'appui : En réponse aux besoins de renforcement des capacités exprimés par le SG-COBAC portant sur des thématiques opérationnelles spécifiques, AFC a réalisé sept missions de renforcement des capacités de mai 2020 à janvier 2021. Les ateliers de travail ont été organisés par visioconférence, en raison de la pandémie. L'élaboration préalable « sur mesure » des « livrables » attendus a permis de maximiser la valeur ajoutée des échanges interactifs des ateliers de travail.

Principaux résultats obtenus : Cette série de missions a permis au SG-COBAC de progresser significativement dans la mise en œuvre de son plan stratégique : (i) la révision complète du modèle de notation SYSCO des établissements de crédit, selon l'approche basée sur les risques, afin de mieux évaluer leur profil de risque ; (ii) l'adaptation de ce modèle aux établissements de microfinance ; (iii) la révision des indicateurs d'alerte de la dégradation de la situation et des risques des établissements de crédit, afin de réagir promptement aux évolutions préoccupantes ; (iv) l'évolution du format des notes de la COBAC, en vue d'orienter davantage la détermination des priorités de la politique de supervision prudentielle sur les risques ; (v) la révision des modes opératoires du traitement des infractions réglementaires et de la gestion des procédures disciplinaires, en vue d'accroître l'efficacité de la remédiation des situations de non-conformité à la réglementation prudentielle ; (vi) la méthodologie de contrôle sur place des services de paiement et des établissements de paiement.

Impact du projet : Le SG-COBAC pourra mener à bien son plan stratégique et la COBAC sera en mesure d'agir plus efficacement afin de résoudre les difficultés bancaires.

Facteurs de succès : Durant la pandémie, en travaillant à distance, l'AFC s'est adapté pour répondre aux besoins évolutifs et ciblés de la COBAC. La disponibilité d'experts qualifiés et du conseiller résident a permis de faire preuve d'agilité et d'engagement pour répondre concrètement aux attentes. La participation active du SG-COBAC a contribué à la valeur ajoutée des ateliers de travail.

Leçons apprises : La réalisation à distance de missions de renforcement des capacités à caractère très opérationnel est possible, en les préparant rigoureusement à l'avance, en liaison avec les Autorités, et en disposant du temps suffisant.

- Révision du canevas des notes d'analyse de la situation et des risques du secteur bancaire et proposition de suggestions d'évolution pour mieux faire ressortir les enjeux de risque à la *COBAC*,
- Elaboration d'un guide méthodologique relatif au contrôle sur place des établissements de paiement et des services de paiement, pour la *COBAC*,
- Révision du guide méthodologique relatif au contrôle sur place du risque informatique dans les établissements de crédit, pour la *Banque Centrale du Congo (BCC)*,
- Rédaction d'un nouveau manuel de supervision bancaire, selon l'approche basée sur les risques, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP)*.

Résultat escompté : Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire

- Révision des processus de (i) traitement des infractions à la réglementation prudentielle et de (ii) sanction des établissements assujettis, à la *COBAC* dans la perspective de la révision envisageable du règlement CEMAC n° 02/14 relatif au traitement des établissements de crédit en difficulté.

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques

- Révision des indicateurs automatisés de surveillance et d'alerte sur la situation des établissements de crédit assujettis, en vue de développer l'intervention précoce pour le traitement des difficultés bancaires, à la *COBAC*.
- Rédaction et transmission d'un projet détaillé de note méthodologique relative au contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit, à la *BRB*.
- Rédaction et transmission d'un projet détaillé de note méthodologique relative au contrôle sur place de la fonction comptable et du processus de contrôle-qualité des données dans les établissements de crédit, à la *BRB*.

Programme de travail 2022

- Développement d'une méthodologie de contrôle sur place des risques de marché dans le secteur bancaire à la *COBAC*,
- Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques à la *COBAC*,
- Formation des superviseurs bancaires au contrôle sur place du risque informatique dans le secteur bancaire à la Banque Centrale de la *République démocratique du Congo*,

- Réalisation d'un point d'étape sur la feuille de route relative au Pilier 2 (ICAAP/ILAAP) avec un rappel de formation à la Banque Centrale de la *République démocratique du Congo*,
- Séminaire régional portant sur la mise en œuvre des mesures spéciales de supervision bancaire pendant la pandémie de Covid-19 et les perspectives de sortie de crise dans la *sous-région*,
- Séminaire régional portant sur la régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques, dans la *sous-région*.

G.3 Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale

Programme de travail 2022

- Révision de la circulaire n° 24/2019, relative aux exigences de communication financière et de transparence préconisées dans le dispositif de Bâle, et former les superviseurs bancaires de la *BRB*,
- Formation des superviseurs bancaires aux récentes évolutions du dispositif de Bâle, évaluer le niveau de conformité de la *BRB* et déterminer une feuille de route pour combler les écarts,
- Mise en place un cadre réglementaire pour l'évaluation du capital économique des établissements de crédit : (i) élaborer un projet de circulaire relative à ICAAP ; (ii) élaborer des directives sur les exigences minimales en matière de stress tests pour les établissements de crédit à la *BRB*,
- Révision des projets de règlements prudentiels de la *COBAC* élaborés dans le cadre du plan de mise en œuvre du dispositif de Bâle (deux missions),
- Révision de l'instruction n° 14 de la *BCC* sur les ratios prudentiels, avec un focus sur la liquidité et la transformation des établissements de crédit, afin de transposer les ratios LCR/NSFR (Bâle III).

G.4 Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement

Résultats au 30 avril 2021

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale 2021 est le suivant :

[Résultat escompté : Renforcement des normes prudentielles de classification et de provisionnement des créances](#)

- Révision de la réglementation prudentielle relative à la classification et au provisionnement des créances dans les établissements de crédit, selon IFRS 9, à la *BRB*.

Programme de travail 2022

- Réviser l'instruction n° 16 de la BCC sur la classification et le provisionnement des créances, afin de l'aligner sur IFRS 9 et de renforcer le processus d'évaluation de l'adéquation du provisionnement des créances non performantes à la Banque Centrale de la *République démocratique du Congo*.



AFRITAC Centre

BP : 12916 Libreville, Gabon
immeuble saint georges, Kalickak
T. +(241) 01.73.33.00
afcweb@imf.org
www.afritaccetre.org
[Facebook.com/afritaccetre/](https://www.facebook.com/afritaccetre/)

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Institut pour le développement des capacités
Service des partenariats

700 19th Street NW
Washington, DC 20431 USA
T. +(1) 202.623.7636
F. +(1) 202.623.7106
GlobalPartnerships@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



Annexe 1

CADRES LOGIQUES
Années Fiscales 2020, 2021 et 2022

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Cadres logiques du Centre Régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre)
(Années fiscales 2020, 2021 et 2022)

Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration des revenus
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Gestion de la dette publique¹
- Régulation et supervision bancaires

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

Que contiennent les cadres logiques ?

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21 et 22. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités de renforcement de capacités de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités de renforcement des capacités du Centre.

¹ le cadre logique du domaine de la gestion de la dette publique est présenté à titre indicatif en raison du financement de ce domaine par le mécanisme de gestion de la dette (DMF) à partir de l'année fiscale 2021.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions		Descriptions						
Tous les pays membres	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	4/30/2020	1/23/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
				Gestion et contrôle des exemptions et régimes suspensifs	4/30/2021					
				Implémentation de solutions de numérisation	4/30/2022					
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement.	Mise en œuvre d'un programme d'assistance technique pluriannuelle dans le but de renforcer la valeur en douane	4/30/2020	10/10/2020	Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
				Renforcement des procédures d'évaluation en douane	4/30/2021	10/10/2021				
				La sélectivité du contrôle basée sur les risques est appliquée de manière plus cohérente	Améliorer les exonérations douanières et élaborer des plans d'action pour faire face aux risques identifiés	4/30/2022				
					Partage des meilleures pratiques sur la sélectivité du contrôle basé sur le risque en Côte d'Ivoire (Apprentissage par les pairs)	4/30/2021				
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application de la législation douanière	Une part plus importante du commerce contrôlée par un programme d'audit post-apurement	Mesures de sauvegarde et de sécurisation pour répondre à Covid-19	12/17/2020	10/10/2020				
République centrafricaine (CAF)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	4/30/2020	3/31/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
				Implémentation de solutions de numérisation	4/30/2022					
				Mission de suivi pour la mise en oeuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	4/30/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions				
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes sont validés par les pays membres (Partie II)	12/31/2019	12/16/2019	Mission d'assistance technique	CEMAC	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4/30/2020	5/3/2019			
				Rédaction de huit dispositions douanières du code régional révisé (Partie V)	4/30/2020	5/31/2019			
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie I)	4/30/2021				
				Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie I)	4/30/2021	2/26/2021			
				Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie II)	4/30/2021				
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie II)	4/30/2021				
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie III)	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Cameroun (CMR)	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations de déclaration et de paiement	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Gestion coordonnée des frontières	4/30/2022		Mission d'assistance technique	BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Identification des conditions préalables à la mise en place d' un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	12/31/2019	8/30/2019			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase I)	12/31/2021				
				Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase II)	4/30/2022				
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19	12/30/2020	5/8/2020			
				Élaboration d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires	12/31/2021	3/12/2021			
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Une plus grande part du commerce est contrôlée par un programme d'audit après dédouanement	Mise en oeuvre d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires	4/30/2021	4/9/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mission de suivi sur le controle des exemptions et des régimes suspensifs	4/30/2022				
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19	12/30/2020	7/3/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Amélioration de la capacité du bureau d'évaluation en douane pour soutenir la gestion de l'analyse des risques	4/30/2020	8/30/2019			
				Développement d'une méthodologie post-contrôle pour maîtriser les risques identifiés lors des contrôles de la valeur en douane	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières		Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Identification des conditions préalables à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane		4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
					Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19		12/30/2020	5/22/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Aider la DG des douanes à identifier les outils clés pour maîtriser les exonérations et les régimes dérogatoires		4/30/2022				
Gabon (GAB)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières		Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	Assister la Direction générale des douanes a remédier aux faiblesses identifiées durant la mission FAD de novembre 2018		4/30/2020	10/15/2019	Mission d'assistance technique	AFD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19		12/30/2020	6/9/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Assistance à la direction générale des douanes pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie I)		4/30/2021				
					Assistance à la direction générale des douanes Aider la DG Douane pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie II)		4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Les procédures douanières sont adoptées	12/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mise en place des nouvelles procédures douanières sont adoptées	4/30/2021				
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Identification de mesures concrètes pour renforcer l'évaluation en douane	4/30/2021				
				Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane pour renforcer le processus d'évaluation en douane	4/30/2022				
			Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/12/2020				
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Des outils techniques pour maîtriser l'évaluation en douane et un plan d'action pour contrôler la déclaration en douane qui compromettent l'évaluation en douane sont développés	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	4/30/2022				
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/19/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Tchad (TCD)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières		Amélioration de l'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande	Supports didactiques pour renforcer le contrôle de l'évaluation en douane et le contrôle des exonérations et la sécurisation de la collecte des recettes par le biais des systèmes bancaires	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	<p>Appui politique : ÉLEVÉ</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Conditions extérieures & climat : s.o.</p> <p>Autres risques : s.o.</p> <p>Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.</p>	
					Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie I)	4/30/2021	11/14/2020				
					Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	11/14/2020				
					Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie II)	4/30/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Tous les pays membres	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA	6/30/2021		Séminaire régional	s. o.		Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique: FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Amélioration des capacités managériales dans l'administration fiscale	4/30/2021						
Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières				1/31/2020	1/17/2020						
Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal				4/30/2022							
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Modernisation du numéro d'identification du contribuable	4/30/2022						
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des contrôles conjoints sont menés par les services de la douane et des impôts	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.		Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les états financiers sont disponibles auprès de l'administration fiscale et la valeur importée sont croisés pour permettre l'identification des contribuables sous-déclarant des déclarations fiscales	4/30/2020	4/30/2020					
				Amélioration de l'administration performante de la TVA	4/30/2020	4/30/2020					
				Amélioration de l'administration performante de la TVA	4/30/2021						
				Renforcement des fichiers des contribuables et élaboration du programme des contrôles fiscaux bases sur l'analyse des risques	4/30/2021						
				Les questions liées à l'audit sont davantage utilisées pour dissuader la fraude ou les retours inexacts	4/30/2021						
				Mission de suivi sur l'administration performante de la TVA	4/29/2022						
				Mise en œuvre des procédures numérisées et du paiement mobile des impôts	4/30/2022	11/6/2020					
				Mesures de sauvegarde et de sécurité pour faire face au Covid-19	10/30/2020	11/6/2020					
					Une plus grande proportion de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)					
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux	4/30/2022							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
République centrafricaine (CAF)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Identification de mesures concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales	4/30/2020	10/30/2019	Mission d'assistance technique	UE	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Évaluer le système informatique et surveiller chaque capacité à prendre en charge des solutions numérisées	4/30/2021	12/16/2020					
				Mettre en œuvre des procédures numérisées	4/30/2022	12/16/2020					
		Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	4/30/2019	10/30/2019					
				Modernisation des procédures fiscales pour récupérer plus efficacement les arriérés d'impôts	4/30/2022						
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Assistance de la direction générale des impôts pour la mise en place des actions concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes	4/30/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Appui a la mise en place du télé travail pour permettre aux agents de travailler de la maison	4/30/2021	5/29/2020					
				Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Mettre en œuvre des procédures numérisées	4/30/2022				5/29/2020	
	Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA8-24)	Les remboursements de la TVA sont gérés suivant une analyse basée sur les risques	4/30/2021		Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.			
			Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux	4/30/2021							
			Mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre à la COVID 19	5/29/2020	5/29/2020				s.o.		

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
République démocratique du Congo (COD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion performante de la TVA	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Elaboration d' une strategie de recouvrement des arriérés fiscaux	4/30/2020	10/31/2019			
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recouplements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Plan Stratégique pour renforcer la mobilisation des recettes	4/30/2021				
				Renforcer les programmes de croisement des données pour élaborer un plan d'action d'audit	4/30/2022				
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021				
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022				
Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Un plan d'action pour maîtriser le portefeuille des bureaux des contribuables des moyennes entreprises est développé	12/30/2019	6/28/2019				
			Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises	4/30/2021					
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recouplements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Amélioration des contrôles sur la base des recouplements effectués	4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration de la gestion performante de la TVA	4/30/2020	7/31/2019			
				Identification de mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre au COVID 19	7/30/2020	6/15/2020			
				Mission conjointe FAD et AFC sur la conception d'un plan stratégique de renforcement des capacités pour accroître la mobilisation des revenus	4/30/2021	7/17/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021	7/18/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022				
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	95% des grands contribuables respectent leurs obligations	4/30/2020	3/31/2020			
				80% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4/30/2020	7/31/2019			
				Implémentation de solutions numériques (e-déclaration et e-paiement)	4/30/2022				
				Procédures fiscales simplifiées	4/30/2021				
Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les lois fiscales et / ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées	Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont alignées sur les normes modernes							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	90% des grands contribuables respectent leurs obligations	4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				85% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4/30/2020	11/29/2019			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	4/30/2020	7/31/2019			
				Amélioration de la performance de la TVA	4/30/2020	11/29/2019			
				Mesures de sécurité et de protection pour répondre à la COVID 19	9/11/2020	12/9/2020			
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021	12/9/2020	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Digitalisation du numéro d'identifiant fiscal	4/30/2021		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Poursuite de la digitalisation du numéro d'identifiant fiscal	4/30/2022				
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux	4/30/2022				
		L'intégrité de la base des contribuables et du grand livre est renforcée	Gestion efficace des comptes fiscaux (TADAT POA8-23)	Extension de l'utilisation du NIF aux douanes et au Trésor public	4/30/2021				
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures fiscales	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale	4/30/2022				
				appui au développement de site web pour renforcer la transparence	4/30/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Implémentation de l'administration de la TVA	4/30/2020	2/6/2020			
				Renforcement des capacités en administration de la TVA	12/31/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques	4/30/2021				
Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts	Implémentation du Plan Stratégique pour renforcer la gestion des arriérés fiscaux	8/30/2019	8/30/2019					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Tchad (TCD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)	10% des impôts sont effectivement collectés	4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :		
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux par l'analyse des risques	4/30/2020	11/29/2019					
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés chez les contribuables moyens	4/30/2020	10/31/2019					
				Mission de suivi pour le renforcement du bureau des contribuables moyens	4/30/2021						
Des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les principaux risques émergents		4/30/2022									

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)	6/30/2019	6/28/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
			Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d'AFC et AFW1)	1/30/2022					
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Les fonctionnaires du Ministère du budget des pays membres d'AFC sont formés sur le thème "des établissements publics nationaux et les recettes affectées"	4/30/2020	3/31/2020				
				Les hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC sont formés sur le thème "Organismes publics et recettes affectées" (FOHBAC)	30/04/2020	22/01/2021				
				Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »	30/04/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue			
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)	4/30/2020	2/28/2020	Cours de formation et séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC, BEAC, BAD, CEA-BSRAC, UEMOA	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	5/31/2019	5/10/2019			
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	11/30/2019	12/2/2019			
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires	8/31/2019	8/9/2019			
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques	30/04/2021	11/13/2020			
				2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés sur les prévisions macro-budgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC).	30/11/2020	20/11/2020			
				2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés aux prévisions macrobudgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	6/30/2020	6/26/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Tous les pays membres	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Recettes affectée aux Organismes publics et dépenses fiscales (conjoint avec AFW1)	30/01/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires	8/31/2021				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Séminaire régional sur l'amélioration de la qualité comptable	4/30/2021				
				Séminaire sur l'élaboration des états financiers	4/30/2022				
				Séminaire régional sur l'audit interne de la comptabilité	4/30/2022				
				Audit de la comptabilité interne	4/30/2022				
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Amélioration de la documentation du budget (partie I)	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Identification des besoins d'assistance technique sur le contrôle et l'exécution du budget (Mission exploratoire)	12/31/2021				
				Amélioration de la documentation du budget (partie II)	4/30/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	12/31/2020				
				Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue			
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	10/25/2019			
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2021				
				Atelier national sur l'audit des comptes internes	4/30/2022				
				Fermeture des comptes dormants ouverts dans les banques commerciales	4/30/2020	2/29/2020			
				Réconciliation mensuelle de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	2/29/2020			
				Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19	10/30/2020				
				Réconciliation de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale sur une base hebdomadaire	2/28/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue			
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	2/28/2021		Mission d'assistance technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Elaboration d'un manuel sur les normes comptables	28/02/2021	28/02/2022			
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	2/28/2021				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins mensuellement, et les écarts sont contrôlés et validés au moins hebdomadairement					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	2/28/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2020	3/30/2020			
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2022				
				Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19	2/28/2021				
				Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République centrafricaine (RCA)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances	12/31/2020		Mission d'assistance technique et Apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Suivi de la supervision des organismes publics	4/30/2022				
				Suivi de la mise en oeuvre du plan d'engagement	4/30/2022				
				Redaction d'un décret pour la supervision des organismes publics	4/30/2021				
				Apprentissage par les pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnancement	8/30/2021				
				Relier le plan d'engagement des dépenses publiques au module informatique de l'exécution du budget	4/30/2021				
	Connecter le plan d'engagement budgétaire au module informatique d'exécution budgétaire	12/31/2019	4/30/2020						
Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation et suivi des travaux de l'unité/ comité macrobudgétaire et de ses besoins en renforcement des capacités	12/31/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	L'outil de prévision macrobudgétaire est renforcé avec des modules complémentaires	6/30/2021		Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'un outil de prévision des recettes fiscales	4/30/2022				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/31/2021				
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2020	8/31/2019			
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	6/30/2020	5/28/2020			
				Un guide pratique pour le développement du MTFP/MTEF est rédigé	6/30/2020	5/29/2020			
		Amélioration de la crédibilité, de la planification et de la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier de formation sur les projections des investissements publics pluriannuels	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions		Descriptions						
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT	12/30/2019	4/30/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	12/2/2019			GIZ	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2020					
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022					
Un premier projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	8/31/2020	9/30/2020								

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Rédaction d'un projet de directive sur le cadre juridique de la comptabilité des matières		4/30/2020	8/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Atelier de validation de la directive regionale (compte materiel)		4/30/2021	8/30/2020			
				Adoption de la directive régionale sur la comptabilité matière par les commissaires de la CEMAC		12/31/2021	9/8/2020			
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives de la CEMAC		4/30/2022				
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives regionales sur les comptes de stock par les pays de la CEMAC (revue qualite)		4/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel		4/30/2021		Mission d'assistance technique, Seminaire regional et interregional	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne, BAD, Expertise France, Pole PNUD Dakar	
				Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale		4/30/2022				
			Adoption d'objectifs de politique de finances publiques clairs et mesurables, et reporting en la matière (PEFA PI-15)	Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel		4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)	12/31/2021				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme		Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format	4/30/2022			
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne	4/30/2020	1/20/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Consolidation de tous les soldes de banque et de caisse sur base journalière est renforcé	2/28/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	2/28/2021				
				Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget	2/28/2021				
				Aucun compte ouvert dans les banques commerciales	1/31/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Finalisation d un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)	4/30/2020	6/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières	4/30/2021	7/30/2020			
				Les spécifications des besoins informatiques sur la comptabilité des stocks sont mises en œuvre	30/04/2022	19/11/2020			
				Organiser un réseau et une cartographie des acteurs de la comptabilité matières	30/04/2021	19/11/2020			
	Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière	4/30/2022	A compléter						
Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	12/31/2019	12/2/2019	Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d un guide de budgétisation sensible au genre		30/04/2020	30/04/2021	Formation et Mission d'assistance technique	GIZ, Union Européenne, ONU Femmes	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre		28/02/2022	30/04/2022			
Cameroun (CMR)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques		4/30/2020	12/2/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires		4/30/2021				
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques		4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Création d'un organe ou d'une unité chargée de vérifier l'intégrité des données financières est en place et est opérationnelles	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	4/30/2022				
				Un manuel des processus de comptabilité matière pour soutenir le développement d'un logiciel est élaboré	3/31/2020	1/31/2020			
				Élaboration d'un manuel pratique sur l'inventaire et la comptabilité des actifs non financiers	6/30/2020	6/30/2020			
				Elaboration d'un cahier des charges fonctionnel de comptabilité des matières	6/30/2020				
				Elaboration d'une nomenclature détaillée de l'inventaire des actifs non-financiers	9/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue			
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en tant que gestion de la performance sont intégrées dans l'organisation du bureau du budget	1/12/2021	31/12/2020	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Réforme de la structure organisationnelle (contrôle qualité de la nouvelle organisation de la direction budgétaire)	30/04/2022	31/12/2021			
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux	4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Préparation du budget-programme et validation de ses guides d'exécution	4/30/2020	7/30/2019			
				Apprentissage par les pairs sur la présentation du budget programme (Cameroun)	30/04/2021	30/04/2022			
				Un nouveau cadre de gestion des investissements publics est élaboré pour 5 ministères prioritaires	4/30/2022				
				Amélioration de la gestion des dépenses COVID-19	9/10/2020	10/31/2020			
				Suivi de la mise en oeuvre du budget programme	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Renforcement du modèle macrobudgétaire global	12/31/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	30/04/2021	19/02/2021					
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics	12/14/2021						
				Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle	12/14/2021						
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	4/30/2021						
				Le projet d'enregistrement des procédures manuelles sur les recettes et dépenses budgétaires est examiné	12/30/2020						
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés afin de renforcer la fiabilité et l'intégrité des états financiers	7/30/2021						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	2/6/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques		Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2020				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022		Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Sensibilisation au cadre d'investissement public pluriannuel (AECF)	12/31/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique & Apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, PNUD	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
				Apprentissage par les pairs sur la gestion des investissements publics pluriannuels (Burkina Faso)	20/01/2021	15/03/2021			
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires	30/04/2022	30/03/2021			
				Le nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires est disponible	4/30/2020	11/30/2019			
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	12/31/2020		Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.			
			Développement d'outils de prévision des recettes budgétaires	4/30/2022					
			Un guide d'utilisation du modèle macrofiscal est élaboré	9/30/2020	6/5/2020				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/31/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Les personnels sont formés sur les outils techniques et méthodologiques pour le développement d'un cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2020	7/19/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation annuelle des comptes d'avance	9/30/2019	9/6/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
				Création d'une piste d'audit	10/15/2020				
				Tous les comptes bancaires actifs du gouvernement central sont rapprochés chaque semaine	9/30/2020				
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2020				
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2020				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement	9/30/2021				
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République du Congo (COG)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.	
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2019	9/30/2019				
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021					
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	9/30/2020	9/30/2020				
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	12/31/2020					
				Améliorer l'organisation structurelle du ministère des finances	8/3/2020	9/30/2020				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue			
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	12/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2020	12/31/2019			
				Des prévisions de trésorerie sont établies pour l'exercice et sont annexées à la loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie	10/30/2020				
				La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée	10/30/2021				
				Les prévisions de trésorerie de l'exercice sont établies et annexées au projet de loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie	10/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Cote d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux		6/30/2019	6/30/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes, Banque Mondiale, Expertise France	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adaptation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux		6/30/2019	6/30/2019			
				Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux		4/30/2022				
				Mécanisme de suivi des établissements publics nationaux est opérationnel		4/30/2022				
				L'Unité de suivi des établissements publics nationaux est en place		4/30/2022				
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs			
			Apprentissage par les pairs au bénéfice de 6 cadres du Gabon au Sénégal sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire		4/30/2020	12/6/2019				
			Renforcement du dispositif de suivi de la conjoncture		4/30/2020	4/30/2020				
	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Mise en place d'un système informatique de contrôle de l'exécution des outils budgétaires		4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	
				Mise en place d'instruments de suivi de l'exécution du budget		30/04/2021	30/04/2022			
Mise en place d'outils de contrôle de l'exécution du budget					4/30/2020	12/31/2019				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Gabon (GAB)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation trimestrielle des comptes d'avance	10/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Création d'une piste d'audit	10/15/2020				
				Manuel sur le contrôle comptable interne et instruction relative au risque comptable	10/15/2020	10/10/2020			
				Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé	10/30/2020				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés en temps opportun	5/31/2021				
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	5/31/2021				
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	5/31/2021				
				Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé	5/31/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Gabon (GAB)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques		4/30/2020	9/16/2019	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques		12/31/2021				
Poursuite de l'identification et du reporting des risques budgétaires					31/12/2020	16/04/2021				
Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires					4/30/2020	9/16/2019				
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré		10/1/2020	9/30/2020			
	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports financiers.	Exhaustivité, ponctualité et cohérence des rapports financiers annuels (PEFA PI-29)	Elaboration d'une instruction comptable sur les recettes affectées.		28/02/2021	28/02/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Appui à l'autorité nationale pour la mise en oeuvre d'un cadre légal de gestion des finances publiques		4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme		12/31/2021				
				Les participants sont formés aux outils techniques et méthodologiques pour développer le cadre budgétaire à moyen terme		12/31/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	12/31/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)	4/30/2022				
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics	4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Indicateurs vérifiables	Descriptions							
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses	4/3/2020	1/20/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères	4/30/2022					
				Poursuite de la mise en oeuvre du plan d'engagement (rédaction des réglementations)	30/4/2020	30/4/2021				
				Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement des dépenses	4/30/2022					
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielle des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/30/2021					Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/15/2021					
				Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/15/2021					
				La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée	2/28/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue			
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	4/30/2020	12/2/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	4/30/2020	1/10/2020			
				Un cadre juridique pour l'exécution du budget est mis en place	6/30/2020	6/30/2020			
				Suivi des travaux de l'unité macrobudgétaire / comité et des besoins en capacités	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2022		Mission d'assistance technique et Atelier national	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 15 acteurs de la gestion des investissements à la programmation et à la gestion des investissements publics	4/30/2021				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2021	4/12/2020			
				Un manuel méthodologique pour l'élaboration des prévisions macrobudgétaire est rédigé	8/31/2020				
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	4/30/2020	1/17/2020			
				Les personnels de l'Unité macrobudgétaire est formé à l'élaboration des prévisions	8/31/2020				
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Tchad (TCD)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale		4/30/2021		Mission d'assistance	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires		4/30/2022				
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales		4/30/2022				
				Inventaire complet de tous les comptes bancaires existants ouverts dans les banques commerciales		4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire		4/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Adoption du texte de loi sur la nouvelle classification budgétaire de l'Etat		12/31/2019	3/31/2019			
				Un nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information		12/31/2019	8/29/2017			
				Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux		12/31/2022				
				Concevoir un cadre juridique sur la surveillance des organismes publics		4/30/2022				
				Suivi de la mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire		4/30/2020				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Les cadres sont formés sur la programmation et les politiques financières		4/30/2020	1/17/2020			
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules		4/30/2020	1/24/2020			
				Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires		4/30/2022				
				Le module de prévision des revenus pétroliers est renforcé		4/30/2021				
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics		4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Tchad (TCD)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	État des risques budgétaires inclus dans la documentation budgétaire qui intègre les risques macroéconomiques	4/30/2020	8/31/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	10/1/2020	9/30/2020	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	s.o.	
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un manuel de processus comptable est élaboré	4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	
				Un manuel de spécifications est élaboré pour soutenir le développement de logiciels de comptabilité	12/31/2020				
				Une cartographie des outils à concevoir pour la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice est élaborée	4/30/2020	2/28/2020			
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	11/30/2020				
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale	11/30/2020				
				Elaboration d'un manuel pratique sur le codage des procédures comptables	10/30/2020	10/2/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2020	4/30/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible	
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2021					
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)	4/30/2020	4/30/2020				
				ACB plus unités de sécurité sociale	4/30/2021					
				Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales	4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB	4/30/2020	4/30/2020				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale	4/30/2021					
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales	4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classées conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	10/31/2019	10/31/2018				
	Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.			4/30/2022						
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Renforcement des capacités du personnel	Le nombre de personnes formées à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant	5 compilateurs GFS formés pour dériver des données sources conformes au GFSM	30/4/2021	30/4/2022				
		Couverture et champ d'application	Le champ d'application des flux comprend toutes les opérations de l'administration publique.	BCG plus unités de sécurité sociale	30/4/2021	30/4/2022				
		Sectorisation	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux directives du GFSM 2001/GFSM 2014.	BCG plus sous-secteurs de la sécurité sociale	30/4/2021	30/4/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP infra-annuelles sont calculées et rendues disponibles à temps	4/30/2022					
			Les données sources des SFP infra-annuelles sont disponibles en temps utile.							
		Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP	4/30/2020	4/30/2020					
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques	4/30/2020	12/31/2019					
Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014	4/30/2022							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)		(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données		4/30/2021	7/31/2020			
				Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	Les données sources annuelles pour l'exercice 2019 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour être utilisées dans la compilation des SFP.	5/1/2021	7/31/2021			
				Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires		4/30/2020	12/4/2019			
				Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources annuelles pour l'EB 2016 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour l'établissement des SFP.	4/30/2021				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.		4/30/2020	8/31/2019			
Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales est établie et diffusée	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.			4/30/2020	12/31/2019					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroon (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques – EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2020	4/30/2020				
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2021					
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2022					
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2020	11/30/2019				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales							
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022					
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/32020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021					
		Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre d'employés formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) Le personnel de GFS est formé aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2020				30/4/2021
Nouvel ensemble de données	Une nouvelle série de SFP est compilée et diffusée pour les administrations publiques.		5 compilateurs des SFP formés pour dériver des données sources conformes au SMGF	30/4/2021	30/4/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.	4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.	4/30/2021					
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources	4/30/2020				3/31/2020
			Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2021				
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022					
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible	4/30/2021			Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2021	8/31/2020				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile	4/30/2022					
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier — EB 2013–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	9/30/2019				
				Les TOFE pour les années (2017-2019) pour le gouvernement budgétaire central sont disponibles.	4/30/2021	8/31/2020				
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011							
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020					
			(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	8/31/2020					
	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles du secteur public sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées	4/30/2022					
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Les données sources sont adéquates	Les données sources pour les SFP annuelles sont disponibles en temps voulu.	Un tableau de correspondance actualisé entre la nouvelle classification du CoA (harmonisée avec la classification budgétaire) et le GFSM 2014 est disponible.	30/4/2021	31/12/2020				
Les données sources annuelles des SFP sont produites en temps utile.				30/4/2022	31/12/2021					
Augmentation de la capacité du personnel		Le nombre d'employés formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) Le personnel de GFS est formé aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2023	30/4/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2020	6/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022					
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE de l'Administration Centrale Budgetaire pour les exercices 2017 à 2019 ont été produits et publiés localement ainsi que sur la plateforme annuelle (en ligne) du FMI.	4/30/2021	10/31/2020				
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GDSFP 2011							
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021	10/31/2020					
Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées	4/30/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.		

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011-16).	4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.							
		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC.	4/30/2021						
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2020	7/31/2019					
		Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022						
	Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020					
		(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2022							
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Les données sources sont adéquates	Les données sources pour les SFP annuelles sont disponibles en temps voulu.	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor, conformément aux directives de la CEMAC.	30/4/2021	30/4/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1)	Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.	4/29/2020	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			La responsabilité institutionnelle du recueil, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement attribuée, tandis que le partage des données et la coordination entre les agences qui les produisent sont adéquats (0.1.1 et 0.1.2)	Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques	4/30/2020	9/30/2019				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	9/30/2020				
			Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre les nomenclatures du plan comptable national et les classifications du MSFP 2014 est établi	4/30/2021	9/30/2020				
			Les données sources sont complètes pour permettre la compilation des SFP pour l'administration centrale budgétaire							
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données	4/30/2020	4/30/2019					
		Les données sources fournissent suffisamment de détails pour permettre la consolidation des SFP pour les différents niveaux de l'administration publique (ou publique)		10/31/2019	9/30/2019					
		Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Amélioration des relations entre les compilateurs et les pourvoyeurs de données sources							
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 de la Comptabilité Publique et 1 des Statistiques Monétaires de la Banque Centrale) sont formés aux concepts et principes du MSFP 2014.	4/30/2021	9/30/2020				
			(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020					
			(5) Les agents en charge des SFPs sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	9/30/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011-16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
				Les agents chargés des SFPs collectent les données sources de toutes les unités de l'Administration Centrale Budgetaire et un TOFE (serie de 2011-16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la Directive TOFE de la CEMAC).	4/30/2021	7/31/2020				
				Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2012 (pour les EB 2011-16).	4/30/2022					
		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle	4/30/2020	3/31/2020					
		Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2021	7/31/2020				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile	4/30/2022					
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	7/31/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Tous les pays membres	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivants les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.	4/30/2020	7/19/2019	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont consistants avec le compte national annuel	2/8/2019	2/8/2019			
				Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »	7/30/2021				
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon l'approche de production sont disponibles	4/30/2020	12/31/2019			
				Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.	4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles	12/31/2021				
	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	12/31/2021					
			L'estimation des comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2020	4/30/2022					
Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	Les comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de la production et des dépenses sont disponibles	30/4/2021	1/2/2021				
			Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre de cadre formés à la production et à la diffusion des statistiques est suffisant.	Deux personnes sont en mesure de produire des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières.	30/4/2022	1/3/2021		

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2020	12/31/2020			
				La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	12/31/2021				
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible	4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles	4/30/2022				
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.	12/31/2019	8/31/2019			
				Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	4/30/2021				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	12/31/2019	8/31/2019			
				Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.	12/31/2021				
				Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	12/31/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions			Descriptions							
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	4/30/2020	1/17/2020			Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production	4/30/2021							
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2022							
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022							
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible	4/30/2022							
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2022							
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre et la qualité des ordinateurs et des logiciels sont suffisants à des fins d'établissement et de diffusion des statistiques.	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels	4/30/2020	1/17/2020					
				Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels	12/31/2020	4/16/2020						
				Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale	12/31/2019	8/16/2019						
				Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.	12/31/2021							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Trois comptables nationaux sont formés sur les nouveautés du SCN 2008	12/31/2019	8/30/2019		Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018			4/30/2020	7/31/2019				
Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière	4/30/2020								
Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de la production	30/4/2021	1/2/2021				
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s. o. Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux	4/30/2020	1/23/2020			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2019	12/6/2019			
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.	6/30/2020	5/31/2020			
	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	Le SUT final et le nouveau niveau du PIB pour la nouvelle année de référence 2016 sont disponibles	6/30/2020	5/31/2020				
			Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles.	4/30/2021					
	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 conforme au SCN 2008 est disponible.	4/30/2022					
			Des techniques spécifiques de compilation trimestrielle sont utilisées, notamment : Un benchmark approprié	Les données QNA corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables sont disponibles et diffusées.	30/4/2021	1/2/2021			
Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Techniques statistiques								

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	La série des comptes nationaux selon le SCN 1993 allant jusqu'à 2018 est disponible	12/31/2019	8/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022						
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2021						
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2020	1/23/2020					
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données des entreprises sont intégrées aux estimations des CNA.	12/31/2019	8/2/2019					
				Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en données en relation avec la balance des paiements	12/31/2019	8/2/2019					
Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière	4/30/2021								

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	12/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale	Les comptes nationaux annuels sont établis selon les approches de la production et des dépenses	4/30/2021	11/20/2020			
		Amélioration des délais de production et de publication	Les comptes nationaux sont diffusés selon le mode de diffusion approprié.	Les données des comptes nationaux sont diffusées en temps utile.	5/1/2021	11/21/2020			
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	12/31/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	12/31/2019	5/31/2019			
				La série réropolée des CNA pour 2005-2018 est disponible	4/30/2020	1/23/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon les approches de production et de dépense.	4/30/2022				
				Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2020 sont disponibles	4/30/2022				
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2021				
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions			Descriptions							
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données		Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles qu'elles figurent dans le dernier système d'évaluation des comptes nationaux	Introduction des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de la production		30/4/2021	1/2/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE	
		Les données sources sont adéquates		Les données sources nécessaires à la compilation des estimations annuelles sont complètes et raisonnables.	Des plans pour le rebasement des comptes nationaux et la migration vers le SCN 2008 sont en place.		31/12/2020	20/11/2020				
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2)		Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données.	Les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés		12/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE	
				Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.								
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.		Les estimations des comptes nationaux pour la période 2001-2020 sont disponibles		12/31/2019				12/31/2019
						Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques.		4/30/2020				1/23/2020
				Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base sont mis en place		12/31/2020						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les séries 2001-2017 sont disponibles		12/31/2019	7/31/2019	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.		12/30/2020	7/31/2019			
					CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.		4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place	12/31/2020	4/16/2020	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	4/30/2020						
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible	12/31/2021						
				Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.	4/30/2022						
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2022						
				Des comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	4/30/2021						
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.	4/30/2022						
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	4/30/2020	4/16/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Quatre agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.	4/30/2022				
				Quatre employés ont la capacité de produire des QNA	30/4/2020	11/26/2020			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Amélioration des délais de production et de publication	Les comptes nationaux sont diffusés selon le mode de diffusion approprié.	Les comptes nationaux annuels sont à jour et les plans pour le rebasement du PIB et l'adoption du SCN 2008 sont en place.	4/30/2022				
				Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits en utilisant l'approche de la production			
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	4/30/2022		Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.	
				Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	12/31/2021				
				La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.	4/30/2021	10/1/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont établis selon l'approche de production.	12/31/2021				
	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les indicateurs de haute fréquence requis pour le développement des comptes nationaux trimestriels sont mis en place	12/31/2020	10/1/2020				
			Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont analysés et resumés à des fins de comptabilités nationales	4/30/2022					
			Trois agents formés aux indicateurs de haute fréquence	4/30/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure de compiler les CAN	12/31/2020	10/30/2020		Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020	10/30/2020			
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2020 est disponible et établie conformément au SNA 2008.	4/30/2022				
				La version finale du Tableau des Ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible	4/30/2022				
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible	12/31/2021				
				Les comptes nationaux annuels sont produits selon les approches de production et de dépenses	4/30/2021	9/1/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont compilés selon les approches de production et de dépenses	12/31/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	12/31/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2019	10/31/2019				
				Trois agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2020	9/30/2020				
				Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	12/31/2020					
	Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2020						
Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale	Les indicateurs de haute fréquence nécessaires à la compilation des QNA sont développés.	31/12/2020	26/11/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2019	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les comptes nationaux annuels sont mis à jour et le plan pour le rebasage des comptes nationaux est en place	12/31/2019	11/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2020				
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	12/31/2021				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.	4/30/2022				
				Le rebasage des CAN jusqu'à 2020 et consistant avec le SNA 2008 est disponible	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 4 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	Les résultats de la consommation finale des ménages sont analysés et intégrés dans les travaux de rebasage		12/31/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Trois agents sont formés aux indicateurs de haute fréquence		4/30/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.		12/31/2020					
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.		4/30/2021					
				Trois personnes sont capables d'établir des comptes nationaux annuels.		30/4/2021	1/2/2021				
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base selon le SCN 2008 est disponible.		31/12/2020	26/11/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
B.E.A.C	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement à moindre coût.	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché	Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Les projets de procédures pour les opérations du marché primaire sont développés	4/30/2021		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
				Les procédures relatives aux opérations sur le marché primaire ont été adoptées et publiées.	30/4/2021				
				Le projet de document détaillant les mécanismes de coordination des émissions a été préparé.	30/4/2022				
				Les résultats des enchères sont publiés dans les 4 heures après l'heure limite de soumission	12/31/2021				
				Les résultats de l'émission sont publiés sans délai après chaque opération.	12/31/2021				
		Amélioration des capacités du personnel en matière de financement sur les marchés intérieur et international	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Le personnel est formé aux mécanismes de rachat et d'échange, et aux techniques d'atténuation du risque de refinancement	4/30/2022				
République centrafricaine (R.C.A)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%	1/31/2023		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Les lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités ont été identifiées	30/4/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple	12/31/2021				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de notification et de suivi de la dette	Le personnel fait preuve de compétence dans l'enregistrement, la communication et le suivi de la dette (présentations, discussions, exercices pratiques)	Le personnel a amélioré ses compétences dans l'interprétation des fiches de conditions de prêt pour un enregistrement correct et dans l'interprétation des statistiques de la dette pour un bon rapport	4/30/2022				
					Projet de bulletin détaillé de la dette détaillé est préparé	4/30/2022			
	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié	6/30/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette	4/30/2021	8/21/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : rs/o	
			Le personnel démontre sa compétence par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques.	Le personnel est formé à l'évaluation des prix des bons et obligations du Trésor, à l'élaboration et à la mise en œuvre du calendrier d'émission.	30/4/2021	28/1/2021				
			L'ABP est régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié.	Un plan annuel de financement a été élaboré et publié	31/1/2022	23/12/2020				
				Des agents ont été formés à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement	30/4/2021					
		Élaboration, documentation et publication d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette s'est amélioré	1/31/2022					
				Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette a été amélioré	1/29/2021					
				Une feuille de route pour le remboursement des euro-obligations est préparée	30/4/2021	28/1/2021				
		La gestion de la trésorerie et de la dette est intégrée de manière efficace.	Des prévisions de trésorerie régulières sont mises à la disposition du gestionnaire de la dette.	Un outil analytique a été conçu pour faciliter l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie	30/4/2022					
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif	Les systèmes et processus nécessaires sont en place pour exécuter les opérations de gestion du passif	Des méthodologies de rachat et d'échange sont développées	6/30/2022					
				Le personnel est formé aux procédures de rachat et d'échange	6/30/2022					
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin et des rapports plus ciblés et sur la dette sont préparés	6/30/2021					
				Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette	12/31/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions			Descriptions						
Guinée équatoriale	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS).	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre du MTDS.		Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques	Le personnel est formé aux mesures fiscales et de la dette, y compris aux indicateurs de risque de base		306/2020	6/12/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	
	Mettre en place un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette.	Amélioration des capacités en matière de questions législatives et institutionnelles dans le domaine de la gestion de la dette		Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions et des exercices.	Le personnel est formé aux questions de gouvernance dans la gestion de la dette		306/2020	6/12/2020			
République démocratique du Congo (RDC)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.		Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	La stratégie de gestion de la dette a été actualisée et approuvée		1/29/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme		Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette		4/30/2021				
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.		Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Plus de cadres peuvent utiliser l'outil pour produire des scénarios de financement de la dette		4/30/2021				
	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement au moindre coût	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché.	Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Élaboration de procédures révisées pour l'émission des valeurs du Trésor sur le marché primaire		30/4/2021					
				Des procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire sont adoptées		12/31/2021					
				Le manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est adopté		30/12/2021					
				Le manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est développé		30/4/2022					
				Les investisseurs institutionnels potentiels de la RDC ont été formés au fonctionnement du marché des titres publics		29/1/2021	11/12/2020				
				Les investisseurs institutionnels ont commencé à participer aux adjudications de titres publics		30/4/2021	7/12/2020				
	Financement par le biais d'instruments fondés sur le marché.	Émission d'instruments compatibles avec le MTDS.	L'analyse des instruments de financement potentiels est préparée								
			Préparation du projet de fiche d'échéance de l'obligation liée à une devise		7/31/2020	6/12/2020					
			Approbation des caractéristiques des titres d'État liés à des devises		7/31/2020	6/12/2020					
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Les caractéristiques des titres d'État liés au taux de change ont été approuvés		31/12/2020					
				Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette		12/13/2020					
					La structure et le format de la publication régulière du rapport et du bulletin de la dette sont approuvés par les autorités		12/31/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
République du Congo (COG)	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	L'architecture du nouveau web pour la gestion de la dette est approuvée	30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Un projet de bulletin de la dette est préparé	4/30/2021				
				Mise en ligne du site d'information sur la dette	6/30/2021				
				L'architecture du site web de la gestion de la dette est approuvée par les autorités	30/4/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Le personnel peut utiliser l'AT de manière indépendante pour produire des scénarios de gestion de la dette.	4/30/2021				
				Au moins 2 personnels peuvent utiliser l'outil de façon autonome pour produire des scénarios de financement de la dette	4/30/2022				
Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission	Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission	4/30/2022					
			Personnel formé à la formulation de la stratégie de gestion de la dette	4/30/2022					
Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation de la stratégie de gestion de la dette	4/30/2022						
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités ont été identifiées	30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%	12/31/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple	12/31/2021				
				Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission	12/31/2021				
	Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Début de la publication du calendrier d'émission	Début de la publication du calendrier d'émission	4/1/2022				
Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin de la dette amélioré et des rapports annuels sont préparés	12/31/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
Tchad (TCD)	Établir des procédures et processus appropriés pour un enregistrement, un rapport et un suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de déclaration et de suivi de la dette.	Lors des discussions et échanges, le personnel démontre une compétence dans l'enregistrement, le reporting et le suivi de la dette	Le personnel est formé sur les meilleures pratiques en matière d'enregistrement de reporting et de suivi de la dette	30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Un cadre opérationnel fonctionnel pour le suivi de la dette	Processus documentés sur le suivi de la dette.	Préparation du projet de manuel de procédures pour le suivi de la dette	30/4/2021				
				Préparation du projet de bulletin de la dette	4/30/2021				
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	La dette est régulièrement signalée à l'autorité législative publique et compétente	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié par les autorités	4/30/2021				
		Amélioration de la structure institutionnelle de la gestion de la dette, y compris la dotation en personnel.	L'entité de gestion de la dette se coordonne efficacement avec les autres institutions concernées	Un projet de manuel de procédures pour les opérations de la dette a été préparé	4/30/2021				
				Le manuel de procédures pour les opérations de la dette est adopté par les autorités	8/31/2021				
		Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%	6/30/2022				
				Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel de base	4/30/2022				
		Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme					

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée.	9/30/2019	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle		Le canevas réglementaire des rapports d'information annuels (par les banques) sur le contrôle interne et la gestion des risques est révisé.	4/30/2020	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
		Les autorités de contrôle et les réglementations exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides.		Adoption de lignes directrices et de règlements pour la mesure et la gestion des risques	Une nouvelle réglementation prudentielle relative aux établissements de paiement est rédigée par la BRB et examinée par l'AFC pour compléter le cadre réglementaire de 2017 sur les IP (par l'AFC).	30/4/2021	22/3/2021	Mission d'assistance technique	

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires			Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions			Descriptions	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation			Modes opératoires
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle		Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	La supervision du risque de crédit selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	4/30/2020	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Des orientations méthodologiques sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit.	4/30/2021	12/11/2020	Mission d'assistance technique		
					La supervision du risque opérationnel selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					La supervision basée sur les risques dans les domaines du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Les inspections sur place concernant la gestion du risque informatique sont effectuées	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Le projet de méthodologie pour effectuer des inspections sur place dans les banques concernant le risque informatique est achevé et approuvé	12/31/2018	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					La méthodologie de contrôle sur place des établissements et services de paiement est finalisée et approuvée, sur la base des orientations de l'AFC.	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Un manuel d'orientation méthodologique pour une surveillance efficace des établissements et services de paiement est achevé et approuvé, sur la base des orientations de l'AFC (par la banque centrale).	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Des orientations méthodologiques sont données pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.	4/30/2021	4/30/2021	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La méthodologie pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB est finalisée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une formation est donnée aux superviseurs de la BRB afin de développer leurs capacités de mise en œuvre du guide méthodologique sur le contrôle des établissements et services de paiement	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique		
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un projet global pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigé et approuvé (par la BRB).	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une feuille de route globale pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigée pour appuyer la BRB dans la préparation d'un plan d'action.	4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation révisé est finalisée et approuvée.	4/30/2019	2/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont notées conformément au système de notation révisé.	12/31/2019	10/25/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont effectivement notées selon l'outil de notation révisé (par la banque centrale).	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un guide pour l'utilisation de l'outil révisé de notation des banques est rédigé	6/30/2019	6/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La liste des indicateurs d'alerte précoce pertinents est complétée, approuvée et incluse dans le système informatique à automatiser, et ils sont utilisés par les superviseurs hors site (par la banque centrale).	9/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.	4/30/2020	1/17/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.	12/31/2021			Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions							
Burundi (BDI)	<p>1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit</p> <p>2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement</p> <p>3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales</p>	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	<p>Appui politique : FAIBLE</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>		
				Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.	4/30/2021	3/19/2021	Mission d'assistance technique				
				Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique				
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de l'IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé	6/30/2020	3/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives	Plan d'action approuvé	Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
				Les réglementations prudentielles existantes en matière de classification et de provisionnement des crédits sont revues et alignées sur IFRS 9 (par AFC)	4/30/2021	3/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
				L'amélioration des directives de provisionnement et la mise en œuvre du provisionnement des directives sont proportionnelles au risque de crédit et suffisantes pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres	Lignes directrices et réglementations publiées conformes aux normes IFRS et Bâle	La réglementation prudentielle révisée sur la classification et le provisionnement des crédits, rendue conforme à la norme IFRS 9, est approuvée et promulguée (par la banque centrale).	12/31/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Indicateurs vérifiables	Descriptions							Indicateurs vérifiables
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.	6/30/2019	4/27/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les projets d'instruction pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont révisés.	4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique			
				Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.	12/31/2020	4/1/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les superviseurs contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.	12/31/2022	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les nouveaux modèles d'états financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les ratios quantitatifs prudentiels sont établis sur une base consolidée et inclus dans le cadre des ratios prudentiels à mettre à jour dans le projet global Bâle II/III	12/31/2021`		Mission d'assistance technique			
				Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	12/31/2021	11/23/2018	Mission d'assistance technique			
				Les ratios prudentiels quantitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels devant être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.	12/31/2019	11/26/2019		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.	6/30/2019	1/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la COBAC, et cette évaluation est approuvée.	6/30/2019	12/9/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.	6/30/2022		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	4/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le modèle actuel de notation bancaire SYSCO 2 est revu pour le rendre plus axé sur les risques conformément aux normes et meilleures pratiques internationales (par AFC)	4/30/2021	5/22/2020	Mission d'assistance technique		
				Le modèle de notation bancaire SYSCO 3 révisé est testé, validé et mis en œuvre (par le SG-COBAC)	9/30/2021	6/26/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un manuel d'orientation méthodologique est rédigé pour mettre en œuvre un processus de notation bancaire basé sur le risque en utilisant le modèle SYSCO 3 révisé (par AFC)	4/30/2021	6/26/2020	Mission d'assistance technique		
				Des orientations méthodologiques sont reçues par les inspecteurs pour le contrôle sur place des établissements de paiement, afin d'enrichir le manuel d'inspection (par AFC)	4/30/2021	11/6/2020	Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection sur les établissements de paiement est terminée, la nouvelle version est approuvée et des orientations méthodologiques sont mises en œuvre par le biais d'inspections sur place (par la COBAC)	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le modèle révisé de notation bancaire SYSCO est adapté pour mettre en œuvre un processus de notation des institutions de microfinance (IMF) basé sur le risque et tenant compte des spécificités des IMF.	4/30/2021	10/16/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions		Descriptions					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Le processus interne de fixation des objectifs prioritaires annuels de surveillance et de rédaction d'un document de référence annuel relatif aux politiques de surveillance est revu et amélioré.	4/30/2021	11/6/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le cadre actuel des indicateurs de surveillance et d'alerte précoce des établissements bancaires est revu et amélioré pour être davantage axé sur les risques.	4/30/2021	10/23/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire	Les superviseurs appliquent des sanctions et adoptent rapidement des mesures correctives pour résoudre les problèmes bancaires	Un plan d'action est approuvé pour moderniser le processus d'intervention précoce sur les institutions de microfinance en difficulté (par la COBAC)	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour remédier aux infractions aux réglementations prudentielles sont passés en revue et des directives internes pour leur mise à niveau sont reçues (par AFC).	4/30/2020	3/6/2020	Mission d'assistance technique		
				Les processus opérationnels relatifs à la gestion des sanctions décidées par la COBAC contre les établissements de crédit sont passés en revue et des directives internes pour leur revalorisation sont reçues (par AFC).	4/30/2021	10/9/2020	Mission d'assistance technique		
		Un plan d'action est approuvé pour moderniser les processus opérationnels relatifs à la gestion des actions disciplinaires (processus de sanction) (par la COBAC)	9/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
		Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
		Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.	4/30/2020	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) procède à l'actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.	4/30/2020	9/20/2019	Mission d'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et de réviser toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.	6/30/2020	6/29/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	<p align="center">Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>	
				Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.	12/31/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Un ratio de financement stable révisé (NSFR) conforme à Bâle III est approuvé et mis en vigueur	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
			Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
			Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.	12/31/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.	6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.	6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
			Publication d'un guide de demande d'agrément définissant les critères quantitatifs et qualitatifs et d'autres exigences pour la présentation de demandes d'agrément	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les modèles révisés pour les demandes d'agrément sont terminés et adoptés.	6/30/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
			Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.	12/31/2021				Mission d'assistance technique
					Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur place relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation (instruction 22) sur la gestion des risques dans les institutions de crédit	4/30/2020	6/7/2019			Mission d'assistance technique
					Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.	12/31/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique
					Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.	6/30/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique
		La BCC reçoit des orientations pour adapter les mesures spéciales Covid-19 en 2021 afin de renforcer la supervision bancaire pendant la pandémie			4/30/2021	4/9/2021	Mission d'assistance technique			
		Un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				La directive n° 24 existante sur la monnaie électronique est revue en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement prudentiel applicable aux établissements et services de paiement (par AFC).	4/30/2021	9/10/2020	Mission d'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel dans les processus de contrôle, sur la base des orientations méthodologiques fournies.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les superviseurs spécialisés en technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place du risque informatique, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.	2/15/2021	2/19/2021	Mission d'assistance technique			
				Les superviseurs effectuent les inspections du risque informatique en se basant sur la méthodologie en vigueur.	12/31/2021		Mission d'assistance technique			
				Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Une formation pratique est dispensée aux superviseurs pour la supervision sur site des risques liés aux TIC dans les institutions bancaires. La note d'orientation méthodologique existante sur ce sujet est révisée et affinée	4/30/2021	3/5/2021	Mission d'assistance technique			
				Les superviseurs mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.	12/31/2019	11/26/2019				
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.	4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.		
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique			
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.	4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables						
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les structures de supervision et de responsabilités sont approuvées pour permettre une plus grande coopération	Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.	12/31/2020	1/21/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.	4/30/2020	2/7/2020	Mission d'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP révisé est approuvé et mis en œuvre.	12/31/2020	2/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Capacité des instances de contrôle dans l'application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus	La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.	12/31/2019	10/30/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres.	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.	12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			<p>Appui politique : ÉLEVÉ</p> <p>Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
			Les instances de contrôle fixent différent niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques							
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question	Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique			
			Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Une feuille de route est rédigée pour un projet de mise en œuvre plus approfondie d'ICAAP dans le domaine de la régulation prudentielle des banques	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique			
		Les banques ont des fonds propres adéquats composés d'instruments de fonds propres de haute qualité qui est conforme à la réglementation émise sur Bâle II / III	Les informations fournies par les banques montrent que leur adéquation des fonds propres et leur exposition au risque sont conformes aux nouvelles exigences	Un nouveau règlement prudentiel sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est élaboré conformément aux normes internationales (par AFC).	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique			
				Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation financière (mise en œuvre du troisième pilier) dans le secteur bancaire est publié	12/31/2020	2/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation d'information financière (mise en œuvre du pilier 3) dans le secteur bancaire est revu.	6/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.	12/31/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour la BCSTP.	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Des lignes directrices pour une mise en œuvre efficace et efficiente du nouveau règlement prudentiel sur la gestion des risques sont finalisées, discutées avec le secteur bancaire et publiées (par la Banque centrale).	6/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles relatives à la gestion du risque de crédit sont mises à jour conformément aux normes internationales, concernant par exemple: limitations du risque de crédit (par AFC).	4/30/2022		Mission d'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est mise à jour conformément aux normes internationales (par AFC)	4/30/2022		Mission d'assistance technique		
				Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de crédit est achevé, approuvé et adopté (par la banque centrale).	6/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de liquidité est achevé, approuvé et adopté (par la Banque centrale).	6/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des lignes directrices à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont rédigées pour le BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes (par l'AFC).	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont achevées, approuvées et adoptées (par la Banque centrale).	9/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Des directives à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont élaborées pour le BCSTP (par l'AFC)	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique			
				Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont achevées, discutées avec le secteur bancaire et divulguées (par la banque centrale).	9/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont finalisées, approuvées et publiées.	6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.	12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle de contrôle ont la capacité nécessaire pour mettre à niveau les réglementations bancaires et les appliquer efficacement	Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.	12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes										

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 04 Mars 2021)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés		Étapes intermédiaires		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de supervision (Par la Banque Centrale)		12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	<p>Appui politique : MOYEN</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : MOYEN</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est élaboré (par AFC)		4/30/2021	11/27/2020	Mission d'assistance technique		
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est mis en oeuvre (par AFC)		9/30/2021		Mission d'assistance technique		
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur le risque) est rédigé (par l'AFC).		4/30/2021	11/27/2020	Mission d'assistance technique		
				Les instances de supervision sont formes pour mettre en oeuvre le nouveau modele de notation, y compris la detection precoce des risques		4/30/2020	5/17/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La méthodologie de notation basée sur le risque pour évaluer le profil de risque des banques est complétée, approuvée et mise en œuvre (par la banque centrale)		12/31/2019	6/29/2020					



ANNEXE 2 ACTIVITES PAR PAYS



1- Programmation et réalisation 2021 (en nombre d'activité)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2020 à Avril 2021												
	Total	Programmation					Total	Réalisation					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	8	8	0	0	0	0	6	6	0	0	0	0	75
Cameroun	15	15	0	0	0	0	15	15	0	0	0	0	100
Congo	11	10	0	1	0	0	12	11	0	1	0	0	109
Gabon	13	13	0	0	0	0	11	11	0	0	0	0	85
Guinée équatoriale	8	8	0	0	0	0	4	4	0	0	0	0	50
République Centrafricaine	13	13	0	0	0	0	8	8	0	0	0	0	62
République Démocratique du Congo	14	13	0	1	0	0	17	16	0	1	0	0	121
Sao Tomé-et-Principe	15	15	0	0	0	0	10	10	0	0	0	0	67
Tchad	14	14	0	0	0	0	12	12	0	0	0	0	86
Institutions régionales	16	16	0	0	0	0	19	19	0	0	0	0	119
Séminaires régionaux et cours	13	0	12	0	0	1	10	0	8	0	0	2	77
Total général	140	125	12	2	0	1	124	112	8	2	0	2	89
Pays fragiles¹	75	73	0	2	0	0	65	63	0	2	0	0	84
Pays de la CEMAC²	74	73	0	1	0	0	62	61	0	1	0	0	84

2- Programmation 2022 (en nombre d'activité)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Total	Programmation					Total	Réalisation					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cameroun	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gabon	14	13	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	8	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République Centrafricaine	11	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République Démocratique du Congo	13	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	11	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchad	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Institutions régionales	11	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Séminaires régionaux et cours	13	0	11	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Total général	124	110	11	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Pays fragiles¹	66	66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays de la CEMAC²	67	66	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ **Pays fragiles** : Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² **Pays de la CEMAC** : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



ANNEXE 2 ACTIVITES PAR DOMAINE



1- Programmation et réalisation 2021 (en nombre d'activité)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2020 à Avril 2021												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Taux de réalisation (en %)
Administration douanière	22	21	1	0	0	0	11	11	0	0	0	0	50
Administration fiscale	23	21	1	0	0	1	13	12	0	0	0	1	57
Gestion des finances publiques ³	40	32	6	2	0	0	50	45	2	2	0	1	125
<i>Budget</i>	16	12	2	2	0	0	18	15	1	2	0	0	113
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	12	10	2	0	0	0	12	12	0	0	0	0	100
<i>Analyse et prévisions macrobudgétaires</i>	12	10	2	0	0	0	20	18	1	0	0	1	167
Statistiques des finances publiques	11	10	1	0	0	0	12	9	3	0	0	0	109
Statistiques macroéconomiques	14	13	1	0	0	0	12	10	2	0	0	0	86
Gestion de la dette publique (*)	16	15	1	0	0	0	11	10	1	0	0	0	69
Régulation et supervision bancaires	14	13	1	0	0	0	15	15	0	0	0	0	107
Total général	140	125	12	2	0	1	124	112	8	2	0	2	89

2- Programmation 2022 (en nombre d'activité)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Taux de réalisation (en %)
Administration douanière	12	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration fiscale	11	9	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Gestion des finances publiques ³	58	52	4	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
<i>Budget</i>	19	16	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	15	14	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Analyse et prévisions macrobudgétaires</i>	24	22	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques des finances publiques	13	12	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques macroéconomiques	16	14	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion de la dette publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régulation et supervision bancaires	14	12	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total général	124	110	11	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0

³ Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.

(*) Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international.

ANNEXE 3 RESSOURCES PAR PAYS

1- Programmation et utilisation 2021 (en personnes semaines)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2020 à Avril 2021												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Burundi	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,5	25,5	0,0	0,0	0,0	0,0	102,0
Cameroun	59,0	59,0	0,0	0,0	0,0	0,0	49,0	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	83,1
Congo	41,0	39,5	0,0	1,5	0,0	0,0	37,0	32,5	0,0	4,5	0,0	0,0	90,2
Gabon	41,0	41,0	0,0	0,0	0,0	0,0	37,5	37,5	0,0	0,0	0,0	0,0	91,5
Guinée équatoriale	21,5	21,5	0,0	0,0	0,0	0,0	11,0	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2
République Centrafricaine	42,0	42,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,0	36,0	0,0	0,0	0,0	0,0	85,7
République Démocratique du Congo	50,5	49,0	0,0	1,5	0,0	0,0	67,5	65,0	0,0	2,5	0,0	0,0	133,7
Sao Tomé-et-Principe	51,0	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	38,0	38,0	0,0	0,0	0,0	0,0	74,5
Tchad	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	36,0	36,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,1
Institutions régionales	48,5	48,5	0,0	0,0	0,0	0,0	52,6	52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	108,5
Séminaires régionaux et cours	41,5	0,0	40,5	0,0	0,0	1,0	30,0	0,0	27,0	0,0	0,0	3,0	72,3
Total général	466,5	422,0	40,5	3,0	0,0	1,0	420,1	383,1	27	7,0	0,0	3,0	90,1
Pays fragiles¹	255,0	252,0	0,0	3,0	0,0	0,0	240,0	233,0	0,0	7,0	0,0	0,0	94,1
Pays de la CEMAC²	250,0	248,5	0,0	1,5	0,0	0,0	206,5	202,0	0,0	4,5	0,0	0,0	82,6

2- Programmation 2022 (en personnes semaines)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Burundi	39,0	39,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	51,5	51,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	52,0	50,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	28,5	28,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	44,5	44,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	57,5	57,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	50,5	50,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions régionales	39,0	39,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	43,0	0,0	37,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total général	496,5	451,5	37,0	0,0	6,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays fragiles¹	282,5	282,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays de la CEMAC²	272,5	270,5	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

¹ **Pays fragiles** : Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² **Pays de la CEMAC** : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 3 RESSOURCES PAR DOMAINE

1- Programmation et utilisation 2021 (en personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022													
	Programmation						Utilisation							
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)	
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	37,5	33,5	4,0	0,0	0,0	0,0	23,0	23,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	61,3
Administration fiscale	56,5	51,5	4,0	0,0	0,0	1,0	31,0	31,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,9
Gestion des finances publiques ³	159,5	138,5	18,0	3,0	0,0	0,0	178,1	156,1	12,0	7,0	0,0	0,0	3,0	111,7
<i>Budget</i>	50,5	42,0	5,5	3,0	0,0	0,0	56,7	47,2	2,5	7,0	0,0	0,0	0,0	112,3
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	55,0	49,5	5,5	0,0	0,0	0,0	52,7	51,2	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	95,8
<i>Analyse et prévisions macrobudgétaires</i>	54,0	47,0	7,0	0,0	0,0	0,0	68,7	57,7	8,0	0,0	0,0	3,0	127,2	
Statistiques des finances publiques	49,0	45,0	4,0	0,0	0,0	0,0	39,0	32,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,6
Statistiques macroéconomiques	48,5	46,0	2,5	0,0	0,0	0,0	42,0	37,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,6
Gestion de la dette publique (*)	59,5	54,5	5,0	0,0	0,0	0,0	49,0	46,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	82,4
Régulation et supervision bancaires	56,0	53,0	3,0	0,0	0,0	0,0	58,0	58,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	103,6
Total général	466,5	422,0	40,5	3,0	0,0	1,0	420,1	383,1	27,0	7,0	0,0	3,0	90,1	

2- Programmation 2022 (en personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022													
	Programmation						Utilisation							
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)	
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	31,0	27,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	43,0	37,0	3,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques ³	224,5	205,5	14,0	0,0	3,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Budget</i>	88,0	80,0	6,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	63,0	60,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Analyse et prévisions macrobudgétaires</i>	73,5	65,5	5,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	58,0	54,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	75,0	68,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	65,0	59,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total général	496,5	451,5	37,0	0,0	6,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

³ Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.

(*) Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international.



ANNEXE 3.A
RESSOURCES DETAILLEES PAR PAYS

Programmation et utilisation de l'année fiscale 2021 - Programmation de l'année fiscale 2022
(En personnes semaines)

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2021								Année fiscale 2022				
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
I - MISSIONS													
Burundi	6,0	10,0	9,0	25,0	7,5	8,0	10,0	25,5	102,0	10,5	11,0	17,5	39,0
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	3,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	3,0	3,0	8,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	2,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	2,0	4,5		2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion de la dette publique	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	6,0	15,0	3,0	6,0	6,0	15,0		3,0	6,0	6,5	15,5
Cameroun	16,0	22,0	21,0	59,0	15,0	17,0	17,0	49,0	83,1	14,5	19,0	18,0	51,5
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	3,0	4,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	3,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques	7,0	9,0	10,0	26,0	6,0	6,0	7,0	19,0		7,0	11,0	12,0	30,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	1,0	8,0	3,0	4,0	0,0	7,0		4,0	4,0	2,0	10,0
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	12,0	13,0	16,0	41,0	10,0	17,0	10,0	37,0	90,2	11,5	14,0	20,0	45,5
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	2,5	5,0	4,0	11,5	1,5	5,0	0,0	6,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	4,0	12,0	4,5	11,0	6,0	21,5		6,0	8,0	12,0	26,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5		2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	13,0	10,0	18,0	41,0	11,5	15,0	11,0	37,5	91,5	16,0	18,0	18,0	52,0
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	2,5	5,0	2,0	9,5	1,5	4,0	0,0	5,5		1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques	5,5	4,0	10,0	19,5	8,0	8,0	10,0	26,0		8,5	10,0	12,0	30,5
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	3,0	0,0	4,5		4,0	4,0	2,0	10,0
Gestion de la dette publique	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	7,5	7,0	7,0	21,5	5,0	2,0	4,0	11,0	51,2	10,5	3,0	15,0	28,5
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	3,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		3,0	3,0	5,0	11,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	1,0	3,0	2,0	0,0	1,0	3,0		4,0	0,0	4,0	8,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5		2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	13,0	12,0	17,0	42,0	8,0	15,0	13,0	36,0	85,7	14,5	14,0	16,0	44,5
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	1,0	2,0	4,0	0,5	2,0	2,0	4,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	5,5	8,0	8,0	21,5	5,5	12,0	10,0	27,5		5,0	6,0	8,0	19,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0		4,0	2,0	2,0	8,0
Statistiques macroéconomiques	2,5	2,0	2,0	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0		4,0	4,0	2,0	10,0
Gestion de la dette publique	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	14,5	20,0	16,0	50,5	22,5	25,0	20,0	67,5	133,7	15,5	20,0	22,0	57,5
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	3,0	4,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	3,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	4,0	11,0	5,0	9,0	5,0	19,0		5,0	8,0	9,0	22,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	2,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	1,0	2,0	4,5		4,0	2,0	4,0	10,0
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	2,0	8,0	9,0	8,0	7,0	24,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	4,0	13,0	4,0	6,0	2,0	12,0		3,0	6,0	5,0	14,0
Sao Tomé-et-Principe	16,0	14,0	21,0	51,0	11,0	12,0	15,0	38,0	74,5	13,5	14,0	18,0	45,5
Administration douanière	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,5	2,0	1,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques	3,5	6,0	6,0	15,5	3,5	6,0	6,0	15,5		4,0	6,0	6,0	16,0
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	0,0	6,0		2,0	2,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	2,5	2,0	2,0	6,5	1,0	2,0	0,0	3,0		4,0	2,0	4,0	10,0
Gestion de la dette publique	2,0	0,0	4,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	2,0	2,0	6,0	10,0	2,0	2,0	8,0	12,0		2,0	4,0	4,0	10,0
Tchad	14,5	15,0	16,0	45,5	13,0	13,0	10,0	36,0	79,1	14,5	18,0	18,0	50,5
Administration douanière	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	1,0	3,0	0,0	4,0	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	6,0	16,0	5,0	9,0	3,0	17,0		7,0	14,0	10,0	31,0
Statistiques des finances publiques	4,0	3,0	2,0	9,0	4,0	2,0	1,0	7,0		4,0	2,0	2,0	8,0
Statistiques macroéconomiques	2,5	2,0	2,0	6,5	2,5	0,0	4,0	6,5		2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion de la dette publique	2,0	1,0	4,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0



ANNEXE 3.A
RESSOURCES DETAILLEES PAR PAYS

Programmation et utilisation de l'année fiscale 2021 - Programmation de l'année fiscale 2022
(En personnes semaines)

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2021								Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2022			
	Ressources programmées				Ressources utilisées					Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
Siège	Site	Siège			Site	Siège			Site				
I - MISSIONS													
AFRISTAT	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	2,0	3,0	3,0	8,0	4,0	3,0	2,0	9,0	112,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	2,0	3,0	3,0	8,0	4,0	3,0	2,0	9,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	9,0	5,0	9,0	23,0	8,5	10,1	6,0	24,6	107,0	7,0	2,0	10,0	19,0
Administration douanière	4,0	0,0	4,0	8,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	0,0	4,0	5,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	3,0	0,0	4,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	5,0	5,0	5,0	15,0	6,5	7,1	4,0	17,6		6,0	2,0	6,0	14,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	6,0	5,0	15,0	8,0	8,0	3,0	19,0	126,7	4,0	8,0	8,0	20,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	4,0	6,0	5,0	15,0	8,0	8,0	3,0	19,0		4,0	8,0	8,0	20,0
Total général	129,0	138,0	158,0	425,0	124,0	145,1	121,0	390,1	91,8	132,0	141,0	180,5	453,5
Année fiscale 2021													
Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
II - SEMINAIRES ET COURS													
Administration douanière	1,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	1,0	2,0	3,5
Administration fiscale	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	1,0	3,0	6,0
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	4,0	18,0	4,5	6,0	4,5	15,0		6,0	6,0	5,0	17,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	4,0	2,0	1,0	7,0		2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	1,0	0,0	2,5	3,0	2,0	0,0	5,0		4,0	2,0	1,0	7,0
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	0,0	3,0		2,5	1,5	1,5	5,5
Total général	17,5	12,0	12,0	41,5	13,5	11,0	5,5	30,0	72,3	17,0	12,5	13,5	43,0
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	146,5	150,0	170,0	466,5	137,5	156,1	126,5	420,1	90,1	149,0	153,5	194,0	496,5
Pays fragiles¹	76,0	84,0	95,0	255,0	72,0	90,0	78,0	240,0	94,1	80,0	91,0	111,5	282,5
Pays de la CEMAC²	76,0	79,0	95,0	250,0	62,5	79,0	65,0	206,5	82,6	81,5	86,0	105,0	272,5

¹ Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

Note : Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
BEAC	Gestion de la dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Mise en place d'un cadre de coordination des émissions de titres d'Etat	8 - 19 février 2021	2,0	2,0	2,0	6,0
BEAC	Gestion de la dette publique	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Webinaire régional sur le plan annuel de financement et l'utilisation de l'outil analytique IPAT	21 - 29 Septembre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	27 septembre - 10 octobre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des paiements et déclarations des impôts et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	26 octobre - 06 novembre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques - Rédaction d'une note méthodologique	30 novembre - 11 décembre 2020 : WFH Virtual TA	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	RBM I.4 - Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Révision des normes relatives au classement des créances et à la couverture des pertes sur crédit attendues	06-19 mars 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place de l'information comptable, financière et prudentielle des banques - Rédaction d'une note méthodologique	17-30 avril 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire : Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	12 - 23 Octobre 2020	2,5	0,0	2,0	4,5
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	5 - 8 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre du programme pluriannuel d'assistance technique (PPAT) sur le renforcement du controle de la valeur des marchandises déclarées en douane	28 Février - 13 Mars 2021	0,5	0,0	2,0	2,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Implémentation de solutions de travail à distance pour la Direction générale des impôts.	7 - 18 Février 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19 et Preparation d'un plan stratégique de digitalisation	18 - 29 Mai 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Budgétisation sensible au genre - A distance (Partie 2)	26 - 30 avril 2021	1,0	1,0	1,0	3,0
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Budgétisation sensible au genre - A distance (Partie 1)	9 - 22 Mars 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets (Mise en place du cadre du réseau des comptables matières) - A distance	16-20 Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets (Mise en place du cadre du réseau des comptables matières) - A distance	22 - 28 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	(du 11 au 22 janvier 2021 ?)	1,5	2,0	2,0	5,5
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	19 Mai - 20 Juin 2020	0,5	2,0	0,0	2,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Cameroun	Gestion de la dette publique	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en oeuvre de la SDMT	10 - 21 Aout 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Gestion de la dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Remboursement de l'Eurobond et mise en œuvre du plan d'émission	11 - 22 Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	14 - 18 Décembre 20	2,0	1,0	1,0	4,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur l'élaboration des comptes financiers	14 - 23 Décembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la retropolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008	14 - 25 Septembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	CEMAC : Participation d'un expert au comité de préparation des textes d'application du Code régional des douanes révisé	14 - 27 Février 2021	1,0	0,0	2,0	3,0
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Atelier CEMAC	1 - 5 Mars 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction des avants projets prioritaires de procédures fiscales (modernisation des déclarations et paiements, digitalisation des procédures, recouvrement et immatriculation)	20 - 31 juillet 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres d'AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, l'AFC et la BEAC	17 - 20 Novembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Rédaction d'un projet de Guide de « La programmation et des prévisions des dépenses budgétaires »	2 - 15 Décembre 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier sur la mise en oeuvre des directives	26 au 29 janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres d'AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, l'AFC et la BEAC	24 - 26 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier de validation du projet de directive et du projet de guide de la comptabilité matières	29 Juin - 5 Juillet 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
CEMAC	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
CEMAC	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant la politique de supervision et le suivi des recommandations (partie 3)	02-06 novembre 2020 : WFH Virtual TA	2,0	1,0	0,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Méthodologie de contrôle sur place des établissements de paiement.	18-29 janvier 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	0,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie1)	18-22 mai 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant les indicateurs de surveillance et d'alerte des EC (partie 2)	19-23 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant l'adaptation de la notation SYSCO aux EMF (partie 1)	12-16 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie 2)	22-26 juin 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus de sanction des EC et des EMF	04-10 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	17 - 22 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	8 - 15 Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan stratégique de renforcement de capacités pour améliorer la mobilisation des recettes.	6 - 17 juillet 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Revue et mise à niveau de l'organisation de la Direction générale des impôts et des domaines - (Activité rajoutée en cours d'année fiscale)	3 - 14 Aout 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	31 Aout au 04 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	25 mai au 06 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	15 - 29 Mars 2021	1,5	1,0	2,0	4,5
Congo	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Congo	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	24 - 28 Aout 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	12 au 23 avril 2021	1,5	2,0	2,0	5,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique sur l'analyse des cas-limites (transactions et sectorisation).	15 - 19 Février 2021	2,0	1,0	1,0	4,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	4 - 9 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	31 Aout au 11 Septembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	11 - 23 Octobre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	21 - 25 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Participation à une mission FAD sur l'évaluation de la transparence des finances publiques	18 Janvier au 05 Février 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Collecte des informations sur la gestion des risques budgétaires	21 Décembre 2020 - 13 Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place des plans de passation de marchés (PPM) et plans d'engagement (PE) dans le système d'information	07 - 21 Décembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Gabon	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	21 Décembre 2020 - 13 Janvier 2021	0,0	1,0	0,0	1,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	5 au 16 avril 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Elaboration d'une instruction relative aux recettes affectées	1 - 12 février 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1 - 10 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	30 Novembre - 11 Décembre 2020	1,5	3,0	0,0	4,5
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	8 - 12 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Guinée équatoriale	Gestion de la dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur les concepts de base en gestion de la dette et liens entre gestion de la dette et le budget	18 - 29 Mai 2020 ; 1 - 5 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	22 - 26 Mars 2021	2,0	0,0	1,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production et dissémination des comptes nationaux trimestriels	15 - 26 Juin 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Audit du système informatique SYSTEMIF et évaluation de sa capacité à supporter la digitalisation des procédures	30 Novembre - 11 Décembre 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	7-11 septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite des travaux sur l'identification des risques budgétaires	5 au 16 avril 2021	0,5	2,0	2,0	4,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	18 au 29 Mai 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	7-11 septembre	0,0	1,0	0,0	1,0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	15 - 26 Juin 2020 (ou du 15 Février au 01 Mars 2021)	0,5	2,0	2,0	4,5
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1 - 12 février 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	1 - 12 Mars 2021	1,5	2,0	2,0	5,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'Administration Centrale Budgétaire.	22 - 26 Juin 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	29 Juin - 3 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations	28 Mars - 10 Avril 2021	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Participation à la mission FAD sur la gestion des risques budgétaires	1 au 19 mars 2021	1,0	3,0	0,0	4,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Diagnostic du modèle de cadrage macroéconomique	8 au 19 février 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la préparation de la loi de finances 2021 dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19.	Septembre/Octobre 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	3 - 7 Mai 2021	1,5	0,0	1,0	2,5
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1er - 12 Février 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Appui pour le lancement des émissions de titres indexés au dollar	12 - 30 avril 2021	2,0	2,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation des investisseurs institutionnels sur l'achat des titres publics via la procédure d'adjudication	7 - 11 Décembre 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat et mise à jour de la SDMT	12 - 23 Octobre 2020	2,0	2,0	4,0	8,0
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	N/A	Réserves obligatoires et régularisation des avances à l'Etat (Participation à cette mission dirigée par la Division CO de MCM)	17 - 24 Juillet 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat	31 mai - 14 Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM I.1 - Cadre réglementaire et prudentiel - Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Formation des superviseurs (contrôle sur pièces et sur place) à la supervision du risque informatique, sur la base du référentiel de contrôle existant et des meilleures pratiques	08-16 février 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Mise en œuvre de la campagne de notation des établissements assujettis au moyen du modèle de notation révisé	06 - 16 avril 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique	24 août - 04 septembre 2020 : WFH Virtual TA	2,0	2,0	0,0	4,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (TOFES de 2017 et 2018 de l'Administration Centrale Budgétaire)	29 Juin - 3 Juillet 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	1,0	2,0	4,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	15 - 19 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Rédaction du manuel d'élaboration des prévisions macrobudgétaires	8 - 19 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Formation des cadres du Comité de cadrage macrobudgétaire sur le manuel d'élaboration des prévisions macrobudgétaires	23 Novembre au 04 Décembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance (Partie 1)	8 - 16 Juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance (Partie 2)	12 - 16 Avril 2021	1,0	1,0	1,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques - Rédaction d'un manuel (partie 2)	16-27 novembre 2020	1,0	2,0	4,0	7,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques - Rédaction d'un manuel (partie 1)	08 - 20 Juin 2020	1,0	0,0	4,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	5 - 9 Avril 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (élaboration du TOFE de 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	21 - 25 Septembre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	08 - 19 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	22 - 24 Juin 2020	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire en partenariat avec ICD/ATI	15 - 26 Mars 2021	1,0	2,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à la 9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre	18 - 22 Janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Prévisions et programmations des dépenses publiques »	7 - 11 Décembre 2020	1,0	1,0	4,5	6,5
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à la 9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre	18 - 22 Janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Prévisions et programmations des dépenses publiques »	7 - 11 Décembre 2020	1,0	0,0	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à la 9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre	18 - 22 Janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Gestion de la dette publique	Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Séminaire régional sur la mise en oeuvre de la stratégie de dette	22 - 31 Mars 2020	2,0	1,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Méthodologie du traitement des transactions des Etablissements Publics Nationaux, EPNs, et de l'élaboration de leur TOFE.	19 - 23 Octobre 2020	1,0	0,5	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre la COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques.	18 - 20 Aout 2020	1,0	0,5	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur l'enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que selon la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG).	19 - 23 Avril 2021	2,0	1,0	1,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire francophone de formation conjoint AFC/AFW/AFS sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	17 - 21 Aout 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire francophone sur l'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	07 - 11 Septembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Contrôle et suivi à destination des marchandises exonérées et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	25 Octobre - 07 Novembre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Evaluation des réformes engagées dans le cadre du programme de renforcement des capacités soutenu par le projet RMTF 2019 – 2021 et identification d' une nouvelle matrice de mesures en vue d'un nouveau projet pour la période 2021-2024.	16 - 27 Novembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	24-28 Aout 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Tchad	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	21-25 septembre 2020	0,0	1,0	0,0	1,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.1
ACTIVITES REALISEES PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2021)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Tchad	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	25 Janvier au 8 Février 2021	0,5	2,0	2,0	4,5
Tchad	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	19 au 23 Avril 2021	1,0	1,0	1,0	3,0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	2 - 14 novembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de finances pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (Revue du projet de série statistique de 2014 à 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	3 - 7 Aout 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires et à la sécurité sociale.	26 - 30 avril 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	19 - 30 avril 2021	1,0	0,0	2,0	3,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008	05 au 09 octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
					137,5	156,1	126,5	420,1



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)



Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
						ressources programmées	ressources programmées	ressources totales	ressources programmées	Ressources HQ programmées	ressources Attachement	Total des ressources
Domaine	Zone	Lieu	Objectif	Activité	Date prévisionnelle	Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Administration douanière	Burundi	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	Novembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Burundi	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux (Partie 2)	Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Besoins d'AT dans le domaine macrobudgétaire	4 - 15 octobre 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Burundi	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission exploratoire	14 - 27 Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser la circulaire n° 24/2019, relative aux exigences de communication financière et de transparence préconisées dans le dispositif de Bâle, et former les superviseurs bancaires	30 août - 10 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Former les superviseurs bancaires aux récentes évolutions du dispositif de Bâle, évaluer le niveau de conformité de la BRB et déterminer une feuille de route pour combler les écarts	04-15 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,5	0,0	0,0	5,5
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Presentiel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Mettre en place un cadre réglementaire pour l'évaluation du capital économique des établissements de crédit : (i) élaborer un projet de circulaire relative à ICAAP ; (ii) élaborer des directives sur les exigences minimales en matière de stress tests pour les établissements de crédit	03-14 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	17 - 28 mai 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	04 -15 octobre 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	Cameroun	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	Octobre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Cameroun	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre des procédures numérisées	Février 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement l'analyse de la politique budgétaire (Atelier national)	7 - 18 mars 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgetaires_WFH	23 - 27 aout 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Budget	Cameroun	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place de macro processus dans le cadre du contrôle interne budgétaire (Developpement d'un macro processus sur le traitement des salaires)	03 au 16 aout 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration des dépenses salariales	06 - 19 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation sensible au genre (opérationnalisation)	12 - 25 aout 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Distanciel	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du CUT	10- 21 Janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	6 - 17 Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge du TOFE sur la procédure d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 du sous-secteur de la sécurité sociale et la consolidation des données statistiques des collectivités locales dans l'ensemble des administrations publiques	07 - 18 février 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes financiers	07 - 18 juin 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la cohérence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	07 - 18 février 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Administration douanière	CEMAC	Distanciel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes révisé	Juin 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Presentiel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation d'un expert dans les travaux du comité de préparation des textes d'application du Code Régional des douanes révisé	Février 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC_WFH	7 - 11 juin 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC_WFH	22 - 26 novembre 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Rédaction d'un Guide Pratique d'identification, de suivi et de gestion des risques budgétaires_WFH	16 - 27 août 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Budget	CEMAC	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration du guide de contrôle interne budgétaire	12 - 25 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration d'un guide de bilan d'ouverture	6 - 17 mars 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Presentiel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Développer une méthodologie de contrôle sur place des risques de marché dans le secteur bancaire	07-18 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Presentiel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	11-22 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser les projets de règlements prudentiels de la COBAC élaborés dans le cadre du plan de mise en œuvre du dispositif de Bâle (partie 1)	09-20 août 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser les projets de règlements prudentiels de la COBAC élaborés dans le cadre du plan de mise en œuvre du dispositif de Bâle (partie 2)	25 octobre-05 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Administration douanière	Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	Mai 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Informatisation des fonctions fiscales (contrôle et recouvrement)	Juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	17 - 28 mai 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	20 septembre - 01 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance et la gestion des investissements en AE/CP	17 au 30 aout 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Modalités d'exécution AE/CP	15 - 28 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Elaboration de guide operationnels des normes comptables de l'Etat	20 septembre au 1er octobre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation a une mission conjointe avec FAD	6 - 17 mars 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Congo	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation (rappels méthodologiques), sur place, des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	06 - 17 septembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	28 février - 11 mars 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Administration douanière	Gabon	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre d'un PPAT pour le controle de la valeur en douane	Septembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Presentiel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	Octobre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgetaires_WFH	13 - 17 septembre 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Mission de suivi sur la gestion des risques budgétaires	21 juin - 02 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives	18 au 23 avril 2022	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Budget	Gabon	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Apprentissage entre pairs dans un pays sur la tenue de la comptabilité matière	Avril 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Budget	Gabon	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Gabon	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	11 - 24 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives	18 au 23 avril 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Distanciel	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Gestion de la trésorerie et mise en œuvre du CUT	8 - 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	08 - 19 novembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	12 - 23 juillet 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	11 - 22 octobre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Administration douanière	Guinée équatoriale	Distanciel	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Modernisation de la procedure douanière	Novembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux	Septembre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission de suivi sur le renforcement de la preparation et de la programmation budgétaire annuelle	18 - 29 octobre 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Guinée équatoriale	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation des directives CEMAC (Nomenclature du budget de l'Etat - NBE)	7 - 20 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Guinée équatoriale	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE	19 - 30 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	13 - 24 septembre 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	07 - 18 février 2022	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 - 28 mai 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Administration douanière	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Contrôle et suivi à destination des marchandises exonérées	Aout 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales	Mai 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	3 - 14 mai 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique	5 - 16 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgétaires_WFH	16 - 20 aout 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Budget	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	5 - 18 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du plan comptable de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE	3 - 14 Mai 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	14 - 25 juin 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	07 - 13 mars 2022	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 - 28 mai 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	06 - 17 décembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	Juillet 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	Juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de prévision macrobudgétaire _MCMB (Mission de suivi)	14 - 25 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et de la gestion des risques budgétaires	6 - 17 septembre 2021	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Budget	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	2 - 15 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réglementation des finances publiques	8 - 21 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue de la qualité des manuels de procédures comptables	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Presentiel	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Réviser l'instruction n° 16 de la BCC sur la classification et le provisionnement des créances, afin de l'aligner sur IFRS 9 et de renforcer le processus d'évaluation de l'adéquation du provisionnement des créances non performantes	28 février-11 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Distanciel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Former les superviseurs bancaires au contrôle sur place du risque informatique dans le secteur bancaire (atelier de formation reporté de FY21) Faire un point d'étape sur la feuille de route relative au Pilier 2 (ICAAP/ILAAP) avec un rappel de formation.	13-17 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Presentiel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser l'instruction n° 14 de la BCC sur les ratios prudentiels, avec un focus sur la liquidité et la transformation des établissements de crédit, afin de transposer les ratios LCR/NSFR (Bâle III)	06-17 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	05 - 16 juin 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	03 - 14 mai 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	25 octobre - 05 novembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	Février 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Modernisation des procédures fiscales	Aout 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modele de cadrage macroéconomique	12 -23 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi de l'operationalisation de l'Unite Macrofiscale_WFH	11 - 22 avril 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite des travaux de mise en place des plans d'engagement des dépenses et de la régulation budgétaire dans le système d'information	29 novembre au 10 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	21 Juin au 2 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Presentiel	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 1) => à confirmer	15-26 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Presentiel	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 2) => à confirmer	21 mars-01 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	04 - 15 avril 2022	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	12 - 23 juillet 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	04 - 15 avril 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Presentiel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur la gestion et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ou sur la mise en place des solutions numérisées	Mars 2022	0,5	1,0	1,5	2,0	0,0	0,0	3,5
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Mars 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Presentiel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales ou sur la numérisation des services et utilisation de la téléphonie mobile dans la région	Février 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Modeles de prévisions de recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles _FARI Model»	10 - 14 janvier 2022	2,0	1,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries (with ATI)	7 - 18 février 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	10ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Le reporting des dépenses liées à la gestion de la pandémie de la COVID-19	18 au 23 avril 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la budgétisation sensible au genre	7 au 12 février 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'état d'avancement des réformes comptables en zones CEMAC et UEMOA	21 au 25 février 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	26-27 mai 2021	1,5	0,5	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Présenter et discuter le thème suivant "La régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques"	24-28 janvier 2022	1,0	1,0	2,0	1,5	0,0	0,0	3,5
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des cas-limites (transactions et sectorisation)	25 - 29 avril 2022	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	24 - 28 mai 2021 (en conflit avec une autre mission)	2,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	26 - 30 juillet 2021	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Administration douanière	Tchad	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs	Novembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Tchad	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	Novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (mission FAD)	6 - 17 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions des recettes budgétaires (mission exploratoire)	10 - 21 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Révision de la stratégie de réformes des finances publiques	8 - 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.A.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de delivrance	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Tchad	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation de la directive CEMAC (Comptabilité-matière)	15 -28 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la surveillance des entités publiques	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Elaboration d'un référentiel de gouvernance du contrôle interne comptable de l'Etat	24 janvier au 4 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Distanciel	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	20 - 31 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	04 - 15 octobre 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	21 mars - 01 avril 2022	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les les comptes nationaux annuels	12 - 23 juillet 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
						149,0	153,5	302,5	194,0	0,0	0,0	496,5

ANNEXE 3.B
REPARTITION DES RESSOURCES PAR DOMAINE
Programmation et utilisation de l'année fiscale 2021 - Programmation de l'année fiscale 2022
(En personnes semaines)

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2021								Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2022			
	Ressources programmées				Ressources utilisées					Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Administration douanière	12,5	0,0	21,0	33,5	7,0	0,0	16,0	23,0	68,7	5,5	0,0	22,0	27,5
Burundi	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Cameroun	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	3,0	4,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	1,0	0,0	2,0	3,0	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Gabon	1,0	0,0	2,0	3,0	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Guinée équatoriale	1,0	0,0	2,0	3,0	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
République Centrafricaine	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	3,0	4,0		0,5	0,0	2,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	0,5	0,0	1,0	1,5	0,5	0,0	1,0	1,5		0,5	0,0	2,0	2,5
Tchad	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		0,5	0,0	2,0	2,5
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	4,0	0,0	4,0	8,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	0,0	4,0	5,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	12,5	28,0	11,0	51,5	7,0	20,0	4,0	31,0	60,2	9,0	14,0	14,0	37,0
Burundi	1,0	3,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	1,0	3,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Congo	2,5	5,0	4,0	11,5	1,5	5,0	0,0	6,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	2,5	5,0	2,0	9,5	1,5	4,0	0,0	5,5		1,0	2,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	1,0	3,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	1,0	1,0	2,0	4,0	0,5	2,0	2,0	4,5		1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	1,0	3,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	1,5	2,0	1,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Tchad	1,0	3,0	0,0	4,0	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	2,0	2,0	5,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	3,0	0,0	4,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	39,5	47,0	55,0	141,5	44,0	68,1	51,0	163,1	115,3	53,5	71,0	83,0	207,5
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	3,0	3,0	8,0
Cameroun	7,0	9,0	10,0	26,0	6,0	6,0	7,0	19,0		7,0	11,0	12,0	30,0
Congo	4,0	4,0	4,0	12,0	4,5	11,0	6,0	21,5		6,0	8,0	12,0	26,0
Gabon	5,5	4,0	10,0	19,5	8,0	8,0	10,0	26,0		8,5	10,0	12,0	30,5
Guinée équatoriale	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		3,0	3,0	5,0	11,0
République Centrafricaine	5,5	8,0	8,0	21,5	5,5	12,0	10,0	27,5		5,0	6,0	8,0	19,0
République Démocratique du Congo	4,0	3,0	4,0	11,0	5,0	9,0	5,0	19,0		5,0	8,0	9,0	22,0
Sao Tomé-et-Principe	3,5	6,0	6,0	15,5	3,5	6,0	6,0	15,5		4,0	6,0	6,0	16,0
Tchad	4,0	6,0	6,0	16,0	5,0	9,0	3,0	17,0		7,0	14,0	10,0	31,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	5,0	5,0	5,0	15,0	6,5	7,1	4,0	17,6		6,0	2,0	6,0	14,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	20,0	12,0	13,0	45,0	18,0	8,0	6,0	32,0	71,1	24,0	14,0	16,0	54,0
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	2,0	4,0
Cameroun	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	2,0	0,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Guinée équatoriale	2,0	0,0	1,0	3,0	2,0	0,0	1,0	3,0		4,0	0,0	4,0	8,0
République Centrafricaine	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0		4,0	2,0	2,0	8,0
République Démocratique du Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	2,0	0,0	4,0
Sao Tomé-et-Principe	4,0	2,0	1,0	7,0	4,0	2,0	0,0	6,0		2,0	2,0	0,0	4,0
Tchad	4,0	3,0	2,0	9,0	4,0	2,0	1,0	7,0		4,0	2,0	2,0	8,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	18,0	13,0	15,0	46,0	15,0	10,0	12,0	37,0	80,4	28,0	18,0	22,0	68,0
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	2,0	4,5		2,0	0,0	2,0	4,0
Cameroun	3,0	4,0	1,0	8,0	3,0	4,0	0,0	7,0		4,0	4,0	2,0	10,0
Congo	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5		2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	3,0	0,0	4,5		4,0	4,0	2,0	10,0
Guinée équatoriale	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5		2,0	0,0	2,0	4,0
République Centrafricaine	2,5	2,0	2,0	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0		4,0	4,0	2,0	10,0
République Démocratique du Congo	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	1,0	2,0	4,5		4,0	2,0	4,0	10,0
Sao Tomé-et-Principe	2,5	2,0	2,0	6,5	1,0	2,0	0,0	3,0		4,0	2,0	4,0	10,0
Tchad	2,5	2,0	2,0	6,5	2,5	0,0	4,0	6,5		2,0	0,0	2,0	4,0
AFRISTAT	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0

ANNEXE 3.B
REPARTITION DES RESSOURCES PAR DOMAINE
Programmation et utilisation de l'année fiscale 2021 - Programmation de l'année fiscale 2022
(En personnes semaines)

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2021								Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2022			
	Ressources programmées				Ressources utilisées					Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Gestion de la dette publique	14,5	18,0	22,0	54,5	16,0	17,0	13,0	46,0	84,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	2,0	4,0	2,0	8,0	9,0	8,0	7,0	24,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	0,0	4,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	2,0	1,0	4,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	2,0	3,0	3,0	8,0	4,0	3,0	2,0	9,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	12,0	20,0	21,0	53,0	17,0	22,0	19,0	58,0	109,4	12,0	24,0	23,5	59,5
Burundi	3,0	6,0	6,0	15,0	3,0	6,0	6,0	15,0		3,0	6,0	6,5	15,5
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	3,0	6,0	4,0	13,0	4,0	6,0	2,0	12,0		3,0	6,0	5,0	14,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	2,0	6,0	10,0	2,0	2,0	8,0	12,0		2,0	4,0	4,0	10,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	6,0	5,0	15,0	8,0	8,0	3,0	19,0		4,0	8,0	8,0	20,0
Total Missions	129,0	138,0	158,0	425,0	124,0	145,1	121,0	390,1	91,8	132,0	141,0	180,5	453,5
II - SEMINAIRES ET COURS													
Domaine d'intervention	Année fiscale 2021								Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2022			
	Ressources programmées				Ressources utilisées					Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
Administration douanière	1,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,5	1,0	2	3,5
Administration fiscale	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	1,0	3	6,0
Gestion des finances publiques	8,0	6,0	4,0	18,0	4,5	6,0	4,5	15,0		6,0	6,0	5	17,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	4,0	2,0	1,0	7,0		2,0	1,0	1	4,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	1,0	0,0	2,5	3,0	2,0	0,0	5,0		4,0	2,0	1	7,0
Gestion de la dette publique	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	0,0	3,0		0,0	0,0	0	0,0
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,5	1,5	1,5	5,5
Total Séminaires et cours	17,5	12,0	12,0	41,5	13,5	11,0	5,5	30,0	72,3	17,0	12,5	13,5	43,0
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	146,5	150,0	170,0	466,5	137,5	156,1	126,5	420,1	90,1	149,0	153,5	194	496,5

Note : Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	27 septembre - 10 octobre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	5 - 8 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en œuvre du programme pluriannuel d'assistance technique (PPAT) sur le renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	28 Février - 13 Mars 2021	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	CEMAC : Participation d'un expert au comité de préparation des textes d' application du Code régional des douanes révisé	14 - 27 Février 2021	1,0	0,0	2,0	3,0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	17 - 22 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	4 - 9 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	8 - 12 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	29 Juin - 3 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations	28 Mars - 10 Avril 2021	0,5	0,0	2,0	2,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	15 - 19 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Contrôle et suivi à destination des marchandises exonérées et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	25 Octobre - 07 Novembre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des paiements et déclarations des impôts et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	26 octobre - 06 novembre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Implémentation de solutions de travail à distance pour la Direction générale des impôts.	7 - 18 Février 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19 et Préparation d'un plan stratégique de digitalisation	18 - 29 Mai 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Atelier CEMAC	1 - 5 Mars 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction des avants projets prioritaires de procédures fiscales (modernisation des déclarations et paiements, digitalisation des procédures, recouvrement et immatriculation)	20 - 31 juillet 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	8 - 15 Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan strategique de renforcement de capacites pour améliorer la mobilisation des recettes.	6 - 17 juillet 2020	0,5	2,0	0,0	2,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Revue et mise à niveau de l'organisation de la Direction générale des impôts et des domaines - (Activité rajoutée en cours d'année fiscale)	3 - 14 Aout 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile et Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	31 Aout au 11 Septembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	11 - 23 Octobre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Audit du système informatique SYSTEMIF et évaluation de sa capacité à supporter la digitalisation des procédures	30 Novembre - 11 Décembre 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	22 - 24 Juin 2020	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Évaluation des réformes engagées dans le cadre du programme de renforcement des capacités soutenu par le projet RMTF 2019 – 2021 et identification d'une nouvelle matrice de mesures en vue d'un nouveau projet pour la période 2021-2024.	16 - 27 Novembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres d'AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, l'AFC et la BEAC	17 - 20 Novembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Rédaction d'un projet de Guide de « La programmation et des prévisions des dépenses budgétaires »	2 - 15 Décembre 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier sur la mise en œuvre des directives	26 au 29 janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres d'AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, l'AFC et la BEAC	24 - 26 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	31 Aout au 04 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	25 mai au 06 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	21 - 25 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Participation à une mission FAD sur l'évaluation de la transparence des finances publiques	18 Janvier au 05 Février 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Collecte des informations sur la gestion des risques budgétaires	21 Décembre 2020 - 13 Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	7-11 septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite des travaux sur l'identification des risques budgétaires	5 au 16 avril 2021	0,5	2,0	2,0	4,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	18 au 29 Mai 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Participation à la mission FAD sur la gestion des risques budgétaires	1 au 19 mars 2021	1,0	3,0	0,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Diagnostic du modèle de cadrage macroéconomique	8 au 19 février 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Rédaction du manuel d'élaboration des prévisions macrobudgétaires	8 - 19 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Formation des cadres du Comité de cadrage macrobudgétaire sur le manuel d'élaboration des prévisions macrobudgétaires	23 Novembre au 04 Décembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire en partenariat avec ICD/ATI	15 - 26 Mars 2021	1,0	2,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à la 9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre	18 - 22 Janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Prévisions et programmations des dépenses publiques »	7 - 11 Décembre 2020	1,0	1,0	4,5	6,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	24-28 Aout 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Budgétisation sensible au genre - A distance (Partie 2)	26 - 30 avril 2021	1,0	1,0	1,0	3,0
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Budgétisation sensible au genre - A distance (Partie 1)	9 - 22 Mars 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets (Mise en place du cadre du réseau des comptables matières) - A distance	16-20 Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets (Mise en place du cadre du réseau des comptables matières) - A distance	22 - 28 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier de validation du projet de directive et du projet de guide de la comptabilité matières	29 Juin - 5 Juillet 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	15 - 29 Mars 2021	1,5	1,0	2,0	4,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Budget	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Budget	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	24 - 28 Aout 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place des plans de passation de marchés (PPM) et plans d'engagement (PE) dans le système d'information	07 - 21 Décembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Budget	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	21 Décembre 2020 - 13 Janvier 2021	0,0	1,0	0,0	1,0
Budget	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	7-11 septembre	0,0	1,0	0,0	1,0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	15 - 26 Juin 2020 (ou du 15 Février au 01 Mars 2021)	0,5	2,0	2,0	4,5
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la préparation de la loi de finances 2021 dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19.	Septembre/Octobre 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	3 - 7 Mai 2021	1,5	0,0	1,0	2,5
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance (Partie 1)	8 - 16 Juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance (Partie 2)	12 - 16 Avril 2021	1,0	1,0	1,0	3,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à la 9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre	18 - 22 Janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Prévisions et programmations des dépenses publiques »	7 - 11 Décembre 2020	1,0	0,0	0,0	1,0
Budget	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	21-25 septembre 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	25 Janvier au 8 Février 2021	0,5	2,0	2,0	4,5
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	19 au 23 Avril 2021	1,0	1,0	1,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	(du 11 au 22 janvier 2021 ?)	1,5	2,0	2,0	5,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	19 Mai - 20 Juin 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	12 au 23 avril 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	5 au 16 avril 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Elaboration d'une instruction relative aux recettes affectées	1 - 12 février 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1 - 10 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1 - 12 février 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	1 - 12 Mars 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1er - 12 Février 2021	1,5	2,0	2,0	5,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à la 9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre	18 - 22 Janvier 2021	0,5	1,0	0,0	1,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	2 - 14 novembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Gestion de la dette publique	BEAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Mise en place d'un cadre de coordination des émissions de titres d'Etat	8 - 19 février 2021	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	BEAC	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Webinaire régional sur le plan annuel de financement et l'utilisation de l'outil analytique IPAT	21 - 29 Septembre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	Cameroun	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en oeuvre de la SDMT	10 - 21 Aout 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de la dette publique	Cameroun	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Remboursement de l'Eurobond et mise en œuvre du plan d'émission	11 - 22 Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de la dette publique	Guinée équatoriale	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur les concepts de base en gestion de la dette et liens entre gestion de la dette et le budget	18 - 29 Mai 2020 ; 1 - 5 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Appui pour le lancement des émissions de titres indexés au dollar	12 - 30 avril 2021	2,0	2,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation des investisseurs institutionnels sur l'achat des titres publics via la procédure d'adjudication	7 - 11 Décembre 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat et mise à jour de la SDMT	12 - 23 Octobre 2020	2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	N/A	Réserves obligatoires et régularisation des avances à l'Etat (Participation à cette mission dirigée par la Division CO de MCM)	17 - 24 Juillet 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat	31 mai - 14 Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	Séminaires régionaux et cours	Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Séminaire régional sur la mise en oeuvre de la stratégie de dette	22 - 31 Mars 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques - Rédaction d'une note méthodologique	30 novembre - 11 décembre 2020 : WFH Virtual TA	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	RBM I.4 - Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Révision des normes relatives au classement des créances et à la couverture des pertes sur crédit attendues	06-19 mars 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place de l'information comptable, financière et prudentielle des banques - Rédaction d'une note méthodologique	17-30 avril 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en oeuvre du plan stratégique « SBR » concernant la politique de supervision et le suivi des recommandations (partie 3)	02-06 novembre 2020 : WFH Virtual TA	2,0	1,0	0,0	3,0



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Méthodologie de contrôle sur place des établissements de paiement.	18-29 janvier 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie1)	18-22 mai 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant les indicateurs de surveillance et d'alerte des EC (partie 2)	19-23 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant l'adaptation de la notation SYSCO aux EMF (partie 1)	12-16 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie 2)	22-26 juin 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus de sanction des EC et des EMF	04-10 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM I.1 - Cadre réglementaire et prudentiel - Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Formation des superviseurs (contrôle sur pièces et sur place) à la supervision du risque informatique, sur la base du référentiel de contrôle existant et des meilleures pratiques	08-16 février 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Mise en œuvre de la campagne de notation des établissements assujettis au moyen du modèle de notation révisé	06 - 16 avril 2021 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique	24 août - 04 septembre 2020 : WFH Virtual TA	2,0	2,0	0,0	4,0



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques - Rédaction d'un manuel (partie 2)	16-27 novembre 2020	1,0	2,0	4,0	7,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques - Rédaction d'un manuel (partie 1)	08 - 20 Juin 2020	1,0	0,0	4,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	14 - 18 Décembre 20	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique sur l'analyse des cas-limites (transactions et sectorisation).	15 - 19 Février 2021	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	22 - 26 Mars 2021	2,0	0,0	1,0	3,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'Administration Centrale Budgétaire.	22 - 26 Juin 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (TOFEs de 2017 et 2018 de l'Administration Centrale Budgétaire)	29 Juin - 3 Juillet 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	5 - 9 Avril 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (élaboration du TOFE de 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	21 - 25 Septembre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Méthodologie du traitement des transactions des Etablissements Publics Nationaux, EPNs, et de l'élaboration de leur TOFE.	19 - 23 Octobre 2020	1,0	0,5	0,0	1,5
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre la COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques.	18 - 20 Aout 2020	1,0	0,5	0,0	1,5
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur l'enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que selon la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG).	19 - 23 Avril 2021	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (Revue du projet de série statistique de 2014 à 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	3 - 7 Aout 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires et à la sécurité sociale.	26 - 30 avril 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire : Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	12 - 23 Octobre 2020	2,5	0,0	2,0	4,5
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur l'élaboration des comptes financiers	14 - 23 Décembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la retopolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008	14 - 25 Septembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.1
ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2021)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	30 Novembre - 11 Décembre 2020	1,5	3,0	0,0	4,5
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production et dissémination des comptes nationaux trimestriels	15 - 26 Juin 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	1,0	2,0	4,5
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	08 - 19 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire francophone de formation conjoint AFC/AFW/AFS sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	17 - 21 Aout 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire francophone sur l'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	07 - 11 Septembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	19 - 30 avril 2021	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008	05 au 09 octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
					137,5	156,1	126,5	420,1



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)



Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
						ressources programmées	ressources programmées	ressources totales	ressources programmées	Ressources HQ programmées	ressources Attachement	Total des ressources
Administration douanière	Burundi	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	Novembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Cameroun	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	Octobre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Distanciel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes révisé	Juin 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Presentiel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation d'un expert dans les travaux du comité de préparation des textes d'application du Code Régional des douanes révisé	Février 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	Mai 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Gabon	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre d'un PPAT pour le contrôle de la valeur en douane	Septembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Guinée équatoriale	Distanciel	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Modernisation de la procédure douanière	Novembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Contrôle et suivi à destination des marchandises exonérées	Aout 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	Juillet 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	Février 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Presentiel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur la gestion et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ou sur la mise en place des solutions numérisées	Mars 2022	0,5	1,0	1,5	2,0	0,0	0,0	3,5
Administration douanière	Tchad	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs	Novembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Burundi	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux (Partie 2)	Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Administration fiscale	Cameroun	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre des procédures numérisées	Février 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Informatisation des fonctions fiscales (contrôle et recouvrement)	Juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Administration fiscale	Gabon	Presentiel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	Octobre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux	Septembre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales	Mai 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	Juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Modernisation des procédures fiscales	Aout 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Mars 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Presentiel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales ou sur la numérisation des services et utilisation de la téléphonie mobile dans la région	Février 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	Tchad	Distanciel	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	Novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Besoins d'AT dans le domaine macrobudgétaire	4 - 15 octobre 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement l'analyse de la politique budgétaire (Atelier national)	7 - 18 mars 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgétaires_WFH	23 - 27 aout 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC_WFH	7 - 11 juin 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC_WFH	22 - 26 novembre 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Redaction d'un Guide Pratique d'identification, de suivi et de gestion des risques budgétaires_WFH	16 - 27 aout 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modele de cadrage macroéconomique	17 - 28 mai 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	20 septembre - 01 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgetaires_WFH	13 - 17 septembre 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Mission de suivi sur la gestion des risques budgetaires	21 juin - 02 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives	18 au 23 avril 2022	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission de suivi sur le renforcement de la preparation et de la programmation budgetaire annuelle	18 - 29 octobre 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	3 - 14 mai 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique	5 - 16 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgetaires_WFH	16 - 20 aout 2021	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de prévision macrobudgetaire _MCMB (Mission de suivi)	14 - 25 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et de la gestion des risques budgetaires	6 - 17 septembre 2021	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modele de cadrage macroéconomique	12 -23 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi de l'operationalisation de l'Unite Macrofiscale_WFH	11 - 22 avril 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Modeles de previsions de recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles _FARI Model»	10 - 14 janvier 2022	2,0	1,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries (with ATI)	7 - 18 février 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (mission FAD)	6 - 17 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions des recettes budgétaires (mission exploratoire)	10 - 21 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Révision de la stratégie de réformes des finances publiques	8 - 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Burundi	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission exploratoire	14 - 27 Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place de macro processus dans le cadre du contrôle interne budgétaire (Développement d'un macro processus sur le traitement des salaires)	03 au 16 août 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration des dépenses salariales	06 - 19 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation sensible au genre (opérationnalisation)	12 - 25 août 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	CEMAC	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration du guide de contrôle interne budgétaire	12 - 25 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance et la gestion des investissements en AE/CP	17 au 30 août 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Modalités d'exécution AE/CP	15 - 28 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Gabon	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Apprentissage entre pairs dans un pays sur la tenue de la comptabilité matière	Avril 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Budget	Gabon	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Gabon	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	11 - 24 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Guinée équatoriale	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation des directives CEMAC (Nomenclature du budget de l'Etat - NBE)	7 - 20 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	5 - 18 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	2 - 15 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réglementation des finances publiques	8 - 21 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite des travaux de mise en place des plans d'engagement des dépenses et de la régulation budgétaire dans le système d'information	29 novembre au 10 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	10ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Le reporting des dépenses liées à la gestion de la pandémie de la COVID-19	18 au 23 avril 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la budgétisation sensible au genre	7 au 12 février 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Tchad	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation de la directive CEMAC (Comptabilité-matière)	15 -28 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Tchad	Distanciel	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la surveillance des entités publiques	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Distanciel	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du CUT	10- 21 Janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	6 - 17 Septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration d'un guide de bilan d'ouverture	6 - 17 mars 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Elaboration de guide operationnels des normes comptables de l'Etat	20 septembre au 1er octobre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation a une mission conjointe avec FAD	6 - 17 mars 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives	18 au 23 avril 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Distanciel	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Gestion de la trésorerie et mise en oeuvre du CUT	8 - 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du segment économique d'exécution du budget et du plan comptable de l'Etat	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Guinée équatoriale	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE	19 - 30 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue qualité du plan comptable de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE	3 - 14 Mai 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Revue de la qualité des manuels de procédures comptables	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	21 Juin au 2 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'état d'avancement des réformes comptables en zones CEMAC et UEMOA	21 au 25 février 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Distanciel	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Elaboration d'un référentiel de gouvernance du contrôle interne comptable de l'Etat	24 janvier au 4 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Distanciel	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	20 - 31 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser la circulaire n° 24/2019, relative aux exigences de communication financière et de transparence préconisées dans le dispositif de Bâle, et former les superviseurs bancaires	30 août - 10 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Former les superviseurs bancaires aux récentes évolutions du dispositif de Bâle, évaluer le niveau de conformité de la BRB et déterminer une feuille de route pour combler les écarts	04-15 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,5	0,0	0,0	5,5
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Presentiel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Mettre en place un cadre réglementaire pour l'évaluation du capital économique des établissements de crédit : (i) élaborer un projet de circulaire relative à ICAAP ; (ii) élaborer des directives sur les exigences minimales en matière de stress tests pour les établissements de crédit	03-14 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Presentiel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Développer une méthodologie de contrôle sur place des risques de marché dans le secteur bancaire	07-18 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Presentiel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	11-22 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser les projets de règlements prudentiels de la COBAC élaborés dans le cadre du plan de mise en œuvre du dispositif de Bâle (partie 1)	09-20 août 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Distanciel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser les projets de règlements prudentiels de la COBAC élaborés dans le cadre du plan de mise en œuvre du dispositif de Bâle (partie 2)	25 octobre-05 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Presentiel	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Réviser l'instruction n° 16 de la BCC sur la classification et le provisionnement des créances, afin de l'aligner sur IFRS 9 et de renforcer le processus d'évaluation de l'adéquation du provisionnement des créances non performantes	28 février-11 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Distanciel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Former les superviseurs bancaires au contrôle sur place du risque informatique dans le secteur bancaire (atelier de formation reporté de FY21) Faire un point d'étape sur la feuille de route relative au Pilier 2 (ICAAP/LAAP) avec un rappel de formation	13-17 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Presentiel	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser l'instruction n° 14 de la BCC sur les ratios prudentiels, avec un focus sur la liquidité et la transformation des établissements de crédit, afin de transposer les ratios LCR/NSFR (Bâle III)	06-17 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Presentiel	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 1) => à confirmer	15-26 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Presentiel	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 2) => à confirmer	21 mars-01 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	26-27 mai 2021	1,5	0,5	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Présenter et discuter le thème suivant "La régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques"	24-28 janvier 2022	1,0	1,0	2,0	1,5	0,0	0,0	3,5
Statistiques des finances publiques	Burundi	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	17 - 28 mai 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge du TOFE sur la procédure d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 du sous-secteur de la sécurité sociale et la consolidation des données statistiques des collectivités locales dans l'ensemble des administrations publiques	07 - 18 février 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Congo	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation (rappels méthodologiques), sur place, des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	06 - 17 septembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	08 - 19 novembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	13 - 24 septembre 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	07 - 18 février 2022	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	14 - 25 juin 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	07 - 13 mars 2022	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	05 - 16 juin 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	04 - 15 avril 2022	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des cas-limites (transactions et sectorisation)	25 - 29 avril 2022	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	04 - 15 octobre 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	21 mars - 01 avril 2022	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	04 -15 octobre 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes financiers	07 - 18 juin 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	07 - 18 février 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	28 février - 11 mars 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	12 - 23 juillet 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	11 - 22 octobre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 - 28 mai 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 - 28 mai 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	06 - 17 décembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3.B.2
PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Mode de livraison	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Prévues			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	03 - 14 mai 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	25 octobre - 05 novembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	12 - 23 juillet 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Presentiel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	04 - 15 avril 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	24 - 28 mai 2021 (en conflit avec une autre mission)	2,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	26 - 30 juillet 2021	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Distanciel	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels	12 - 23 juillet 2021	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
						149,0	153,5	302,5	194,0	0,0	0,0	496,5

ANNEXE 4
Séminaires régionaux, cours, et visites professionnelles - Programme de l'année fiscale 2021

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux								
1	Administration douanière	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations	Tous les pays membres	25	Libreville, Gabon	T4	5 - 9 Avril 2021	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
2	Administration fiscale	Amélioration du management des administrations fiscales		25	Libreville, Gabon	T3	6 - 10 Janvier 2021	
3	Gestion des finances publiques - Budget	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les affectations des recettes dans le budget de l'Etat et les dépenses fiscales		20	Abidjan, Côte d'Ivoire	T4	3 - 8 Février 2021	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
4	Gestion des finances publiques - Comptabilité et gestion de la trésorerie	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les IPSAS		20	Libreville, Gabon	T3	2 - 6 Novembre 2020	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
5	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Prévisions et programmations des dépenses publiques		20	Libreville, Gabon	T2	7 - 11 Décembre 2020	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
6	Statistiques des finances publiques	L'enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG)		20	Libreville, Gabon	T4	26 - 30 Avril 2021	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	Séminaire de formation conjoint AFC/D4D sur les indicateurs de haute fréquence		20	Libreville, Gabon	T3	2 - 6 Novembre 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
8	Gestion de la dette publique	Le développement du marché intérieur des titres publics		20	Libreville, Gabon	T4	Mars 2021	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
9	Régulation et supervision bancaires	Modalités de régulation et de supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques.	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	25	Libreville, Gabon	T2	26 - 30 Octobre 2020	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Cours								
1	Administration fiscale	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	15	Ebène, Maurice	T4	Mars 2021	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
Visites professionnelles								
1	Gestion des finances publiques -Budget	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	République du Congo	5	A déterminer	T2	Aout 2020	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
2	Gestion des finances publiques -Budget	Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	RDC	5	Yaoundé, Cameroun	T3	Novembre 2020	

Note : Les séminaires régionaux de l'année fiscale 2021 en gestion de la dette publique sont présentés à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.

ANNEXE 4
Séminaires régionaux, cours et visites professionnelles - Réalisations de l'année fiscale 2021

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Dates	Contact
Séminaires régionaux								
1	Gestion des finances publiques	9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Pays Membres d'AFRITAC Centre. Thème : Etablissements Publics Nationaux (EPNs) et gestion des finances publiques	Tous les pays membres	45	Virtuel	T3	18 - 22 Janvier 2021	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
2	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Les prévisions et programmations des dépenses publiques		101	Virtuel	T4	7 - 11 Décembre 2020	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
3	Statistiques des finances publiques	Procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre la COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques.		45	Virtuel	T1	18 - 20 Aout 2020	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
4	Statistiques des finances publiques	Méthodologie du traitement des transactions des Etablissements Publics Nationaux, EPNs, et de l'élaboration de leur TOFE		26	Virtuel	T2	19 - 23 Octobre 2020	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
5	Statistiques des finances publiques	Enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que selon la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG)		60	Virtuel	T4	19 - 23 Avril 2021	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
6	Statistiques macroéconomiques	Formation conjoint AFC/AFW/AFS sur la continuité des activités de compilation du PIB et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19		40	Virtuel	T2	17 - 21 Aout 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	L'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19		6	Virtuel	T2	07 - 11 Septembre 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
8	Gestion de la dette publique	La mise en œuvre de la stratégie de dette		36	Virtuel	T4	22 - 31 Mars 2021	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
Cours								
1	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	12	Virtuel	T1	22 - 24 Juin 2020	Hasina Rakotondrainibe - MRakotondrainibe@imf.org
2	Gestion des finances publiques	Cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire		33	Virtuel	T4	15 - 26 Mars 2021	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
Visites professionnelles								
1	Gestion des finances publiques	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	République du Congo	53	Virtuel	T4	15 - 29 Mars 2021	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
2	Gestion des finances publiques	Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	RDC	70	Virtuel	T4	3 - 7 Mai 2021	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
Autres webinaires régionaux								
1	Gestion des finances publiques	FAD : Les outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19		50	Virtuel	T1	23 avril 2020	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org

ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2022

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux								
1	Administration douanière	Séminaire régional sur la gestion et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ou sur la mise en place des solutions numérisées	Tous les pays membres	20	Présentiel	T4	Mars 2022	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
2	Administration fiscale	Séminaire régional sur la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales ou sur la numérisation des services et utilisation de la téléphonie mobile dans la région		20	Présentiel	T4	Février 2022	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
3	Gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives		20	Virtuel	T4	18 - 23 avril 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
4	Gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable		20	Virtuel	T4	7 - 12 février 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'état d'avancement des réformes comptables en zones CEMAC et UEMOA		20	Virtuel	T4	21 - 25 février 2022	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
6	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire régional sur le thème : « Modeles de previsions de recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles _FARI Model»		20	Virtuel	T3	10 - 14 janvier 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
7	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur le traitement des cas-limites (transactions et sectorisation)		20	Virtuel	T4	25 - 29 avril 2022	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
8	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)		20	Virtuel	T1	24 - 28 mai 2021	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
9	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)		20	Virtuel	T1	26 - 30 juillet 2021	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Régulation et supervision bancaires	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20	Virtuel	T1	26 - 27 mai 2021	Alexis Boher - ABoher@imf.org
11	Régulation et supervision bancaires	La régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20	Virtuel	T3	24 - 28 janvier 2022	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Apprentissage entre pairs								
1	Gestion des finances publiques	Tenue de la comptabilité matière	Gabon	15	Virtuel	T4	Avril 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
Cours								
1	Administration fiscale	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	15	Virtuel	T4	Mars 2022	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
2	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries	Tous les pays membres	15	Virtuel	T4	7 - 18 février 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



ANNEXE 5

APPUI PONCTUELS AUX PAYS MEMBRES
ANNEE FISCALE 2021

I. Gestion des finances publiques

Congo, Centrafrique, Gabon, Tchad

Appuis méthodologiques et revues qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire (Août/Septembre 2020). Cet appui à distance s'est concentré sur (i) la maquette d'identification, de suivi et de gestion du risque budgétaire; (ii) les méthodologies pour évaluer et quantifier différents types de risques budgétaires; (iii) l'examen des différentes versions du projet de rapport 2021 sur les risques budgétaires; (iv) la diffusion de bonnes pratiques sur le risque budgétaire; et (v) l'identification des besoins d'assistance supplémentaire pour améliorer progressivement la qualité du rapport sur les risques budgétaires.

République centrafricaine

Webinaire sur le suivi des outils d'élaboration des cadres budgétaires à moyen terme et Cadres de dépenses à moyen terme (27 octobre 2020). Le conseiller en gestion macrobudgétaire a fait le point sur l'appropriation par le personnel de la Direction générale du budget (DGB) des outils ci-dessus développés lors des missions précédentes. Au cours de ce webinaire, le personnel a fait part de ses préoccupations concernant l'utilisation du guide pratique pour l'élaboration du CBMT/CDMT et a suggéré quelques modifications qui ont été prises en compte.

Sao Tomé-et-Principe

Webinaire mensuel de formation sur le manuel méthodologique de prévision macrobudgétaire. Afin d'adopter le manuel méthodologique des prévisions macrobudgétaires lors de la mission de novembre/décembre 2020. Le conseiller en gestion macrobudgétaire a organisé un webinaire par mois pour dispenser des formations pratiques aux cadres du Comité de cadrage de STP sur le projet de manuel préparé en juin 2020. Ces webinaires ont porté sur la méthodologie et les processus de projections macrobudgétaires (collecte et traitement des données, sources, agrégats, modélisation,)

Tchad

Webinaire mensuel sur le développement du modèle de prévision des recettes pétrolières. Dans le cadre du projet de développement d'un modèle de prévision des recettes pétrolières financé par le Fonds thématique de Gestion de la richesse des ressources naturelles (MNRW) pour une durée de deux ans et piloté par le département des finances publiques du FMI, le Conseiller en gestion macrobudgétaire participe à des webinaires mensuels sur cette activité. Ces webinaires sont consacrés aux échanges sur les spécifications du modèle et au renforcement des capacités des cadres tchadiens désignés pour participer au projet.

II. Statistiques macroéconomiques

Entre mai et décembre 2020, le domaine des statistiques macroéconomiques a supporté les activités additionnelles suivantes :

Burundi

Appui sur l'analyse des données du secteur réel dans le cadre de la relance des missions du Département Afrique.

Cameroun

Appui dans la publication des données de la nouvelle année base des comptes nationaux (2016) afin d'actualiser les indicateurs macroéconomiques nécessaires au suivi et l'évaluation des programmes économiques.

Congo

Appui à l'INS du Congo à la mise à la disposition des utilisateurs de la série des comptes nationaux annuels allant jusqu'à 2019 pour faciliter l'analyse macroéconomique et la mise en place des indicateurs de suivi économique.

Sao Tomé-et-Principe

Appui continu pour finaliser la série des comptes de 2008-2019 afin de permettre à l'INE de STP de commencer à publier les comptes annuels de qualité améliorée et produits en utilisant les approches de la production et de la dépense.

I. Statistiques des finances publiques

Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020, le domaine des statistiques financières a supporté les activités additionnelles suivantes en lien avec la pandémie de la COVID-19 :

République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad, et Sao Tomé-et-Principe

En plus des missions réalisées dans le cadre de son programme de travail, Le Conseiller résident en statistiques des finances publiques a assuré un appui ponctuel sur le traitement, et la procédure d'enregistrement des interventions liées à la réponse contre la COVID-19 dans les administrations publiques de ces différents pays membres. Ces appuis ont eu lieu respectivement les 3 juillet, 8 juillet, 11 août et 30 septembre 2020.

II. Gestion de la dette publique

En plus de la réalisation des activités inscrites dans son programme de travail 2021, le domaine de la gestion de la dette a offert son expertise aux pays membres suivants durant le premier semestre :

République démocratique du Congo

Le Conseiller en gestion de la dette a formulé des observations pour améliorer le projet d'Arrêté portant le Rôle centralisateur de la Direction générale de la dette publique en matière d'endettement public. Des propositions ont été faites pour renforcer les dispositions relatives au processus d'octroi et de gestion de la garantie et de la rétrocession des fonds de l'État.

Tchad

En décembre 2020, le Conseiller en gestion de la dette a revu le projet du document de la stratégie de dette à moyen terme préparé les autorités pour guider les décisions de financement au cours de la période 2021-24. Le Conseiller a fait des suggestions pour améliorer le contenu du document et la qualité de l'analyse. La revue du document a permis de relever les étapes du processus d'élaboration de la stratégie de dette qui sont encore insuffisamment maîtrisées et qui pourront être l'objet d'une prochaine assistance technique.

Le Conseiller a également revu en décembre 2020 le projet de décret portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique au Tchad. Des observations ont été faites pour s'assurer (i) de la cohérence avec des textes existants (ex. Règlement de la CEMAC portant sur la politique d'endettement), (ii) que les dispositions pourraient être facilement mises en œuvre et que la plupart sont en ligne avec les directives du FMI et de la Banque mondiale en matière de gestion de la dette publique.



ANNEXE 6

PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR : PHILIPPE EGOUME

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : RAKOTONDRAINIBE MIHAMINTSOA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : EPHREM GHONDA MAKIADI, BLAISE YEHOUENOU

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : SEBASTIEN MANZI

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE¹ : OUMAR DISSOU

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

III- ADMINISTRATION :

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGES DE PROJETS : ARMEL HOUTSA, BROLIN WILFRIED MBADINGA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,

DJENA LAETITIA DJEMBO, GILDAS LOUNDOU MAYOUKOU

TECHNICIEN-COURSIER : WILFRIED MANGUENGA MANGUENGA

¹ Le domaine de la gestion de la dette publique est présenté dans ce rapport à titre indicatif en raison du financement de ses activités par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international.



ANNEXE 7

RAPPORT FINANCIER

Situation du programme - État financier (Phase III)

La Phase III d'AFRITAC Centre a démarré en novembre 2017 et se terminera en avril 2022 (4,5 ans). Le budget initial de la phase est fixé à 37,8 millions de dollars¹. Des contributions ont été reçues de plusieurs partenaires au développement, dont l'Allemagne, la Banque européenne d'investissement, Chine, la Commission européenne, la France, les Pays-Bas et la Suisse (**tableau 1**). Les pays membres ayant signé des accords sont le Gabon, le Cameroun et la République démocratique du Congo. Le FMI contribue également au budget du Centre.

Au 30 avril 2021, des contributions d'un montant de plus de 27,1 millions de dollars ont été reçues des partenaires au développement. Le Centre a par ailleurs perçu 3,8 millions de dollars des pays membres ayant signé des accords.

Dépenses pour l'exercice 2021

Au 30 avril 2021, les dépenses totales de l'exercice fiscal ont atteint environ 4,9 millions de dollars avec les frais de gestion du fonds fiduciaire et la contribution du FMI (**tableau 2**).

Projet de budget pour l'exercice 2022 (Mai 2021-avril 2022)

Sur la base de l'évaluation des besoins des pays membres, de la connaissance des conseillers résidents, des consultations du siège du FMI et de la crise sanitaire mondiale du COVID-19, un programme de travail pour l'exercice budgétaire 2022 a été élaboré. Le montant total des dépenses projeté est estimé à 6,8 millions de dollars (**tableau 3**). Ces estimations ne prennent pas en compte le financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique qui est pris en charge par le mécanisme de financement DMF² du FMI.

¹ Le budget actuel de la phase s'élève actuellement à 35,3 millions de dollars à cause du financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique par le projet *Debt Management Facility* (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette du FMI et de la Banque mondiale.



Fonds monétaire international
AFRITAC Centre



TABLEAU 1 : ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES DE LA LA PHASE 3 (AU 30 AVRIL 2021)

Information sur l'accord				en Dollars U.S.			
Contributeurs	Date de signature	Monnaie ¹	Montant	Montant de l'accord	Contributions reçues	Contributions attendues	Futures Contributions
				(A)	(B)	(C)	(D)
Total partenaires				29.625.895	24.763.472	1.171.783	3.515.350
Allemagne	11/12/2018	EUR	2.000.000	2.278.820	2.278.820	-	-
Allemagne	30/11/2017	EUR	3.000.000	3.531.300	3.531.300	-	-
Banque européenne d'investissement	19/4/2018	EUR	200.000	237.180	237.180	-	-
Chine	13/7/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
Commission européenne	6/11/2020	EUR	6.000.000	6.835.923	5.628.980	1.171.783	-
France	15/12/2020	EUR	10.000.000	12.038.311	8.382.831	-	3.515.350
Pays-Bas	6/11/2015	EUR	1.000.000	1.159.562	1.159.562	-	-
Suisse	18/12/2019	CHF	1.500.000	1.544.799	1.544.799	-	-
Total pays membres				8.000.000	3.775.063	4.224.937	-
Cameroun	5/12/2017	USD	2.000.000	2.000.000	937.463	1.062.537	-
Gabon (Pays siège)	18/5/2018	USD	4.000.000	4.000.000	837.600	3.162.400	-
République démocratique du Congo	6/4/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
Total Transferts internes				2.338.714	2.338.714	-	-
Chine				1.294.813	1.294.813	-	-
Commission européenne				1.043.901	1.043.901	-	-
Total Partenaires, Membres et Transferts internes				39.964.609	30.877.249	5.396.720	3.515.350
FMI				2.500.000	2.500.000	-	-
Budget initial du programme²				37.780.859	37.780.859	-	-
Déficit de financement³							(4.403.610)

Source: FMI, Institut pour le développement des capacités

¹ Les contributions qui ne sont pas en dollars américains sont converties en utilisant le taux de change du jour de la signature de la convention.

² Le budget du programme a subi une baisse en raison du financement des activités du portefeuille de la gestion de la dette publique par le projet DMF depuis octobre 2020. Actuellement, il s'élève à 35,3 millions de dollars.

³ Le financement de la Phase 3 du Centre est conditionné par le décaissement des contributions des partenaires et des pays membres engagés, et le versement des contributions des autres pays membres. Le déficit calculé tient compte du total des contributions reçues.



Fonds monétaire international
AFRITAC Centre
TABLEAU 2 : ETAT DES DEPENSES (AU 30 AVRIL 2021)



Projets	Année fiscale 2021 (en Dollars U.S.)		
	Budget	Dépenses	Pourcentage d'exécution (%)
Gestion des finances publiques	1.557.329	1.370.722	88%
Administration douanière	213.891	126.298	59%
Administration fiscale	434.040	222.194	51%
Régulation et supervision bancaires	564.156	510.640	91%
Gestion de la dette publique	160.958	160.957	100%
Statistiques macroéconomiques	551.501	323.173	59%
Statistiques des finances publiques	533.247	344.995	65%
Administration	1.174.761	1.034.467	88%
Cours	79.000	92.817	117%
Gouvernance et évaluation	35	35	100%
Sous-Total	5.268.918	4.186.297	79%
Gestion du fonds fiduciaire	368.824	293.041	
Total	5.637.742	4.479.338	79%
FMI	500.000	373.205	75%
Total	6.137.742	4.852.543	79%

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités



Fonds monétaire international
AFRITAC Centre



TABEAU 3 : BUDGET DE L'ANNEE FISCALE 2022 (AU 15 MAI 2021)¹

Projets	Budget (en dollars U.S.)
Gestion des finances publiques	1.590.378
Administration douanière	230.413
Administration fiscale	483.230
Régulation et supervision bancaires	649.621
Gestion de la dette publique ¹	-
Statistiques macroéconomiques	581.062
Statistiques des finances publiques	453.673
Administration	1.763.908
Gestion financière	28.131
Cours	90.000
Gouvernance et évaluation	16.116
Sous-Total 1	5.886.532
Gestion du fonds fiduciaire (GFF)	412.057
Sous-Total 2	6.298.589
FMI	500.000
Total général	6.798.589

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

¹ Le présent budget est purement indicatif.

² Les dépenses de ce domaine sont couvertes par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du FMI.

ANNEXE 8
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Finalisation des nouvelles procédures et modes opératoires du Règlement des valeurs du Trésor	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation sur les nouveaux modes opératoires du Règlement	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Renforcement de la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Formation sur les indicateurs de coût et risque de la dette publique	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Mettre en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Amélioration des pratiques de reporting de la dette	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation à la préparation du calendrier d'émission de titres publics	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Soutenir la viabilité de la dette en renforçant les capacités du personnel à réaliser leur propre analyse de viabilité de dette	Formation à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	CEMAC	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Participation à la réunion des Experts de gestion de la dette publique de la CEMAC sur la réglementation en matière de gestion de la dette publique	0,0	0,5	0,0	0,5

ANNEXE 8
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission des titres publics	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Elaboration du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation et de mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Renforcement du processus d'émission	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation sur les opérations de gestion du passif	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 8
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission	1,0	2,0	0,0	3,0
					14,0	24,5	13,0	51,5